

Chaos, réveil et sursaut. Succès et limites de la stratégie du "surge" en Irak (2007-2009)

Stéphane Taillat



CHAOS, RÉVEIL ET SURSAUT

SUCCÈS ET LIMITES DE LA STRATÉGIE DU « SURGE » EN IRAK (2007-2009)

STÉPHANE TAILLAT

AVERTISSEMENT

Les opinions émises dans ce document
n'engagent que leurs auteurs.
Elles ne constituent en aucune manière
une position officielle du ministère de la défense.

Sommaire

| | |
|--|------------|
| CORRIGER UNE TRAJECTOIRE DANGEREUSE : L'IRAK AVANT LE « SURSAUT » | 9 |
| CHANGEMENT DOCTRINAL ET DÉCISION STRATÉGIQUE | 19 |
| 1 - La formalisation d'une nouvelle doctrine formelle et informelle | 19 |
| 2 - De nouvelles procédures | 32 |
| 3 - Un changement de stratégie : | 46 |
| | |
| CHAPITRE II | 61 |
| LE « SURSAUT » EN OPÉRATIONS. RISQUES TACTIQUES ET GAINS STRATÉGIQUES | 61 |
| 1 - Pourchasser AQI ou protéger les Bagdadis ? La campagne militaire de Raymond Odierno | 61 |
| 2 - Une action inter-domaines : l'articulation des lignes d'opérations logiques de Anaconda | 72 |
| 3 - Légitimation locale et réconciliation : les dynamiques endogènes aux conflits irakiens | 81 |
| | |
| CHAPITRE III | 91 |
| ÉVALUER LE « SURSAUT ». STABILISATION ET RECOMPOSITIONS | 91 |
| 1 - Une stratégie qui s'insère et modèle les dynamiques propres aux conflits irakiens | 92 |
| 2 - Les limites du « sursaut » | 95 |
| | |
| CONCLUSION | 107 |

INTRODUCTION

Le 10 janvier 2007, alors que les États-Unis sont engagés depuis bientôt quatre ans en Irak dans une campagne prolongée de stabilisation qui semble s'enliser dans la guerre civile, le président Georges W. Bush annonce une décision aussi cruciale qu'inattendue. Le choix qu'il propose d'une « *nouvelle voie en avant* » semble aller à rebours des recommandations de l'*Iraq Study Group* en faveur d'une approche indirecte¹ et surtout de l'opinion publique américaine qui a sanctionné l'administration sur sa gestion du cas irakien lors des élections législatives de novembre 2006. Il s'agit en effet d'accroître l'effort militaire et non de décider d'un retrait partiel. Ce « sursaut » (*surge*) comprend l'envoi de 30 000 militaires supplémentaires, soit 5 brigades de l'Army et plusieurs bataillons de *Marines*, mais aussi un changement de personnel dans la planification et la conduite de la guerre, puisque l'Amiral William Fallon remplace le CENTCOM John Abizaid et que le général David Petraeus, initiateur de la rédaction du récent manuel combiné sur la « contre-insurrection »², succède au général Georges Casey comme commandant de la Force Multinationale en Irak (MNF-I).

Le 1^{er} novembre 2007, le général Raymond Odierno, commandant la composante tactique de la MNF-I, confirme l'évaluation positive mais prudente donnée par le général Petraeus et l'ambassadeur en Irak Ryan Crocker le 12 septembre précédent lors d'une audition devant le Congrès. La baisse tendancielle des actes de violence et du nombre de victimes tant chez les forces de la Coalition, les forces de sécurité irakiennes et les civils se poursuit sur l'année 2008 tandis que Al-Qaïda en Irak ainsi que les milices chiïtes subissent plusieurs revers militaires dans ces deux années. Le 31 décembre 2008, un accord sur la sécurité (SA) met fin officiellement à l'occupation militaire et marque le début d'un processus de retrait. Sur le plan opérationnel et tactique, l'année 2009 est caractérisée par le passage à une posture de supervision et de conseil et par un reflux des centres urbains.

En dépit de la persistance d'un niveau relativement faible de violence et de risques de tensions liées aux difficultés de l'intégration nationale et aux compétitions politiques internes, les décisions politiques de l'Administration

¹. L'*Iraq Study Group* ou commission Baker-Hamilton est le groupe de dix parlementaires américains mandatés par le Congrès des États-Unis pour fournir une appréciation de la situation en Irak. Le rapport de la commission a été remis au Président Bush le 6 décembre 2006.

². Il s'agit du désormais célèbre *Field Manual FM 3-24 Counterinsurgency*, Washington, DC : Government Printing Office, 19 décembre 2006.

Obama et l'attitude de *l'establishment* militaire américain confirment l'impression de succès tandis que s'affirme la priorité afghano-pakistanaise.

Toutefois, le bilan positif ou plus mitigé qui semble ici s'affirmer est problématique. En premier lieu car il résulte de la conjonction de plusieurs récits ayant cristallisé une narration « officielle » sur les événements politiques et militaires en Irak en 2007-2008. Plusieurs ouvrages et plusieurs acteurs ont contribué ainsi à installer l'idée que le « sursaut » a produit d'indéniables succès militaires et tactiques, soit directement, soit par le modelage des dynamiques internes aux conflits irakiens. Pour autant, la prudence quant aux succès politiques est de mise. Non seulement car les difficultés sur le front de la sécurité demeurent (à Mossoul ou à Kirkouk), mais aussi car la reconstruction et la réconciliation communautaire semblent stagner. Pour certains, le « sursaut » se caractériserait surtout comme un « arrêt sur image » et aurait produit davantage de nouveaux problèmes que de solutions dans ces deux domaines, voire aurait contribué à faire perdurer ou à aggraver les clivages ethno confessionnels.

En second lieu, ce bilan fait débat en raison de la tendance à confondre dans le terme de « sursaut » plusieurs phénomènes distincts. Ainsi, certains analystes plus sceptiques ont souligné que l'amélioration sécuritaire résultait non des actions directes des militaires américains, mais de décisions politiques prises par les insurgés, que ce soit les tensions internes à la résistance sunnite ou la décision de Moqtada Al-Sadr de proclamer un cessez-le-feu unilatéral à la fin du mois d'août 2007, reconduit en février 2008 puis à l'issue des opérations contre Bassorah et Sadr City en mars-avril 2008. D'autres, plus optimistes, ont insisté sur la combinaison entre la décision politique du Président Bush et la mise en œuvre d'une stratégie de « contre-insurrection » en tout point conforme au modèle doctrinal défini par le manuel de décembre 2006. Selon le FM 3-24, la victoire stratégique repose sur la sape des fondements de l'insurrection par une action au sein des populations visant à produire de la gouvernance efficace et légitime. Cette « *théorie de la victoire* » est perçue par certains comme excessivement linéaire et simpliste, menaçant l'autre versant de la doctrine, à savoir la reconnaissance de la complexité des conflits contemporains. Ce débat est également biaisé par l'appartenance de ses acteurs au monde sécuritaire anglo-saxon et plus spécifiquement américain. Il s'inscrit en effet dans un questionnement plus vaste sur le développement des capacités et le choix des missions des forces terrestres d'une part, et sur l'utilité de la force dans la politique étrangère américaine d'autre part.

En troisième lieu, les analyses issues de cette narration officielle tendent à privilégier un facteur explicatif sur un autre. Le rôle joué par la « guerre à Washington » ayant conduit à la décision du Président américain le dispute ainsi à l'insistance sur la campagne militaire, ou encore à la personnalité de David

Petraeus, quand ce n'est pas Raymond Odierno. Il faut souligner ici encore les biais professionnels des auteurs incriminés qui font obstacle à une compréhension plus fine et plus globale du phénomène. En réalité, même lorsque plusieurs facteurs sont étudiés en même temps, l'articulation entre eux au sein d'ensembles explicatifs plus vastes fait souvent défaut. L'exception étant le chapitre que David Kilcullen consacre au « sursaut » dans son ouvrage *The Accidental Guerrilla*³. Pour ce dernier, l'Irak est confronté à une conjonction de trois problèmes sécuritaires liés et s'aggravant mutuellement (l'insurrection, les réseaux terroristes et les heurts interconfessionnels) sur fond de reconstruction nationale et étatique. Bien entendu, ce dernier point nécessite la résolution des problèmes sécuritaires qui sont en retour les symptômes de la faiblesse de l'État et de la déconstruction nationale. Un dernier élément tient dans le rejet que produit la présence militaire étrangère et dans l'alliance des « *guérillas accidentelles* » qu'elle génère avec les éléments *ddjihadistes*. En 2007-2008, les Américains auraient donc contribué à étouffer l'insurrection par la cooptation de ces guérillas locales sans parvenir à la réconciliation politique.

Enfin, il convient de souligner le problème chronologique posé par le « sursaut » dans la mesure où certaines des améliorations endogènes et certains des facteurs exogènes peuvent s'observer dès 2006, notamment dans la province d'Anbar. Autrement dit, il convient de clarifier les différentes significations du « sursaut », jusqu'ici souvent confondues. Nous proposons de penser ce phénomène selon l'emboîtement suivant. En premier lieu, le « sursaut » désigne la décision politique prise par le Président Bush à la suite de réflexions nombreuses au sein de son administration. Elle consiste essentiellement en la volonté d'escalade en lieu et place d'un retrait progressif et partiel. Mais en second lieu, le « sursaut » fait également référence à l'usage de ces forces, tant sur le plan tactique (en lien avec les préconisations des tenants du FM 3-24) que sur les plans opératifs (la campagne militaire pour le contrôle de Bagdad, de ses « ceintures », et des provinces de Diyala, Saladin et Anbar) ou stratégiques (l'insertion de la composante militaire/sécuritaire dans le plan « Anaconda » visant à éradiquer Al-Qaïda en Irak et à accroître la marge de manœuvre politique du gouvernement irakien). Dans ce cadre, il se caractérise par une intensification des opérations militaires et par une reprise de l'initiative stratégique. Une troisième signification du « sursaut » englobe l'ensemble de la campagne 2007-2008 en Irak, c'est-à-dire la manière dont les décisions politiques et militaires américaines à tous les niveaux s'insèrent dans les dynamiques endogènes à ce conflit, notamment concernant le « retournement » sunnite et la montée en puissance de l'État central irakien autour de Nouri As-Maliki. Un dernier sens du « sursaut » tient dans les aspects discursifs à destination des audiences multiples que sont l'opinion domestique américaine et

³. David Kilcullen, *The Accidental Guerrilla. Fighting Small Wars in the Midst of a Big One*, Oxford: Oxford University Press, 2009.

les militaires. Non seulement parce que le « sursaut » est crédité d'une forme atténuée de « victoire » en Irak, mais également car il sert de matrice aux décisions politico-militaires concernant l'Afghanistan (« sursaut » civil voire « sursaut » canin). Il semble ainsi qu'il faille distinguer plusieurs niveaux de réflexion :

- le problème stratégique : comment s'articulent la stratégie américaine et les dynamiques endogènes aux conflits irakiens ? Autrement dit, peut-on isoler le « sursaut » en tant que facteur causal, ou alors faut-il en diminuer l'importance au profit de la stratégie de Moqtada Al-Sadr ou encore de la « rébellion au sein de la rébellion » sunnite, ou alors faut-il comprendre ces dynamiques comme fortement accélérées et infléchies par la stratégie de David Petraeus ? Dans le même temps, quels sont les résultats nets obtenus par les Américains en 2007-2008 ? En quoi correspondent-ils aux attentes des stratèges ? Plus fondamentalement encore, quelles conséquences inattendues ont été produites par les opérations militaires de ces années-là ?

- le problème tactique : dans quelle mesure la standardisation des modes d'action a-t-il permis de reprendre le contrôle de « l'Irak utile » ? Quel facteur tactique a-t-il été central dans cet enchaînement lorsque l'on sait que les procédures étaient déjà utilisées en 2006, voire avant ? Comment articuler les différents modes d'action (assistance et partenariat avec les forces de sécurité irakiennes, intégration des Équipes de Reconstruction Provinciales avec les unités, etc.) ?

- le problème opératif, c'est-à-dire de la mise en œuvre des forces à l'échelle du théâtre : peut-on reprendre la thèse de Kimberly et Frederick Kagan concernant le « *Patton de la contre-insurrection* » (Odierno)⁴ ? Selon cette dernière, la succession d'opérations simultanées et continues sur l'ensemble des « ceintures » de la capitale irakienne aurait été l'élément déterminant de la défaite d'Al-Qaïda en Irak. Il conviendrait donc d'analyser l'enchaînement des opérations sur un plan somme toute assez classique d'analyse en histoire militaire.

Ainsi, faire un bilan du « sursaut » revient à expliquer les succès militaires contre les « *accélérateurs de la violence* » et des échecs politiques à stabiliser l'Irak en profondeur. Pour ce faire, deux approches doivent être combinées. L'étude de la campagne politico-militaire de 2007-2008 conduit à s'interroger sur la manière dont elle s'inscrit dans les dynamiques propres du conflit irakien tandis que l'analyse des procédures tactiques et de leur généralisation revient à mettre en lumière les processus d'adaptation et d'apprentissage au sein des forces armées américaines ainsi que les conditions

⁴. Frederick et Kimberly Kagan, « The Patton of Counterinsurgency », *The Weekly Standard*, vol.13, n°25, 10 mars 2008.

dans lesquelles l'usage de la force peut être ou ne pas être perçu comme légitime.

CORRIGER UNE TRAJECTOIRE DANGEREUSE : L'IRAK AVANT LE « SURSAUT »

Il convient de présenter les éléments dont les années 2007-2008 vont se démarquer en profondeur comme en surface. Ainsi, il est possible d'isoler les facteurs-clés de l'étude du sursaut. Pour des raisons méthodologiques, il est nécessaire de séparer analytiquement la stratégie et les procédures américaines d'une part, des évolutions propres à la société et à la politique irakienne d'autre part.

Des militaires agissant sur leur milieu

Il faut poser la question des interactions entre les actions militaires américaines et les dynamiques propres à l'Irak. En effet, l'irruption américaine en Irak en 2003 a produit, aggravé ou influencé trois séries de traumatismes politiques et sociaux. Les discours et les pratiques différenciés à l'égard des sunnites, des chiites et des Kurdes ont participé à la réactivation des clivages ethnoconfessionnels, attisant le repli communautaire et participant à l'augmentation exponentielle de la violence. La chute du régime de Saddam Hussein a mis en lumière la prégnance du pouvoir baasiste sur la société irakienne, entraînant un vide du pouvoir comblé par de nombreux entrepreneurs politiques. Enfin, la posture des militaires américains, passant de l'attitude amicale vis-à-vis de civils « libérés de la tyrannie » au rejet de la population, accélère l'aliénation de celle-ci et ses dirigeants, tant traditionnels que nouveaux, vis-à-vis des insurgés et des extrémistes qui les rejoignent bientôt. Ces trois processus, s'alimentant réciproquement, nourrissent donc une fragmentation croissante du pouvoir ainsi qu'une cascade de stratégies de survie

qui handicapent la stabilisation plus ou moins maladroite mise en œuvre par les militaires américains de manière dispersée.

Sur le plan militaire, le dernier élément met également en lumière les interactions complexes entre l'usage de la force et sa légitimité telle qu'elle est perçue par les populations locales⁵. Plus simplement, il s'avère que chaque escalade américaine accentue le rejet de la part des locaux, tandis que l'absence de légitimité au niveau local, sauf à de rares exceptions, conduit à considérer tout usage de la force armée comme « excessif »⁶. Sans compter que l'accroissement des actions de la rébellion provoque des interventions visant à employer la force pour en montrer le caractère impérieux, ce que nous pourrions nommer « l'assujettissement » à l'inverse de la « pacification »⁷. Ainsi, l'une des erreurs manifestes des militaires américains, sur un plan collectif puis individuel, résulte de l'incompréhension des interactions complexes entre les soldats et la population. Deux éléments sont ainsi à prendre en compte. En premier lieu, la tension entre des règles d'engagement strictes et une culture guerrière valorisant la puissance de feu pourrait avoir conduit certaines unités à user de la force de manière immodérée. Ce paradoxe de l'annihilation et de la retenue situé au cœur de la culture militaire de *l'Army* a notamment enclenché le cycle des ratissages continuels.⁸ Ainsi, des éléments de la 4^{ème} division d'infanterie relevant les *Marines* à Tikrit en avril 2003 se comportent comme si la phase de combat majeur n'était pas terminée, notamment par une approche « robuste » des patrouilles et des points de contrôle urbains⁹.

De ce fait, une prophétie auto-réalisatrice s'enclenche : considérant que les Sunnites ne chercheront pas à accepter leur présence, les militaires américains les traitent en ennemis, ce qui aliène davantage les locaux. Et de fait, dans les régions où les unités occupantes choisissent de rechercher la collaboration des élites locales et de la population, y compris sunnites, les tentatives de la rébellion naissante de prendre racine sont beaucoup plus difficiles, et ne connaissent de réel essor qu'à la suite de « bavures » américaines. Celles-ci semblent en effet conforter les populations et leurs cadres dans l'impression

⁵. Christian Olsson, « Conquérir "les cœurs et les esprits" ? Usages et enjeux de légitimation locale de la force dans les missions de pacification extérieure » (*Bosnie, Kosovo, Afghanistan, Irak ; 1996-2006*), Thèse de doctorat de Sciences Politiques, 2009.

⁶. C'est le cas lorsque les parachutistes ouvrent le feu sur une foule en colère à Fallujah le 28 avril 2003.

⁷. Christian Olsson, « Répression et 'radicalisation violente' : une perspective relationnelle sur l'usage de la force dans les opérations extérieures de 'pacification' » in Sébastien SCHEHR, Myriam KLINGER (éd.) *Lectures du conflit*, Strasbourg : Néothèque, 2010.

⁸. Colin Kahl « In the Crossfire or in the Crosshair. Norms, Civilian Casualties and US Conduct in Iraq », *International Security*, vol. 32, n° 1, été 2007, pp.7-46.

⁹. Ce qui donne lieu à une polémique entre les *Marines* et le lieutenant-colonel Gian Gentile, chef opération d'une brigade de la 4^{ème} division d'infanterie, Gian Gentile, « The Risk of Velvet Gloves », *Washington Post*, 19 janvier 2004.

d'hostilité que leur donnent les soldats américains. L'inimitié réciproque se nourrit donc des multiples « incidents dans l'escalade de la force » se produisant aux points de contrôle, au sein des convois ou lors de raids le plus souvent aveugles. En second lieu, l'incapacité à comprendre les fondements d'une société ne fonctionnant pas exclusivement sur le mode d'un espace politique simple et unitaire génère incompréhension et frustration. En effet, tout se passe comme si les protagonistes occidentaux oscillaient entre une vision caricaturale de la société irakienne, que l'on ne saurait qualifier autrement que « d'orientaliste », et une approche volontariste tendant à la « modernisation » des Irakiens. De ce fait, la tentative de reconstituer les réseaux sociaux irakiens sur le modèle américain échoue à rendre compte de la fragmentation du pouvoir entre les cheiks, les imams et les leaders communautaires. Certes, les Américains jouent au départ le jeu d'une démocratie fondée sur les communautés locales en reconstituant des conseils municipaux et en tentant d'identifier les détenteurs du pouvoir. Mais ces approches ne sont pas coordonnées entre elles, suscitent la méfiance de l'Autorité Provisoire de la Coalition (CPA) et tranchent avec les postures plus musclées dans la rue. Certes, le primat porté sur la « compréhension culturelle » institutionnalisé à compter de 2005 permet de mieux appréhender les ressorts culturels et politiques de la société irakienne, mais il n'en reste pas moins que les maladresses et projections imaginaires initiales ont fait échapper la situation irakienne aux Américains.

L'intervention américaine à la source de la « révolution irakienne »

Au plan communautaire en effet, on peut considérer que l'intervention et la présence américaine ont précipité une recomposition complexe de la société irakienne et des rapports de pouvoir en Irak.

L'intervention américaine semble avoir aggravé la déconstruction nationale initiée par Saddam Hussein. Le régime de ce dernier emprunte en effet autant au registre traditionnel qu'aux formes modernes de l'autoritarisme. Sur le plan politique et social, loin d'être simplement une organisation concentrique du pouvoir autour du *Raïs* (la famille, la tribu des Takriti, le parti Baas, les sunnites, les Forces de sécurité), il se caractérise surtout par la destruction de l'ensemble des liens de solidarité au bénéfice du pouvoir personnel, enclenchant une dynamique de déconstruction caractérisée par une cascade de stratégies de survie¹⁰. Dans les années suivant la première guerre du Golfe et le soulèvement réprimé des tribus rurales du Sud chiïte, cette déstructuration est contrecarrée par trois dynamiques. La première est l'appui croissant de Saddam Hussein sur les réseaux tribaux et les cheiks. Ceux-ci assurent ainsi protection et ressources à la population dans les années troubles de l'embargo. Plusieurs « *homo novi* » émergent au sein d'un groupe traditionnel de détenteurs d'influence au niveau

¹⁰. David Baran (dir.), *Vivre la tyrannie et lui survivre. L'Irak en transition*, Paris : édition des milles et unes nuits, 2004, 434 pages.

local. Parallèlement, le clientélisme nourrit les fractures ethniques avec les Kurdes, notamment par « l'arabisation » de la ville de Mossoul produite par l'arrivée massive de cadres des forces de sécurité à qui l'on donne une résidence dans la ville. Enfin, Saddam Hussein coopte un clerc chiite, Mohammed Sadeq As-Sadr, afin d'équilibrer l'influence des *ayatollahs* exilés en Iran et de concurrencer l'influence traditionnelle exercée par le clergé quiétiste regroupé autour du séminaire (*hamza*) de Nadjaf (parmi lesquels Ali As-Sistani)¹¹. Cette volonté de contrôler plus étroitement les populations par la reconstitution provisoire de solidarités confessionnelles ou tribales ne suffit pas à revenir sur les destructions antérieures. Au contraire, la substitution de réseaux sociaux contrôlés par le dictateur aux solidarités traditionnelles, en liant le sort des premiers au sort du régime, fragilise l'ensemble. Par ailleurs, l'action d'As-Sadr vient bientôt contrecarrer ce contrôle : s'attachant à rapprocher les clercs et les cheiks tout en exerçant une action sociale et humanitaire auprès des plus pauvres¹², l'*ayatollah* et *marjah*¹³ contribue à renforcer la conscience identitaire chiite¹⁴.

Dès lors, la chute du régime crée un vide du pouvoir qui accélère et amplifie le processus ayant débuté dans les années 1980. L'affaiblissement du cadre de référence tribal, la constitution d'une forte base sociale chiite autour du Parti du Martyr Sadr¹⁵ – dont Moqtada est le nouveau dirigeant – ainsi que les tentatives d'extension de la « ligne verte » du Kurdistan vers le sud expliquent le repli vers les références confessionnelles et ethniques. Les présupposés du plan de campagne de Donald Rumsfeld¹⁶ se sont donc avérés faux car ils n'ont pas saisi les liens organiques entretenus entre le régime et la société irakienne.

Une vision inadaptée

En ce sens, on peut se demander si le communautarisme violent et la fragmentation politique de l'Irak ne résultent pas de la projection des catégories américaines sur la société irakienne dans le cadre de ce vide du pouvoir. En effet, les différents concepteurs du plan d'invasion de l'Irak (principalement Paul Wolfowitz, vice-secrétaire à la Défense, pour la partie stratégique) ont semblé considérer que les chiites accueilleraient naturellement les Américains

¹¹. Patrick Cockburn, *Muqtada*, New-York : Scribner, 2008.

¹². Notamment dans le quartier populaire d'habitat souvent précaire de Tawrha à Bagdad, qui prend le nom de Sadr City en 2003.

¹³. Ce terme désigne un théologien influent, source d'émulation pour ses disciples.

¹⁴. Toutefois, Sadr cherche aussi à incarner une forme alternative de nationalisme, s'opposant autant à Saddam Hussein qu'à la gouvernance traditionnelle des Chiites irakiens ou qu'à l'ambition des clercs iraniens.

¹⁵. Assassiné en 1999.

¹⁶. Selon lequel la chute du régime ne concernerait qu'un corps étranger et parasite à la société irakienne.

comme des libérateurs¹⁷ et que, parallèlement, il fallait mettre fin à « l'oppression » du pouvoir sunnite. Cette « déconnection culturelle » s'est observée au niveau politique, mais aussi dans la mise en œuvre des actions militaires en 2003, notamment dans les interactions avec la population.

Contrairement aux recommandations du *Strategic Studies Institute* et des premières approches du général à la retraite Jay Garner – directeur de l'éphémère *Office for Reconstruction and Humanitarian Assistance* – au cours du mois d'avril 2003, l'Autorité Provisoire de la coalition de Paul Bremer a pris deux décisions qui ont pu être perçues par les élites sunnites comme une tentative de les priver de toute participation au pouvoir¹⁸. Le 16 mai, l'ordre n° 1 prononçait la dissolution du Parti Baas et l'exclusion de ses membres de l'administration. Le 23 mai, l'ordre n° 2 dissolvait l'armée et la police nationale irakiennes. Ce sentiment d'exclusion s'est nourri également du processus constitutionnel alors annoncé par Bremer et qui prévoyait l'élection d'une assemblée constituante en janvier 2005. De fait, le niveau élevé de violence dans les provinces de Ninive, Diyala et Anbar ainsi que le mot d'ordre lancé par les mouvements insurgés mais aussi le Conseil des *Oulémas* expliquent la faible participation sunnite à cette échéance et, par conséquent, leur exclusion du gouvernement. Toutefois, il faut noter que la volonté de marginalisation des sunnites tranche avec d'autres initiatives, prises notamment à partir de l'automne et de l'hiver 2003/2004. Ainsi, le manque de forces de sécurité fiables mène le commandement américain à reconstituer certaines milices et certains groupes pour lutter contre l'insurrection dans le « Triangle Sunnite ». Par ailleurs, le ministre de la défense est systématiquement dirigé par un sunnite depuis l'installation du Gouvernement intérimaire en juin 2004. En revanche, l'appui que les Américains donnent systématiquement aux exilés chiïtes est plus inquiétant pour les sunnites. Non seulement car ces exilés sont favorables pour une partie d'entre eux à un Irak fédéral (le Conseil Suprême Islamique réclame même la constitution d'un État régional dans le Sud chiïte comme pendant du Kurdistan Régional Autonome) mais également car ils sont perçus comme des agents de l'étranger, Iran ou États-Unis. Il est d'ailleurs nécessaire d'introduire d'autres facteurs pour expliquer le glissement du nationalisme à l'internationalisme ou au communautarisme de la part des Sunnites. Ainsi, la prise en main progressive des groupes insurgés par Al-Qaïda en Irak (AQI) participe aussi de ce tournant : la solidarité *djihadiste* va de pair avec la répression des « hérétiques » chiïtes.

¹⁷. C'est ce que croient aussi les agents de la CIA opérant en Irak au profit des unités d'invasion.

¹⁸. Alors que le Conseil de Gouvernement Irakien crée le 13 juillet 2003 comprend 10 Sunnites sur 25 membres.

Vers la guerre civile

Ainsi, c'est davantage dans les interactions entre la population sunnite et les militaires américains que se sont situés les germes du communautarisme croissant de la première. Il faut noter en effet que les opérations de stabilisation puis de contre-insurrection ont été extrêmement différentes d'une région à l'autre de l'Irak. Cela a tenu certes à l'absence de tout plan opératif organisé¹⁹ mais également en partie au différentiel entre régions chiïtes, régions sunnites et régions mixtes. Dans les premières, tenues par les *Marines* à l'été 2003 puis par les contingents européens, les actions de sécurisation ont concerné avant tout la population (notamment lors de la reprise des pèlerinages à Nadjaf). Délaissé jusqu'en octobre (et en fait mars 2004), le mouvement sadriste a créé une organisation largement calquée sur le *Hezbollah* libanais tandis que les autres partis chiïtes se sont dotés de milices mettant en coupe réglée les villes du sud. L'absence de toute action de répression contre ces dernières a été patente surtout si on la compare avec la situation dans les régions sunnites. La province d'Anbar notamment s'est agitée dès la chute de Saddam Hussein, préfiguration d'une résistance nationaliste bientôt organisée et puissante. Les attaques contre les militaires américains ont provoqué en retour des actions de bouclage et de ratissage qui, au moins dans l'été 2003, se sont apparentées à des expéditions punitives²⁰. Dans les régions mixtes, notamment Mossoul et Kirkouk en proie à la rivalité entre Kurdes et Arabes, l'action du Major-général Petraeus et de la 101^{ème} division aéromobile s'est plutôt appuyée sur une logique culturelle et holiste. L'objectif a été de s'interposer entre les factions et de « conquérir les esprits et les cœurs » par la reconstruction humanitaire et la sécurité. N'étant pas « victimisée » comme dans le « Triangle Sunnite », la population n'a pas donné dans l'insurrection, au moins jusqu'au départ de l'unité américaine en décembre de cette année, et son remplacement par la *Task Force Olympia* beaucoup moins nombreuse. Les ajustements tactiques successifs (retrait des centres peuplés entre 2005 et 2006 puis compartimentation des communautés dans Bagdad et dans les zones mixtes en 2006 et 2007) ont participé à l'accentuation de cette dynamique, laquelle a conduit – sous la pression de facteurs internes et externes à la société irakienne – à la guerre civile et au nettoyage ethnique.

Car la guerre civile de 2006 s'apparente à un conflit interconfessionnel entre chiïtes et sunnites pour le contrôle de Bagdad. Toutefois, l'analyse qui précède suggère que l'inimitié entre ces deux communautés n'est pas un donné antérieur à la période de l'occupation. Elle relèverait plus de dynamiques internes à ces

¹⁹. Le plan définit par le lieutenant-général Sanchez rentre peu dans les détails des différentes zones d'occupation. Sur cet élément, lire l'histoire officielle de l'US Army en Irak pour la période 2003-2005 : Donald P. Wigh and Colonel Timothy O. Reese, *On Point II : Transition to the New Campaign*, Fort Leavenworth, Ka. : Combat Studies Institute Press, juin 2008, p 30.

²⁰. Comme l'opération *Peninsula Strike* lancée par la 4^{ème} division d'infanterie dans le secteur de Tikrit-Samarra à la mi-juin 2003.

groupes ainsi que le rôle des entrepreneurs politiques tels que As-Sadr pour les Chiïtes ou Al-Qaïda en Irak pour les Sunnites nous semble le démontrer. En effet, ces entrepreneurs mobilisent des griefs symboliques ou matériels présents et passés, facilitant ainsi la redéfinition des identités communautaires en opposition les unes aux autres et délimitant strictement l'appartenance aux communautés. Par ailleurs, l'inimitié serait également le fruit de facteurs liés à la présence américaine : soit que les Américains aient renforcé le sentiment d'appartenance identitaire, notamment chez les sunnites marqués au fer rouge de « l'infamie » baasiste, soit qu'ils aient conduit à perpétuer la division ethnoconfessionnelle de la société irakienne à travers leurs discours et actions différenciées à l'égard de ces groupes, soit encore que leur retrait dans les bases périurbaines ait laissé le champ libre aux extrémistes. Enfin, l'inimitié se serait construite progressivement en fonction des interactions réciproques entre les groupes, ainsi que le démontre l'enchaînement des actions d'intimidation contre les civils entre 2005 et 2006. En effet, la nécessité pour AQI de contrôler les « ceintures » de la capitale irakienne explique dans un premier temps pourquoi les extrémistes lancent les opérations contre les chiïtes : il s'agit d'éliminer de potentiels délateurs. En représailles de ces actions, et à la suite de l'exode de civils chiïtes dans la capitale, les groupes plus ou moins dissidents de l'Armée du Mahdi (JAM) de Moqtada As-Sadr entreprennent d'intimider les Sunnites. Brièvement unis dans la lutte contre « l'occupant » en 2004, les miliciens mahdistes et les insurgés sunnites éventuellement liés aux *djidahistes* débutent ainsi une montée aux extrêmes qui culmine dans les milliers de morts mensuels du printemps et de l'été 2006. Plus profondément néanmoins, la guerre civile se comprend surtout comme le résultat des compétitions de pouvoir internes aux groupes sociaux ainsi redéfinis. Le cycle attentats d'AQI (le jour) contre représailles mahdistes (la nuit) alimente ainsi les prétentions de Moqtada As-Sadr et d'AQI à la représentation des groupes communautaires. La sécurité que ni le gouvernement irakien (quand ses unités ne prêtent pas la main au « nettoyage ethnique » des quartiers sunnites ou mixtes) ni les Américains ne veulent ou ne peuvent assurer, devient donc l'apanage de ces milices extrémistes. Le bain de sang que certains ont décrit pour l'Irak en 2006 est donc la résultante complexe de dynamiques directement ou indirectement provoquées par l'occupation américaine et ses modalités entre 2003 et 2007.

Une approche déçue

Concernant les actions américaines, il faut diviser la période de l'occupation militaire en deux parties d'inégale durée. D'avril 2003 à l'été 2004, la force combinée (la *Combined Joint Task Force-7*, élément coordonnant les unités américaines en Irak) n'a pas su produire de réelle stratégie à l'échelle du théâtre. Du fait de son statut de PC Tactique, l'élément a manqué de leviers et de ressources pour agir au niveau de l'ensemble de l'Irak, se limitant à une gestion décentralisée à base de principes généraux assez vagues. La définition d'une stratégie de niveau opératif débute avec la nomination du général Casey en

juillet 2004 et la revue générale que ce dernier lance alors dans l'ensemble des unités, aidé de son cabinet informel de conseillers, les « Docteurs Sans Ordres » (*Doctors Without Orders*). Toutefois, ses principes sont définis précocement, ne connaissant que des ajustements à la marge. Il s'agit de focaliser l'action militaire d'abord sur la reconquête des bastions tombés aux mains de l'insurrection lors de la révolte d'avril à novembre 2004, puis sur la transition rapide des tâches de sécurité à une police et une armée irakienne formées et entraînées par les unités américaines. Parallèlement à ces actions de sécurisation faisant suite à la reconquête, l'action directe contre les cellules et les réseaux de l'insurrection est confiée aux unités des forces spéciales, en coordination plus ou moins étroite avec les unités régulières.

La rationalité de cette approche repose sur l'idée selon laquelle la présence militaire au sein des populations, caractéristique de la première année de l'occupation, est la cause immédiate d'un rejet populaire et large des Américains. Ses défauts sont évidents : elle coûte aux officiers américains à la fois une connaissance précise et actualisée de la situation et un levier d'action sur les forces de sécurité irakiennes qui se construisent dans le contexte de la lutte de pouvoir qui agite la société irakienne. Au niveau opératif, cette stratégie se traduit par des opérations intermittentes qui donnent lieu à un contrôle souvent superficiel ou précaire. Sur le plan théorique, cette approche ne prend pas en compte la possible réversibilité des identités « d'occupants » ou de « libérateurs » propre à la doctrine *Petraeus* qui insiste au contraire sur l'élasticité du temps et la perméabilité des rôles²¹. De manière plus radicale, il s'agit d'une stratégie fondant une reconstruction sécuritaire, politique et économique « par le haut », au rebours d'ailleurs des premiers essais décentralisés de l'été et de l'automne 2003 mis en œuvre par les commandants de bataillon ou de division.

Vers l'approche directe

Des exceptions sont toutefois perceptibles dès 2005. Ainsi à l'automne 2005, à Al Qaim, le bataillon de Marines du lieutenant-colonel Dale Alford tente de sécuriser la ville en jumelant ses compagnies et ses sections avec des unités de police levées localement après un accord avec les responsables de la tribu *Albu Mahal*, dominante dans cette ville de la frontière syrienne. Presque au même moment, mais dans un contexte interethnique bien différent, le colonel Henry McMaster entame la reconquête de la vieille ville ottomane de Tal Afar en s'appuyant sur les communautés locales et en travaillant à leur réconciliation contre les extrémistes. Son approche mariant des actions hautement cinétiques à une analyse fine de la situation culturelle et politique est montrée en exemple par la Secrétaire d'État Condoleeza Rice qui prône la séquence « conquérir-tenir-construire ». Enfin, l'année suivante, la 1^{ère} Brigade de la 1^{ère} division de l'*Army* du colonel McFarland, qui a été formée à Tal Afar, rejoint Ramadi,

²¹. Stéphane Taillat, « Occupants ou libérateurs ? Les forces armées occidentales en Irak et en Afghanistan », *Défense nationale et sécurité collective*, n°11, 2008, p.124-131.

métropole de la province d'Anbar et promue capitale de l'État Islamique en Irak en avril 2006. En lieu et place de la tactique de retranchement des Marines au cœur de la ville, le choix se porte vers une reproduction du modèle de Tal Afar, à savoir la constitution de forces de police locales et le quadrillage de la ville par des avant-postes combinés où les soldats américains vivent avec les Irakiens. Le colonel McFarland mène une campagne de séduction en direction des cheiks afin de les persuader d'enrôler leurs hommes au sein de la police locale. D'abord rural, le recrutement des policiers locaux prend une coloration urbaine à compter d'octobre 2006, lorsque le gouverneur de la province, cheik influent d'une tribu de Ramadi, donne à son tour l'injonction de l'enrôlement au sein des forces de police locales. Sur le plan tactique, le colonel McFarland mise sur une reconquête « en tâche d'huile » de la ville de Ramadi en y lançant 3 bataillons tandis que deux autres bouclent les approches extérieures de l'agglomération. Enfin, les postes de police servent non seulement de centres tactiques au cœur de quartiers par ailleurs transformés en camps retranchés, mais également de centres de recensement, de collecte d'information et de coordination de l'aide à la reconstruction économique. Cette dernière, à base de microcrédit, est présentée comme conditionnelle aux communautés ciblées.

Au confluent de 2006 et 2007, la présence américaine en Irak est à la croisée des chemins. Si d'un côté émergent des dynamiques encourageantes tendant à prouver la possibilité d'inverser le cercle vicieux de la violence, de l'autre une analyse parfois superficielle semble dépeindre une situation désespérée et sans cesse aggravée.

Ainsi donc, nous proposons de comprendre et d'évaluer le « sursaut » au confluent de plusieurs processus historiques. D'un côté en effet, les effets positifs de la campagne de 2007-2008 ont été rendus possibles par des dynamiques propres aux conflits irakiens. Parmi celles-ci, le retournement des tribus sunnites contre AQI à Anbar, le déclenchement de la guerre civile à Bagdad et la montée en puissance du gouvernement irakien ont facilité la légitimation locale des Américains, et notamment la prétention de « protéger la population » face à des menaces perçues comme telles, à savoir les djihadistes, les forces gouvernementales ou les milices chiïtes.

D'un autre côté cependant, cette prétention provient en amont d'un changement de doctrine et de stratégie qui la prennent pour antienne, et produit en aval de la légitimation en regard desdites dynamiques et de la réalité des opérations militaires conduites par les Américains. Aussi bien l'usage des forces issues de l'escalade que le plan de campagne opératif et stratégique ont donc capitalisé et rendu durable les dynamiques susmentionnées.

Enfin, ce mode de relation aux dynamiques irakiennes a modelé de nouvelles tensions et de nouvelles fragmentations, sources de dangers potentiels. Le « sursaut » doit donc aussi être évalué en fonction de ces dernières et, plus importants, en regard de l'omniprésence et de l'activisme américains.

Dans un premier temps, il nous faudra donc analyser le changement conceptuel et stratégique à l'origine de la campagne de 2007-2008, et notamment la perception des dynamiques endogènes aux conflits irakiens. Puis, il s'agira de décortiquer les opérations américaines et la manière dont celles-ci interagissent avec les dynamiques politiques, sociales et sécuritaires de l'Irak. Enfin, une évaluation devra rendre compte des effets réels du « sursaut » et distinguer ce qui ressort de l'action américaine de ce qui provient des acteurs locaux.

CHAPITRE I

CHANGEMENT DOCTRINAL ET DÉCISION STRATÉGIQUE

Analyser le « sursaut » à partir des débats et des réflexions au sein des institutions militaires et du processus décisionnel américains ne revient pas à négliger pour autant les facteurs propres à l'environnement sociopolitique et sécuritaire irakien. De fait, il faut pourtant reconnaître que la cause première de ce phénomène gît dans les processus conceptuels et discursifs complexes à l'œuvre dans le camp américain. Par ailleurs, le « sursaut » est une reprise d'initiative stratégique, opérationnelle et tactique de la part de la Force Multinationale. L'analyse de la formalisation doctrinale, de l'émergence de nouvelles procédures et de nouveaux discours stratégiques est la condition *sine qua non* pour une juste articulation des facteurs exogènes aux facteurs endogènes du « sursaut ».

En d'autres termes, faire l'histoire du « sursaut » comme reprise de l'initiative stratégique revient à restituer le processus de prise de décision. Ce dernier est étroitement lié aux, et conditionné par, les réflexions et les débats portant sur les moyens de la « contre-insurrection » et de la « stabilisation ».

1 - La formalisation d'une nouvelle doctrine formelle et informelle

Tant la décision de l'escalade militaire que celle concernant l'usage des forces additionnelles relèvent de processus complexes d'adaptation aux opérations militaires en Irak. Les années 2003-2006 sont en effet marquées par un effort porté à tous les niveaux pour comprendre les enjeux tactiques, opératifs, stratégiques et politiques des opérations en Irak et plus globalement dans les

contextes dits de « contre-insurrection ». Ces apprentissages fonctionnent essentiellement dans trois domaines : celui des concepts concernant tant les formes de l'action militaire que la nature de celles-ci, celui des tactiques à adopter et celui des réformes dans la formation, l'entraînement, la mise en condition opérationnelle et la structure des forces. Toutefois, leur évolution n'est pas identique. À dire vrai, on observe peu de changements majeurs dans le domaine organisationnel, essentiellement en raison d'obstacles bureaucratiques. En revanche, les modifications conceptuelles et opérationnelles sont plus précoces. Il ne s'agira pas ici de revenir sur les mécanismes de ces processus, qui mêlent les réseaux tactiques horizontaux et les systèmes verticaux de « retours d'expériences » mis en place par les institutions militaires. En revanche, s'intéresser aux contenus des doctrines formelles et informelles qui émergent du terrain ou au sein de l'institution est plus pertinent pour rendre compte de l'apparition des concepts-clés mis en œuvre lors du « sursaut ». Enfin, si l'on peut adhérer *a posteriori* à l'axiome selon lequel « toute contre-insurrection est locale », on ne peut cependant pas réduire le « sursaut » à une adaptation fonctionnelle à l'environnement irakien. Il importe donc de restituer les dynamiques propres au milieu dans lequel il prend son origine.

L'adaptation conceptuelle des forces terrestres américaines :

La publication du FM 3-24 *Counterinsurgency* le 15 décembre 2006 est souvent considérée sur le plan narratif comme l'aboutissement d'un processus d'apprentissage institutionnel. À ce titre, elle est souvent présentée comme un « tournant » dans la guerre en Irak. D'autre part, le lien entre le manuel et le « sursaut » est incarné par la personnalité de David Petraeus, commandant de la doctrine d'emploi des forces au moment de la publication du document. Il faut donc se demander quels sont les liens entre le *field manual* et le « sursaut » et dans quelle mesure les opérations et la stratégie du second s'inspirent ou découlent du premier. Par ailleurs, le rôle supposé central du FM 3-24 et de celui qui en incarne l'essence doit être évalué au regard des débats intellectuels et conceptuels qui agitent les institutions militaires entre 2004 et 2006.

FM 3-24 et sursaut

Sur le premier point, il faut noter que le FM 3-24 reste un document plutôt général en dépit de ses aspects prescriptifs concernant l'unité d'effort ou la nécessité de respecter une éthique. De ce fait, il ne recommande pas une approche plutôt qu'une autre sur le plan tactique. On peut cependant noter l'insistance particulière sur la sape des causes de l'insurrection, notamment en se focalisant sur la population. En revanche, son rôle indirect dans la genèse de la décision du « sursaut » est plus pertinent à souligner. En premier lieu, le manuel définit la « contre-insurrection » comme une tâche directement menée par les militaires et non comme une « mission autre que la guerre ». En effet, l'absence

d'autorité viable ou le changement de régime créent des environnements sécuritaires hostiles dans lesquels les forces armées tiennent un rôle central. La conséquence immédiate concerne le déploiement massif de troupes pour contrôler les zones hostiles. En second lieu, la doctrine officielle de *l'Army* reconnaît la nécessité absolue d'embrasser l'ensemble des « lignes d'opérations » au lieu de considérer la force comme un élément de soutien ou d'appui sur ces missions de gouvernance ou de développement économique. En troisième lieu, l'apport du FM 3-24 sur la compréhension des conflits contemporains porte sur la reconnaissance de leur complexité et des impératifs connexes d'une planification évolutive et itérative d'une part, d'une plus grande décentralisation des pratiques et des responsabilités d'autre part.

Ainsi, le plan combiné de campagne de l'équipe Petraeus reprend-t-il à son compte ces recommandations. Le style de commandement du général s'appuie également sur la socialisation des unités du théâtre aux 'principes et paradoxes' de la contre-insurrection. Néanmoins, on ne peut évidemment pas parler de relation de causalité linéaire entre le FM 3-24 et les opérations du « sursaut ».

Carnivores et herbivores

Le manuel « contre-insurrection » solidifie et formalise plusieurs interrogations menées depuis les débuts de l'occupation américaine en Irak aux marges des pouvoirs civils et militaires. Sans revenir sur le rythme et l'enchaînement des publications doctrinales par *l'Army*, les Marines, le comité des chefs d'état-major, le Département de la Défense ou même le Département d'État, deux concepts ont connu une évolution notable dans les années précédant le « sursaut » au sujet des opérations et de la stratégie à mener en Irak.

La notion de stabilisation s'est lentement détachée des considérations doctrinales et politiques concernant la transition et les « opérations autres que la guerre ». Dans ces dernières, les forces armées se tiennent dans un rôle subalterne de soutien et d'assistance au profit des agences civiles gouvernementales ou non-gouvernementales. D'autre part, les opérations de développement ou de reconstruction économiques ou politiques sont déconnectées de la sécurité. Les missions qui ne ressortent pas du cœur de métier guerrier sont donc marginalisées au nom d'une « identité de repli » réaffirmée depuis la première guerre du Golfe. La relation au cœur du nœud « sécurité/développement » reste alors peu théorisée et procède pour une bonne part d'une pétition de principe selon laquelle le Département d'État et les diverses agences civiles pourront agir au sein de contextes conflictuels.

Ainsi, les opérations dites de transition, comprenant des projets d'infrastructures ou de reconstitution de réseaux de gouvernance, restent essentiellement aux mains de Centres d'Opérations Civilo-Militaires (CMOC) dont la composante militaire est armée le plus souvent par des officiers ACM. C'est le cas en avril 2003 à Bagdad et encore à Falloujah dans la phase IV de l'opération *Phantom Fury/Al Fajr*. Forcés par les circonstances à prendre en compte toutes les missions, la plupart des commandants de brigade ou de

bataillon déconnectent ainsi les actions « cinétiques » qui ciblent les poches d'insécurité (raids, bouclage) et les actions « non-cinétiques » dont certaines occupent près des deux-tiers des missions du mandat. Cette dichotomie opérationnelle, conceptuelle et identitaire se poursuit au sein des unités par la distinction entre les bureaux opérations, les « carnivores », et les bureaux ACM, les « herbivores »²². Néanmoins, l'automne 2003 voit émerger sur le terrain une vision instrumentale des actions de reconstruction, de développement économique ou de promotion de la gouvernance.

En effet, il ne s'agit plus simplement de protéger le vaste chantier qu'est devenu l'Irak de l'occupation, mais plutôt d'orienter au plus près les perceptions des habitants dans le sens d'un surcroît de légitimité de la force. Cette intuition originelle revient en partie à David Petraeus lors de son mandat en tant que commandant la 101^{ème} division aéromobile à Mossoul (avril-décembre 2003). La conquête « des esprits et des cœurs » est étroitement liée aux questions de sécurité, voire conditionne celle-ci. L'utilisation de fonds confisqués aux élites baasistes parties en exil ou entrées dans la clandestinité est la base du Programme de Réponse d'Urgence des Commandants territoriaux (ou CERP), plus tard financé par le contribuable américain. Par un ordre en cours d'action en date de mai 2003 et réitéré conjointement avec la CJTF-7 en juin, l'Autorité Provisoire de la Coalition autorise les responsables territoriaux à proposer des micro-projets de reconstruction aux leaders politiques locaux. Mais David Petraeus va plus loin. Il ne s'agit donc plus seulement de coopter des élites locales dans l'espoir que celles-ci participeront à un processus de légitimation du « nouvel Irak », mais encore de lier étroitement les projets économiques et politiques aux opérations de sécurité.

Quoi qu'il en soit, le nœud « sécurité/développement » est redéfini : il ne s'agit plus d'actions séparées et juxtaposées, mais bien de domaines interdépendants à mener de front. Sous le mandat du général Peter Chiarelli, commandant la composante tactique de la Force Multinationale en 2006, les unités sont sommées de dépenser le maximum de fonds dans des projets de court terme destinés à la fois à débiter la reconstruction de l'Irak et à gagner les indécis. Selon ses propres termes, « *si vous prétendez attendre qu'une zone soit sécurisée avant de débiter la reconstruction, vous ne reconstruirez rien du tout* ». Dans cette optique, la sécurité est donc étroitement dépendante du développement. Cette vision semble toutefois contredite par l'écart entre les sommes dépensées et la dégradation continue de la situation sécuritaire. Comme le dit le lieutenant-colonel Roberto, directeur des actions civilo-militaires au sein du bataillon de Marines déployée à Al Qaim : « *si les Irakiens ne se les approprient pas, les projets ne changent rien à leur attitude* ». À la veille du « sursaut », le pendule bascule donc de nouveau en faveur des « carnivores », mais en faisant de la sécurité, du développement et de la gouvernance trois lignes d'opérations parallèles aux gabarits inégaux. Car la sécurité semble bien être la première tâche à accomplir.

²². Raffi Katchadourian, « The kill Company », *The New Yorker*, 6-13 juillet 2009, p 44.

La stabilisation acquiert un statut plus honorable par la directive du Département de la Défense 3000.5 du 28 novembre 2005²³. Selon ce dernier texte, les forces armées américaines doivent prendre les missions de stabilisation, de transition et de sécurité comme appartenant à leur cœur de métier et s'y préparer en conséquence. Certes, il s'agit là d'une réaction face aux efforts apparemment désordonnés et contre-productifs des unités américaines en Irak. Plus profondément, il s'agit de prendre acte de l'impuissance des composantes civiles du gouvernement américain à mener la reconstruction et la stabilisation du pays dans un contexte sécuritaire hostile. Néanmoins, cette prise de position ne signifie absolument pas que les leçons du terrain ont été intégrées, ni même que les réformes destinées à la mettre en œuvre (près de 80 points sont ainsi détaillés par la directive) sont en cours. En réalité, la compréhension conceptuelle et la priorité placée sur la stabilisation restent peu ou prou similaires à la situation *ante bellum*. D'autant que le Conseil de Sécurité Nationale de Condoleeza Rice a surenchéri lors de la définition de sa « stratégie pour la victoire en Irak » d'octobre 2005. Sa vision intègre les tâches propres à la stabilisation dans une chronologie séquentielle qui s'inspire en partie des réflexions internes et également des retours d'expérience du 3^{ème} régiment blindé de cavalerie du colonel McMaster à Tal Afar. Il faut, selon le document, doser les opérations « cinétiques » et « non-cinétiques » selon une logique temporelle : nettoyer, tenir et construire. Si les opérations de stabilisation au sens courant sont peu présentes dans la première phase, elles forment l'essentiel de la troisième et jouent un rôle connexe dans la phase d'exploitation de la conquête. De plus, il est nécessaire d'équilibrer le dosage entre les trois domaines d'opération selon une logique spatiale, celle de la « tâche d'huile ». En dépit de ces clarifications conceptuelles, à l'aboutissement desquelles gît le FM 3-24²⁴, l'articulation entre sécurité, gouvernance et développement économique – au cœur de « l'orthodoxie » américaine de la « contre-insurrection » depuis lors – ne réussit pas à s'incarner dans les faits. Il faut attendre l'adaptation du modèle « afghan » des Équipes Provinciales de Reconstruction par leur intégration au sein des brigades au cours de l'année 2007²⁵.

²³. Le rééquilibrage entre fonctions guerrières et fonctions séculières au profit des secondes – tant en termes de ressources que de missions – se concrétise dans des documents administratifs et doctrinaux ultérieur : *Directive du Département de la Défense 3000.07* de décembre 2008, *Field Manual Operations 3-0* de février 2008 et *Field Manual Stability Operations 3-07* du mois d'octobre 2008, ces deux derniers documents faisant autorité dans l'Army.

²⁴. En effet, le manuel de décembre 2006 théorise seulement les rapports entre actions offensives et défensives d'une part, et actions de stabilisation d'autre part.

²⁵. La stabilisation change encore de signification à l'issue de l'expérience du « sursaut » en Irak. Elle n'est plus un domaine regroupant les actions non-cinétiques, mais plutôt un environnement opérationnel global dont les frontières avec le concept de « contre-insurrection », bien que poreuses, ne se recourent pas.

L'évolution conceptuelle de la contre-insurrection

L'autre concept à l'évolution majeure durant l'occupation militaire de l'Irak est bien entendu celui de « contre-insurrection ». C'est l'un des objectifs proclamés du « sursaut » de stabiliser la situation sécuritaire en Irak par une stratégie de « contre-insurrection » fondée sur le principe de protection de la population. Or, il ne va pas de soi que le concept doctrinal et historique de la COIN repose sur ce principe, de même d'ailleurs qu'il n'a pas réellement d'essence propre. Il faut donc analyser son évolution et sa lente affirmation comme « orthodoxie » plutôt que comme « orthopraxie ». Depuis 2005, le concept est en effet revenu au premier plan des débats et réflexions intellectuelles sur l'usage de la force dans le conflit irakien. Le terme lui-même est repris de la guerre du Viêt-nam. Il considère dans sa définition officielle, tous les « *moyens militaires, paramilitaires et éditaires pour contrer une insurrection* ». En tant que telle, la « contre-insurrection » se caractérise par rapport à sa fin (« défaire une insurrection ») et non par ses moyens. Ou, pour le dire comme un de ses plus brillants analystes, l'Australien David Kilcullen :

« Il n'existe rien que l'on puisse qualifier de "contre-insurrection standard". L'ensemble des mesures prises dépend du caractère de l'insurrection : sa nature n'est donc pas donnée mais changeante, elle évolue en fonction de l'évolution de l'insurrection. Cela signifie qu'il n'y a pas de techniques opérationnelles, de mesures ou de moyens d'évaluation qui puissent s'appliquer à toute insurrection ou même à une même insurrection dans l'ensemble de son cycle de vie. Et il n'y a pas de lois propres à la "contre-insurrection", à l'exception de l'analyse préalable de l'environnement, du diagnostic précis du problème à traiter et de la mise en œuvre d'une série d'actions taillées sur mesure. »²⁶

Au reste, la « contre-insurrection » telle qu'elle émerge ou est vécue par l'institution militaire au début de l'occupation de l'Irak a une histoire complexe. Elle s'appuie essentiellement sur le modèle stratégique et conceptuel défini à la suite de la guerre du Viêt-nam et de la pression politique exercée par le Président Reagan afin de combattre les insurrections marxistes en Amérique Centrale. Dans le concept de « conflits de basse intensité » (Low-Intensity Conflict ou LIC), l'approche globale est indirecte dans le sens où l'action américaine intervient au profit d'un État tiers (surnommé « hôte ») et n'est le fait que d'un nombre restreint d'agences et de personnels, principalement des Forces Spéciales et des Forces d'Opérations Spéciales. On note ainsi que les premiers mois de la présence sur les bords du Tigre et de l'Euphrate se

²⁶ David Kilcullen, *The Accidental Guerrilla. Fighting Small Wars in the Midst of a Big One*, Oxford: Oxford University Press, 2009, p.183.

caractérisent par la déconnection entre l'emploi des Forces Spéciales dans des raids contre les leaders supposés de l'insurrection naissante et les actions plus globales de contre-guérilla. Il peut arriver que les raids soient le fait d'unités régulières, notamment au Nord Est de Bagdad et dans la province de Diyala, mais cela reste l'exception.

Les mesures de contre-guérilla prises par les unités correspondent davantage à la culture de puissance de feu et de réaction parfois disproportionnée des unités de l'*Army* ou des *Marines*. On note également la reprise de techniques issues de l'expérience combattante en Haïti, au Kosovo ou en Bosnie. C'est le cas notamment dans les règles d'engagement officieuses qui réglementent les points de contrôle à Tikrit à l'automne 2003. Mais qu'il s'agisse d'opérations de bouclage, de contre-mesures contre les engins explosifs improvisés, des tirs de harcèlement et d'interdiction ou de manœuvre d'interdiction des accès à Bagdad, les unités restent réactives et se limitent à contrer les modes d'action ennemis. À compter de 2004, les opérations de reconquête des bastions insurgés en Anbar, dans le sud chiite ou à Diyala participent d'une même vision réactive. D'autant que l'aspect positif de la mission de la Force Multinationale s'oriente vers la formation et l'encadrement des forces de sécurité irakiennes.

Une orthodoxie américaine née en Irak

Sur le plan conceptuel se dégage lentement le modèle de l'orthodoxie doctrinale représentée par le Field Manual FM 3-24. Il s'agit en premier lieu de reconnaître que la « contre-insurrection » concerne avant tout les causes de l'insurrection. Puis, à la suite de la « redécouverte » des expériences anglaises et françaises dans les conflits de la décolonisation, l'accent est bientôt mis sur la population comme centre de gravité. En réalité, une certaine continuité se fait jour à travers la promotion des écrits de l'officier français David Galula. Notamment, son *Counterinsurgency Warfare : Theory and Practices*, paru en 1964 aux États-Unis, forme l'essentiel de la réflexion stratégique et opérationnelle du FM 3-24. Bien que réfutant toute parenté avec les penseurs de la « guerre révolutionnaire », notamment parce qu'il conteste la capacité de l'armée à contrer l'idéologie adverse simplement par la propagande, quand bien même fut-elle calquée sur les procédés utilisées par les guérillas communistes pour « laver le cerveau » de leurs prisonniers, Galula insiste sur la nécessité de cibler la population pour l'amener à soutenir le gouvernement. Stratégiquement, il s'agit de gagner les faveurs de la majorité passive par des actions politiques, socioéconomiques ou militaires, ces dernières servant essentiellement à « nettoyer » les zones contrôlées de la présence résiduelle de l'insurrection ou bien à exercer une pression continue aux marges des zones pacifiées pour entretenir l'insécurité dans ses sanctuaires. Cette approche bientôt baptisée de « population-centrée » entraîne un corollaire majeur pour la compréhension du « sursaut ». Selon Galula, et le général Petraeus après lui, la « contre-insurrection » nécessite de saturer les zones peuplées d'unités destinées à vivre en leur sein de façon permanente. Il s'agit là d'une approche directe, en lieu et place d'une transition

souvent trop rapide effectuée au profit de forces de sécurité irakiennes mal formées, partisans ou impuissantes. Parachevant cet édifice conceptuel, l'impératif de « protéger les populations » est forgé à la fois à partir du paradigme de la « contre-insurrection centrée sur la population » et en tenant compte de la situation particulière dans laquelle la stratégie du « sursaut » est mise en œuvre. C'est en effet la guerre civile qui permet un effet d'aubaine dans le processus de légitimation de la nouvelle doctrine et de la stratégie qui s'y rattache au moins discursivement. À rebours des proclamations mêmes du manuel et de ses promoteurs, la « contre-insurrection » devient donc une nouvelle forme d'orthodoxie doctrinale avant que d'être une « orthopraxie » générée par les expériences combattantes en Irak.

Une « doctrine dans le feu des combats » ?

Les modes d'action et la stratégie décidés et implémentés par l'équipe Petraeus ne proviennent pas seulement des réflexions intellectuelles et doctrinales menées au sein des institutions militaires. Celles-ci s'appuient en effet sur les retours d'expériences et les enseignements des unités précédemment déployées sur le théâtre irakien. Le « sursaut » généralise et standardise ainsi un certain nombre de « bonnes pratiques ». En effet, certaines de ces dernières trouvent leur légitimité dans des modèles tactiques antérieurs. C'est le cas notamment des batailles pour la reconquête de Al Qaim (septembre-novembre 2005), de Tal Afar (novembre 2005-janvier 2006) et de Ramadi (juin 2006-juin 2007). De fait, ces combats sont menés au sein d'une armée dans laquelle les échanges d'informations hiérarchiques et horizontaux sont un élément central du processus d'apprentissage. Le *corpus* de pratiques s'établit ainsi de manière cumulative autour des expériences combattantes et de ce système de retours d'expériences et d'échanges de pratiques. Un bon exemple en est fourni par la 1^{ère} brigade de la 1^{ère} division d'infanterie (la " *ready first* ") qui sert à Tal Afar avant de se déployer à Ramadi. Trois éléments centraux du « sursaut » héritent de ces expériences : l'approche directe, le recrutement local des forces de police et la séquence chronologique des opérations militaires.

Les insuffisances de l'approche tactique indirecte

L'implication directe des forces américaines dans le combat contre les bastions insurgés à partir de l'automne 2005 tranche aussi bien avec la stratégie officielle qu'avec les modèles normatifs de la stabilisation. La première prescrit en effet de retirer les unités du cœur des zones peuplées pour les concentrer dans des bases périphériques d'où elles pourront mener des raids et soutenir les forces irakiennes dont la formation reste l'effet majeur. Ce modèle « israélien » se double par ailleurs des recommandations et des exemples issus des unités

britanniques présentes autour de Bassorah²⁷. Prétendant s'appuyer sur une tradition rassemblant les procédures de la lutte contre l'IRA en Irlande du Nord (notamment l'accent mis sur les opérations de routine pour modeler l'espace de bataille) et l'héritage colonial de l'*indirect rule*, les forces britanniques pensent contrôler la deuxième ville d'Irak par procuration. Il s'agit plus précisément d'exercer un équilibre des pouvoirs entre les différents clans et les différents partis qui se disputent le contrôle des richesses de la ville.

Cette approche est particulièrement suivie par les unités de Marines dans la haute vallée de l'Euphrate pour contrôler les points d'entrée de la frontière syrienne que sont Husaybah et Al Qaim. S'ingéniant à perturber les zones de transit de la vallée par des raids ou des actions de ratissage à la recherche de caches d'armes, les bataillons du *Regimental Combat Team 2* laissent le contrôle des villes à certains chefs de tribus. Notamment, la ville frontière de Al Qaim est le théâtre d'un affrontement entre les partisans d'Al-Qaïda en Irak et les membres de la tribu Albu Mahal pour la maîtrise des ressources de la contrebande. Il est plus facile aux *Marines* de laisser les unités de cette dernière, le bataillon Hamza, de mener le combat dans la ville tandis que les Américains s'occupent d'en contrôler les abords (opération *Matador*). Néanmoins, cette approche indirecte échoue en raison de l'absence de coordination entre les Marines et les unités locales. Dès septembre le bataillon 3/6 du colonel Alford, fer de lance de l'opération *Steel Curtain*, se lance dans la ville en étroite collaboration avec les responsables tribaux. L'approche directe qu'il mène alors permet une reprise en main progressive de la ville de l'intérieur, en soutien et soutenu par certaines milices locales.

Approche tactique directe

À Tal Afar, le 3^{ème} régiment blindé de cavalerie du colonel Henry McMaster s'est d'abord installé dans la FOB Sykes, aux abords sud-ouest de la ville. Néanmoins, face aux attaques incessantes des insurgés destinées à montrer leur présence et leur capacité de nuisance, les ordres changent. McMaster et le colonel Hickey, commandant le 2nd *Squadron*, décident de reprendre plusieurs enseignements de la reconquête des bastions de l'année passée. À Samarra, à Najaf ou à Falloujah, la reprise en force de la ville par les unités américaines s'était effectuée après une préparation et un modelage de l'environnement opérationnel. Notamment, ces cités avaient été soumises à un véritable siège préparatoire à l'assaut, tandis que le problème de l'imbrication des combattants et de la population civile avait été résolu par une vaste opération d'information destinée à vider les villes. Toutefois, McMaster y ajoute plusieurs éléments : si il s'agit bien de modeler l'espace physique de la bataille en isolant la ville par une

²⁷. Cette référence aux Britanniques à Bassorah s'ajoute au crédit que les Américains donnent alors aux SAS et à l'expérience nord-irlandaise. Lieutenant-Colonel Thomas P. Odom « Introduction », *Center for Army Lessons Learned Newsletter Counterinsurgency Organization*, Vol. VII Company-Level Stability Operations and Support Operations, février 2008, p.1.

butte percée de quelques points de contrôle, il convient également de perturber les communications ennemies en menant des actions sur ses caches d'armes et ses voies de communication principales. Enfin, des contacts sont pris dans et autour de la ville pour tenter de gagner les responsables locaux. Ce procédé préparatoire au bouclage se retrouve également à Ramadi, lorsque le colonel McFarland insère 3 bataillons dans la ville et en désigne 2 autres pour garder les approches de l'agglomération.

La nouveauté la plus importante réside cependant dans la conséquence tactique de l'approche directe. Alors qu'à Falloujah ou dans les bastions chiïtes, il s'agissait de prendre d'assaut une ville et d'en chasser les insurgés, il faut ici rester et installer une présence permanente. Celle-ci s'incarne dans les avant-postes de combat et dans les postes de sécurité placés au cœur des quartiers. À Al Qaim, pas moins d'une dizaine de ces postes sont établis où vivent de modernes *Combined Actions Platoons*²⁸ comprenant les *Marines* de Alford et les Irakiens d'une brigade de l'Army. À Tal Afar, Hickey installe son poste de commandement dans l'ancienne citadelle ottomane qui surplombe la ville en son cœur, conjointement avec la 1^{ère} brigade de la 3^{ème} division irakienne, les services civils, les forces de pompiers et les unités de police. Plus de 29 avant-postes abritant des unités de la taille de la section ou de la compagnie sont créés dans la cité²⁹. À Ramadi, le colonel Mc Farland initie l'installation de commissariats au cours d'une période s'étalant de septembre 2006 au mois de décembre. Sur ce laps de temps, une vingtaine de postes sont mis en place, donnant lieu parfois à d'épiques combats lorsque les insurgés saisissent que leur liberté de manœuvre est menacée et que l'étau se resserre, notamment au niveau du « champ de course », nom donné à la rocade périphérique³⁰. Le procédé est le même : les Marines, assistés des policiers et militaires irakiens, s'installent à quelques pâtés de maison de leur avant-poste et lancent des opérations de fouille et de nettoyage, avant de mener de fréquentes patrouilles. Cette présence permanente produit plusieurs effets. Sur le plan tactique, elle permet la reprise d'initiative, la collecte plus aisée du renseignement et la formation rapprochée des forces de sécurité irakiennes. Sur le plan stratégique, elle entraîne une amélioration sur le front de la sécurité – fondant notamment la prétention à « protéger la population » – mais également sur celui de la reconstruction (les unités présentes à Tal Afar se chargent des actions humanitaires et civilo-militaires, à la fois dans un objectif de légitimation et dans celui de la collecte du

²⁸. Lors de la guerre du Viêt-nam, les *Combined Actions Platoons* étaient des unités intégrant un groupe de combat des Marines et une section de défense populaire et dont la mission était de défendre un groupe de villages vietnamiens.

²⁹. Voir notamment le témoignage du capitaine Niel Smith, commandant de compagnie au sein du 2^{ème} bataillon du 37^{ème} régiment blindé, « *Retaking Sa'as : Successful Counterinsurgency in Tal Afar* », *Armor*, juillet-août 2007, pp. 26-35.

³⁰. Bing West, *The Strongest Tribe. War, Politics and the Endgame in Iraq*, New-York: Random House, 2008, p.209.

renseignement) et sur celui de la gouvernance. Car la présence permanente nécessite la collaboration des responsables locaux, particulièrement pour ce qui concerne le recrutement de policiers et de forces de sécurité.

Reconstruire l'armée et la police irakienne

Selon *Bing West*, la « contre-insurrection » est une action policière avant tout. Les militaires américains ont cherché précocement à encadrer légalement leurs opérations de fouille et de ratissage, notamment en agissant en protection et en soutien des forces de sécurité irakiennes³¹. À compter de 2004, la formation de ces dernières devient l'effet majeur du niveau stratégique. Le plan de campagne provisoire du général Casey du 5 août 2004, revu en mars 2005, insiste sur la nécessité d'agir en soutien du gouvernement irakien, ce que le commandant de la Force Multinationale redit encore dans le bilan de fin de l'année 2006³². Mais, du fait d'une focalisation excessive sur une lecture ethnoconfessionnelle de la situation irakienne et de la pression politique exercée par l'Administration Bush dans le sens d'un retrait³³, cette entreprise est lestée par deux défauts. Le premier concerne le mode d'action choisi par le commandement de la MNSTC-I, à savoir l'appui sur des équipes de conseillers militaires intégrées aux états-majors irakiens. Le second concerne la mainmise des partis et clans chiïtes sur les forces de sécurité irakiennes, notamment l'Armée et la Police Nationale. Par conséquent, les unités sont souvent partisans, ou corrompues. Sur le plan local, les policiers manquent de moyens de la part du gouvernement et de soutien de la part des unités américaines pour résister aux campagnes d'intimidation et de meurtres menées par les *djihadistes*³⁴. Dans les régions majoritairement sunnites telles que Anbar, les réflexes identitaires jouent à plein au profit d'Al-Qaïda en Irak ou des insurgés locaux face à « l'ennemi perse »³⁵. À Tal Afar, la nomination d'un responsable chiïte pour la police locale à la suite de la reconquête de l'automne 2004 a produit une situation semblable. Enfermé dans son quartier-général et après avoir exclu les policiers sunnites, le chef de la brigade Wolf alimente le cycle de la violence par des représailles souvent indiscriminées contre les quartiers sunnites. Or, les commandants américains comprennent rapidement l'importance d'associer leurs unités et des forces locales de sécurité, les secondes apportant

³¹. Colonel Henri Boré, *Regard sur une opération américaine de maîtrise de la violence : la 1^{ère} division de Marines dans Fallujah, Irak, du 5 au 30 avril 2004*, CDES, 4 mai 2004. Center for Army Lessons Learned Handbook, *Cordon and Search*, n°40-16, juillet 2004.

³². MNF-I, 2006 Year in Review: Iraq, available at http://www.mnf-iraq.com/images//2006_vir_24feb.pdf (ccede en novembre 2006).

³³. Discours du 28 juin 2005 du Président Bush, <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2005/06/20050628-7.html> (accédé en novembre 2006)

³⁴. Exemple de Haditha durant l'année 2005 et du massacre de la Saint Valentin 2004 à Falloujah.

³⁵. Carter Malkasian, « A Thin Blue Line in the Sand », *Democracy*, été 2007, pp.48-58.

leur compréhension et leur connaissance de l'environnement aux premières. Il faut donc à la fois se méfier des tendances sectaires ou partisans des responsables nommés par le ministère de l'Intérieur ou de la défense, et persuader les chefs des communautés locales de rejoindre les forces gouvernementales dans leur lutte contre les nationalistes et les *djihadistes*. L'effet majeur repose donc sur la cooptation des cheiks ou responsables communautaires (chefs de quartier ou chefs « tribaux ») en gagnant leur confiance au profit des Américains d'abord, du gouvernement irakien ensuite. Or, si la situation est plus claire à Al Qaim, puisque les membres de la tribu Albu Mahal peuvent fournir les effectifs policiers et militaires adéquats, il n'en va pas de même à Ramadi ou à Tal Afar. Dans ces deux cités, l'essentiel de l'action préparatoire à l'investissement des quartiers s'accompagne donc de négociations serrées avec les leaders locaux préalablement identifiés. Dans la cité ninivite, les clivages ethnoconfessionnels aggravés par le cycle de la violence ne facilitent pas ces négociations. Il faut donc agir pour gagner la confiance : les policiers chiites repris en main par les Américains et vivant à leurs côtés dans des avant-postes (comme le COP *Dwarf* de la compagnie de Niel Smith) participent ainsi à la sécurisation d'un quartier sunnite. À Ramadi, le colonel McFarland négocie surtout avec les cheiks désireux de se débarrasser de la tutelle des *djihadistes*. La difficulté consiste plutôt à la persuader qu'ils ne seront pas abandonnés aux représailles de ces derniers. L'enjeu de la présence est donc conditionné par l'assentiment des communautés locales, tout autant qu'il modèle l'engagement de ces dernières. D'abord formée de recrues issues des groupes ruraux provenant des tribus dont les cheiks ont proclamé le « Réveil » en septembre, la police de Ramadi s'enrichit de personnels originaires des quartiers urbains à partir d'octobre 2006.

L'encadrement et l'efficacité de ces forces de sécurité véritablement locales nécessitent une proximité opérationnelle et culturelle forte avec les troupes américaines. C'est ainsi que le schéma de formation exogène suggéré par le plan du général Casey est remplacé par une logique endogène : les Irakiens apprennent directement par l'action aux côtés de leurs homologues Marines ou soldats US. Ce passage des équipes de conseillers à un partenariat opérationnel ressemble à s'y méprendre aux *Combined Action Platoons* mis en place par les *Marines* au Viêt-nam, sur le modèle de la formation de la gendarmerie haïtienne dans les années 1913-1920. La montée en puissance progressive de ces polices locales ainsi que des unités militaires ou paramilitaires recrutées sur une base locale s'inscrit dans une logique parallèle, progressive et centripète, puisqu'elles peuvent ainsi soulager les troupes américaines des tâches quotidiennes liées à la sécurité et à la reconstruction pour leur permettre de recommencer le processus de sécurisation dans les zones urbaines limitrophes.

Vers une application directe et continue de la force

Ces trois opérations militaires construisent une articulation différente des composantes de la mission de « contre-insurrection » ou de « stabilisation ». En

effet, sur le plan chronologique, les opérations de reconquête des bastions urbains de 2004-2005 ont certes fonctionné sur le modèle classique des phases I à IV (préparation-modelage-opérations de combat-opérations de stabilisation) mais en déconnectant cette dernière de l'ensemble. Par ailleurs, la conception qui prévaut alors produit une vision artificielle de la stabilisation, dans laquelle la gouvernance, la sécurité et la reconstruction sont obtenues séquentiellement et linéairement, sans réel examen sociologique des conditions de leur réalisation. Autrement dit, la force militaire n'est pas directement ni continument appliquée. Enfin, comme l'illustre l'exemple de Falloujah à partir de décembre 2004, il n'existe pas de continuité temporelle ni organisationnelle lors de la transition et de la relève par le gouvernement irakien ou local. On peut donc dire que ces opérations de reconquête se soldent par un échec car elles interviennent dans un tempo opérationnel trop rapide. Ajouté à la conception de « l'anticorps », cet enchaînement produit une aggravation sensible de la situation sécuritaire au moment du retrait des forces américaines. Même lorsque les opérations sont combinées au plus haut niveau avec le gouvernement irakien, la transition aux forces irakiennes achève de défaire ce que les unités américaines ont fait. Les opérations *Together Forward I* et *II* (juillet et août 2006) à Bagdad amènent le Sisyphe américain à revoir son action quatre mois plus tard.

En ce sens, on comprend aisément pourquoi les opérations menées à Tal Afar deviennent un modèle prôné par les autorités politiques et les voix dissidentes concernant la gestion des actions militaires en Irak. La séquence « nettoyer/tenir/construire » n'est pas un simple décalque du modèle classique car elle suppose une vision cumulative et parallèle des lignes d'opérations. L'effet majeur n'est plus de chasser les insurgés de leurs bastions, ni même de les détruire, mais d'empêcher durablement leur retour en construisant les conditions d'une situation sécuritaire solide. De plus, cette approche contient sa propre logique de manœuvre, celle de la « tâche d'huile ». Selon cette dernière, une zone ne peut être abordée tant que celles qui la jouxtent ne sont pas sécurisées. Sur le plan temporel enfin, le temps est devenu la durée : le passage d'un stade à l'autre est progressif et nécessite une refonte des critères de mesure de l'efficacité de la phase précédente. Le 3^{ème} régiment blindé de cavalerie débute ainsi une manœuvre d'approche de la ville qui passe par l'isolement physique et politique des insurgés, préparant ainsi l'assaut. Celui-ci est rapide et brutal car il s'agit de surprendre l'adversaire. Cette phase de nettoyage se poursuit avec la sécurisation des quartiers aux côtés des forces de sécurité locales et en parallèle d'actions visant à légitimer la présence et à comprendre l'environnement opérationnel. Les patrouilles ont donc cette triple fonction de collecter le renseignement d'ambiance, d'approcher la population locale et de manifester la présence du « nouveau shérif dans la ville ». À Ramadi, les combats de nettoyage sont beaucoup plus longs et violents puisque l'investissement de la place-forte qaediste, après une phase préparatoire de deux mois, débute en septembre et s'achève pour la partie occidentale en février

2007. Parallèlement, une action de soutien humanitaire aux populations dont le ravitaillement est gêné par les combats (opération *Springfield*) est menée aux abords sud.

Cependant, le bilan de Tal Afar, contrairement à celui de Al Qaim et de Ramadi dans une moindre mesure, est négatif car le transfert aux unités de la relève est l'occasion pour les groupes insurgés de revenir en ville. Cet échec final s'explique en partie par les rivalités intercommunautaires propres à cette province de Ninive, mais également à l'absence d'une continuité de ces modes d'action à l'échelle du théâtre.

2 - De nouvelles procédures

Le changement tactique majeur appris en Irak consiste donc en l'approche directe, c'est à dire en la présence des forces américaines au cœur des villes. En amont comme en aval, la justification en repose sur le principe de « protection de la population ». En amont, car protéger la population s'inscrit dans le déplacement du centre de gravité propre à l'orthodoxie définie en Irak : non plus détruire ou neutraliser l'ennemi, mais conquérir le « terrain humain » afin de gagner la bataille de la légitimité politique. En aval, car l'action de protection, forcément connotée positivement, sert justement à cette légitimation de la présence militaire, sans quoi celle-ci, perçue comme une occupation, générerait les « anticorps » de la *Muqawama*, à l'instar de la situation de l'automne-hiver 2003-2004.

Protéger la force ou protéger la population : un dilemme pas si cornélien

Cette implication renouvelée du militaire américain au cœur des cités irakiennes comporte un risque accru touchant les pertes physiques et morales. En cela, elle tranche avec l'approche indirecte qui ménage la force tout en lui permettant, théoriquement du moins, d'accomplir sa mission en générant des forces de sécurité indigènes comme un appendice propre. Les deux postures semblent donc irréconciliables et contradictoires. Cependant, les partisans de l'approche renouvelée insistent surtout sur l'aspect contre-productif de la protection de la force. En témoigne en premier lieu le FM 3-24 lui-même qui tient comme un des paradoxes et principes de la contre-insurrection que « *parfois, plus on protège la force, moins celle-ci est protégée* ». Ou, pour le dire autrement : une unité qui se protège se coupe potentiellement de son environnement, voire suscite par son attitude et la crainte mimétique une opposition de plus en plus populaire, c'est-à-dire une insurrection. Inversement, un bataillon interarmes, une compagnie ou une section vivant au sein des populations et travaillant en partenariat avec des forces locales est non seulement mieux renseignée mais peut reprendre l'initiative et gêner les manœuvres ennemies tout en nouant des contacts avec la

population civile. En d'autres termes, l'argument majeur repose sur une idée apparemment contre-intuitive : l'approche directe peut potentiellement produire davantage de sécurité pour la force, au moins sur le moyen terme³⁶. En réalité, loin d'être une simple adaptation fonctionnelle, l'accentuation sur la population révèle essentiellement la nécessité pour la force de légitimer sa présence et son usage³⁷. L'origine intellectuelle de la protection de la population est ainsi typiquement « galuléenne ». Par opposition à Trinquier qui, déniait à l'insurgé devenu terroriste toute légitimité morale, s'inscrit dans la tendance mimétique de la « contre-terreur », David Galula estime que la prise de distance par rapport à l'insurgé, nécessaire à l'accroissement de la légitimité, s'exprime le mieux dans l'asymétrie des objectifs : construire au lieu de détruire, protéger au lieu d'intimider. L'effet majeur est bien la présence elle-même, en tant qu'elle est la condition *sine qua non* de la construction de la légitimation et partant, d'une coopération, voire d'une collaboration accrue de la population à la tâche d'extirpation des insurgés. On ne saurait pourtant en déduire qu'elle est la condition suffisante à ce changement d'allégeance.

Les actions de présence

Sur le plan tactique, la protection de la population s'articule autour de deux procédés définis doctrinalement et opérationnellement par les Américains à la suite des expériences irakiennes. Il s'agit de la patrouille à pied d'une part, et de la construction de postes de sécurité au cœur des quartiers d'autre part.

En tant qu'actions « de présence », la patrouille, y compris pédestre, est un procédé utilisé par les unités présentes en Irak depuis les débuts de la phase IV en avril 2003. Elle est directement héritée des expériences combattantes collectives ou individuelles au Kosovo. Son objectif de sécurisation est également systémique, puisqu'elle manifeste la prise en main de la sécurité par les forces occidentales. En quelque sorte, elle vise alors à conforter les militaires dans la « normalité » de leur présence quotidienne comme forces chargées de la police. Mais, à l'instar de tout procédé militaire, la patrouille n'est pas, en soi, une solution miracle. Bien au contraire, elle peut s'avérer être la marque d'une vulnérabilité physique et/ou psychologique de la force. Ainsi, à l'impuissance des troupes américaines face aux pillages faisant suite à la chute du régime de Saddam Hussein, il faut ajouter les « incidents dans l'escalade de la force », c'est-à-dire les violations des règles d'engagement strictes définies en milieu urbain. Comme le démontre Colin Kalh dans sa thèse sur l'application des principes issus du Droit des Conflits Armés par les forces américaines en Irak, celles-ci se

³⁶. L'argumentation décisive au sein de l'Army est due au lieutenant-colonel Douglas Ollivant, vainqueur du 1^{er} prix « contre-insurrection » octroyée par la *Military Review*, organe du *Combined Arms Center* alors dirigé par David Petraeus, en juillet 2006. Douglas Ollivant, « Producing Victory : Rethinking Conventional Forces in Counterinsurgency Operations », *Military Review*, juillet-août 2006, pp. 50-59.

³⁷. Stéphane Taillat, « Occupants ou Libérateurs ? Les forces armées occidentales en Irak et en Afghanistan », *Défense Nationale et Sécurité Collective*, novembre 2008.

sont globalement conformées aux exigences éthiques et juridiques définies par les pouvoirs civils³⁸. Mais cela n'a pas empêché des incidents parfois systématiques lors de patrouilles ou de points de contrôle, notamment dans les premières années de l'occupation. On peut penser que les violations des règles d'engagement concernant l'application directe du feu contre des civils résultent de fragilités psychologiques. Mais on peut également les inscrire dans un processus plus large de « victimisation » de la population produit par une méfiance croissante à l'égard de cette dernière. En d'autres termes, les missions de présence en environnement potentiellement hostile instillent une vulnérabilité physique qui se transforme en faiblesse psychologique dès lors que le « milieu humain » devient plus épais que le « brouillard de guerre ». Il faut d'ailleurs expliquer ces phénomènes à l'aune de deux autres facteurs. D'un côté, la présence donne lieu à d'incessantes attaques de harcèlement qui minent le moral, de l'autre, les discours sur l'ennemi tendent à vouloir confondre ce dernier avec les civils. Il en résulte un cercle vicieux dans lequel la violence engendre la violence et l'aliénation de la population. Evidemment, l'hostilité est renforcée dans les quartiers et régions sunnites considérées comme potentiellement hostiles par les unités américaines, dont les patrouilles apparaissent dès lors comme autant de signes d'une frustrante occupation étrangère³⁹. On comprend dès lors que le retrait au sein de bases opérationnelles avancées (FOB) qui débute à l'automne 2004 soit considéré comme la solution, la présence étant le problème.

Cela n'annule pas les patrouilles, puisque celles-ci sont désormais de plus en plus fréquemment embarquées, comme cela se pratique d'ailleurs dans les régions réputées hostiles de la province d'Anbar depuis près d'un an. De fait, ces patrouilles s'apparentent davantage à des actions visant à montrer la force dans une logique d'assujettissement. Leur rôle doctrinal, collecter du renseignement et interagir avec le milieu, est profondément altéré. Non seulement en raison de la « barrière corporelle et perceptuelle » que sont les véhicules plus ou moins blindés, faisant obstacle à tout contact interpersonnel, mais également car le procédé aliène encore plus les populations locales en déshumanisant les protagonistes militaires et civils. Par ailleurs, l'efficacité de tels raids « à l'israélienne » est douteuse sur le plan de la sécurité. Les insurgés ont le temps de préparer embuscades ou retrait, refaisant surface au départ des troupes. Ces patrouilles accroissent donc le nombre de victimes américaines ou irakiennes sans permettre en rien le contrôle préalable à toute pacification et à toute normalisation. En Anbar, où un mode d'action plus direct est choisi, les résultats ne sont pas meilleurs. En effet, du fait de la superficie de leur zone

³⁸. Parfaitement résumée dans « In the Crossfire or in the Crosshairs? Norms, Civilian Casualties and US Conduct in Iraq », *International Security*, vol. 32, n°1, été 2007, pp. 7-46.

³⁹. Lire notamment ce reportage sur une patrouille de la 1^{ère} division blindée dans le quartier de Yarmouk, fief baasiste, à l'été 2003. Thomas E. Ricks et Anthony Shahid, « A Tale of Two Baghdads », *Washington Post*, 2 juin 2003.

d'opérations, les deux *Regimental Combat Teams* (équivalent d'une brigade de l'Army) des Marines qui en ont la responsabilité dispersent leurs bataillons au cœur des cités, menant des raids et des ratissages ponctuels à l'extérieur des cités afin de rompre les réseaux d'approvisionnement et de caches d'armes des mouvements insurgés. A Ramadi avant l'été 2006, cette approche a pour conséquence de générer une mentalité de siège au sein des unités qui protègent le bâtiment du gouvernement provincial.

Contrôler la population et la géographie urbaine

Le procédé est légèrement modifié à Tal Afar, Al Qaim ou Ramadi. D'abord parce que les patrouilles sont effectuées en partenariat avec des policiers ou des militaires irakiens, les premiers étant issus du quartier ou de la ville. Ensuite parce que le procédé s'inscrit dans une vision systémique des lignes d'opérations : distribuer de l'aide humanitaire, effectuer un recensement, rencontrer les responsables communautaires, assurer une présence continue. Enfin, parce qu'il s'agit de saturer l'espace de bataille afin de dénier toute liberté d'action aux insurgés.

La construction d'avant-postes connaît une évolution majeure durant les années de l'occupation. Dans la première année, les unités américaines présentes à Bagdad se répartissent en postes avancés au cœur de la ville, comme c'est le cas d'ailleurs en d'autres lieux de l'Irak, notamment à Falloujah, mais pas à Samarra ni à Tikrit. C'est ainsi que la 1^{ère} brigade de la 1^{ère} division blindée commandée par le colonel Peter Mansoor, en charge de la rive gauche du Tigre entre l'été 2003 et l'été 2004, disperse ses unités au sein des quartiers en occupant principalement d'anciennes emprises militaires ou officielles. Hâtivement fortifiées, ces bases ne doivent leur sécurité initiale qu'aux effectifs importants qui y stationnent (un bataillon interarmes le plus souvent). D'autre part, leur positionnement au sein de quartiers considérés comme hostiles leur confère une situation isolée au sein de la population. De ce fait, le cantonnement d'unités plus réduites (une compagnie voire une section) est souvent synonyme d'une insécurité accrue.

À compter de l'automne 2004, le retrait au sein de « super-bases » situées aux périphéries des villes à contrôler met fin à cette présence. Il faut donc attendre les opérations de reconquête des villes frontalières et de Ramadi pour que les avant-postes redeviennent d'actualité. Rebaptisés « *Joint Security Stations* », ils hébergent des forces combinées, souvent de la taille d'une compagnie. La plupart sont construits par les Américains eux-mêmes à l'aide de matériaux spécifiques du génie. Lourdemment fortifiés car soumis aux attaques de harcèlement, les postes avancés sont initialement isolés. La première tâche consiste donc à sécuriser les pâtés de maison alentours et à interdire les accès internes. Néanmoins, ces postes doivent également suppléer à l'absence de Centres d'Opérations Civilo-Militaires en en faisant fonction. Il faut donc en permettre l'accès aux habitants, notamment pour la collecte du renseignement ou, plus prosaïquement pour recevoir leurs doléances concernant notamment

les réparations des dégâts matériels et des pertes humaines. Pour cela, l'accent est mis sur la sureté au plus loin, par les patrouilles, par le blocage des axes et par les contacts fréquents avec les locaux. Il s'agit de faire de ces fortins urbains des lieux capables d'animer les quartiers. Par ailleurs, à Ramadi, le réseau des JSS est complété par des éléments hébergeant une section, les bases de patrouilles (*Patrol Bases*). L'action militaire s'enfonce encore plus au cœur des quartiers, tandis que les fonctions de coordination se polarisent au niveau des JSS. Les Américains mettent ainsi en place un quadrillage serré des quartiers à sécuriser.

Car la protection des populations par la présence génère une modification en profondeur de la géographie urbaine, marquant par là la mainmise des Américains sur les quartiers des cités irakiennes. Au départ, cette modification n'est que réactive et défensive. Afin de protéger les bases de la capitale, de faciliter le passage des convois de ravitaillement ou de sécuriser les lieux symboliques et politiques, on détourne ou on régule la circulation par des points de contrôle et des barrières destinées à contenir le souffle des explosions. L'impératif de protection est donc originellement orienté vers les unités américaines.

Toutefois, l'isolement et le confinement des cités ou des quartiers est choisi très tôt en tant que mode d'action offensif contre les insurgés. Cela va des procédures de bouclage avant raid ou ratissage à l'été 2003, en passant par l'isolement d'un village au fil de fer barbelé⁴⁰, jusqu'aux buttes de terre érigées autour de Falloujah ou de Tal Afar. L'aspect contre-productif de ces mesures, tant à l'égard des civils qu'à l'égard des observateurs « humanitaires », tient essentiellement dans l'absence de légitimité locale des Américains.

Le basculement s'opère à Tal Afar à l'automne 2005. La compagnie du capitaine Smith en charge du quartier chiite de Saa'd met en place sur l'indication des locaux une barrière de barbelés afin d'empêcher les infiltrations d'insurgés sunnites cherchant à poser des explosifs improvisés à proximité de leur avant-poste⁴¹. À Ramadi au début de l'automne 2006, le bataillon de *Marines* du lieutenant-colonel Journey entreprend de cloisonner les pâtés de maison « nettoyés » par des murs de sécurité, complétés par des points de contrôle aux deux entrées et des postes de police hébergeant policiers irakiens et militaires américains⁴². Altérer les flux de circulation prend deux significations militaires : interdire une zone et gêner les voies de communication de l'ennemi. Autrement dit, occuper le terrain n'a de sens que s'il permet de limiter l'initiative et les mouvements des insurgés et, par là-même de protéger la population. En retour, cet impératif en devient donc la justification.

⁴⁰. Dexter Filkins, « Tough New Tactics by US Tighten Grip on Iraq Town », *New York Times*, 7 décembre 2003.

⁴¹. Bing West, *The Strongest Tribe*, *op. cit.* p.86.

⁴². *Ibid.* p. 208.

Connaître le « terrain humain » : le développement de la « sensibilité culturelle »

Le tournant « culturaliste » des forces armées américaines

Au cœur de ce système contre-insurrectionnel, le facteur culturel a été pris en compte dans les missions des militaires à travers la connaissance du « terrain humain ». Ce terme remontant aux débats sur la guerre urbaine dans les années 1970 a été réactualisé dans les années 1990 lorsque s'est définie la doctrine de MOUT (*Military Operations on Urban Terrain*) des *Marines*⁴³. Il désigne l'ensemble des facteurs socioculturels, politiques et économiques qui imprègnent l'environnement opérationnel. Au même titre que le terrain physique et que la doctrine de l'ennemi, l'analyse du « terrain humain » doit donc entrer en lice dans l'élaboration de la décision opérationnelle à tous les échelons du commandement, y compris subtactiques (la section ou le groupe de combat)⁴⁴. En amont du déploiement, la formation culturelle du combattant et du chef passe par l'acquisition de repères culturels et linguistiques sur le théâtre. C'est le sens de la notion de « *cultural awareness* » développée initialement au sein du Corps des *Marines* au tournant du millénaire. Une première expérience a été tentée par la 1^{ère} division de *Marines* lors de sa préparation à sa projection dans la province d'Anbar prévue en mars 2004. L'aménagement d'une ancienne base de l'Air Force en village de combat dans lequel se jouaient des scénarios empruntés aux plus récents retours d'expérience sur l'Irak a permis de capitaliser sur l'apprentissage de bases de conversation et de réflexes idiosyncrasiques⁴⁵. L'impératif de formation à la culture de théâtre a été institutionnalisé par le Commandant du Corps des *Marines* Hagee dans sa directive « à tous les *Marines* » ALMAR 018/05 d'avril 2005. Le général Hagee a été bientôt suivi par son équivalent dans l'*Army*, le général Schoemaker. Des *culture centers* ont ainsi été inaugurés en mai 2005 chez les *Marines* et février 2006 dans l'*Army*. Leur mission est de fournir une préparation culturelle et linguistique préalable au déploiement sur le théâtre, mais également de nourrir la formation professionnelle continue des officiers, sous-officiers et militaires du rang. Bénéficiant des retours d'expérience les plus récents, ces organismes

⁴³. Voir son lien avec les notions de « caporal stratégique » et de « guerre des trois pâtés de maison » du général Charles Krulak (1999). Lire aussi l'article de Ralph Peters, « Our soldiers, Their cities », *Parameters*, printemps 1996, pp.43-50.

⁴⁴. Ainsi par exemple du développement du système *Intelligence Preparation of the Battlefield* par le USMC/USA COIN Center of Excellence de Fort Leavenworth. Un ensemble de présentations est accessible en ligne sur : https://coin.harmonieweb.org/Knowledge%20Center/LW_Consolidated_Base_Briefings3NOV08.zip (accédé le 3 novembre 2008).

⁴⁵. Stéphane Taillat, « Adaptation et apprentissage. Les forces terrestres américaines et la contre-insurrection en Irak », *art.cit.*

n'ont toutefois pas encore permis la diffusion de ces compétences dans l'ensemble des unités en Irak. Il a donc fallu faire appel à des solutions technologiques (traducteurs automatiques) et à des personnels intégrés parmi les militaires (interprètes ou ethnologues).

Décoder le contexte social et politique

Dans le numéro de mai-juin 2005 de la *Military Review*, l'anthropologue Montgomery McFate a fait paraître un article dans lequel elle exposait la nécessité de mieux connaître le contexte social local pour combattre la prolifération des Engins Explosifs Improvisés (IED). Cette connaissance intime de la société locale devait permettre d'agir en amont et, à terme, de sécuriser l'environnement humain⁴⁶. Elle a ouvert la voie à une réflexion plus approfondie vers la notion de « système de terrain humain » (HTS). Celui-ci a pris la forme d'un programme d'anthropologie militaire destiné à fournir des conseillers aux commandants de compagnie, de bataillon et de brigade. Défini par Jacob Kipp du *Foreign Military Studies* de l'*Army* comme l'ensemble « des éléments sociaux, ethnologiques, culturels, économiques et politiques à partir desquels les forces peuvent opérer »⁴⁷, le programme a été mis en place entre 2006 et 2007 puis confié à BAE Systems qui a sous-traité le recrutement d'universitaires, la conception de logiciels de cartographie et la formation militaire initiale des futurs conseillers culturels à plusieurs entreprises. Les premières équipes de terrain humain (*Human Terrain Teams* ou HTT) ont été déployées à partir de l'été 2007 en Irak⁴⁸. Elles sont composées de 5 à 6 personnels : un chef d'équipe, un spécialiste du renseignement opérationnel et un analyste chargé du contact avec les centres de collecte et de retours d'expériences aux niveaux de la Brigade, de la Division et du théâtre – ce sont souvent des militaires d'active ou de réserve – ainsi que d'un spécialiste en sciences sociales et d'un linguiste. Intégrées dans chaque brigade, les HTT opèrent au profit des unités et des EPRT. Elles disposent pour ce faire d'outils d'analyses et de collecte des données sur support informatique sous la forme d'une suite logicielle complète. En d'autres termes, il s'agit ici de cartographier les réseaux sociaux et politiques, légaux et illégaux, formels et informels de manière à déterminer des leviers d'action sur la population, à bâtir un renseignement fiable sur les cellules insurgées et « terroristes » et à empêcher ces dernières de s'infiltrer dans la zone. Cette expérimentation mêle ainsi une certaine continuité historique des liens entre ethnologie et militaires⁴⁹ et une

⁴⁶. Montgomery McFate, « The Social Context of IEDs », *Military Review*, mai-juin 2005, pp.37-40.

⁴⁷. Jacob Kipp, Lester Grau, Karl Prinslow et le capitaine Don Smith, « The Human Terrain System. A new CORDS for the 21st Century », *Military Review*, septembre-octobre 2006, p.9.

⁴⁸. Georges-Henri Bricet des Vallons, *Irak, terre mercenaire. Les armées privées remplacent les troupes américaines*, Lausanne : Favre, novembre 2009, particulièrement le chapitre 17.

⁴⁹. David Price, « Lessons from World War II Anthropology », *Anthropology Today*, vol.18, n°3, juin 2002, pp.14-20, David Price, « Buying a piece of Anthropology, part 1 », *Anthropology Today*, vol.23, n°3, juin

conception de l'ennemi ainsi que des moyens fondée sur la notion de « guerre réseau-centrée » issue des débats sur la « Révolution dans les Affaires Militaires ».

Cartographier le « terrain humain »

Mais ce travail de connaissance culturelle sert aussi à déterminer les besoins de la population locale afin de la rallier. L'action des militaires américains en Irak a reposé en effet depuis 2005 sur l'idée qu'il faut s'attaquer aux racines (*root causes*) de l'insurrection. Notamment, les griefs matériels et symboliques devaient être pris en compte par tout commandant de secteur afin de mesurer les chances de soutien de la population à la rébellion et de déterminer les mesures à prendre pour prévenir ou diminuer ce dernier. Dès 2003 en fait, mais de manière dispersée et irrégulière, certains officiers en charge des quartiers de Bagdad ou des régions les moins violentes ont mis en place des sondages de la population sous leur responsabilité⁵⁰. Un recensement des besoins est aussi effectué dans de nombreuses régions d'Irak. Ajoutons que les CMOC ont servi, outre le recensement de la population en âge de porter les armes, à collecter les demandes émanant des responsables communautaires. Toutefois, ce n'est pas avant 2007 que ce procédé s'est généralisé. Il s'est alors doublé d'une volonté supplémentaire, notamment dans les zones rurales de la province de Diyala ou de la vallée du Tigre dans la province de Ninive : celle de déterminer la mise en valeur potentielle du territoire. Outre qu'il s'est agit ici de mesurer la fertilité des sols et la meilleure occupation possible du finage en soutien des actions des EPRT à destination des agriculteurs, le programme de *Geographic Intelligence* (GEOINT) a servi également à cartographier les actions des insurgés, de manière à définir des modèles comportementaux et des potentialités tactiques pour chacun des deux camps. L'utilisation de moyens satellitaires ou de drones illustre le double usage de la connaissance culturelle et de la technologie. D'un côté en effet, ils permettent de répondre aux besoins réels ou supposés de la population locale, dans l'idée de la rallier. De l'autre, ils permettent de mieux cibler les insurgés supposés⁵¹. Au final, les effets cumulatifs produits sur la

2007, pp.8-13, et « Buying a piece of Anthropology, part 2 », *Anthropology Today*, vol.23, n°5, octobre 2007, pp.17-22.

⁵⁰. Ainsi par exemple de la 1^{ère} brigade de la 1^{ère} division blindée dont l'officier chargé des opérations psychologiques met en place des sondages en août 2003.

⁵¹. C'est notamment le rôle de la TF ODIN composée d'informaticiens militaires et de contrôleurs aériens mettant en œuvre des drones. Evidemment, la croyance aveugle dans le pouvoir prédictif de la technologie s'avère source de nombreux dégâts collatéraux. Par ailleurs, elle entretient les débats internes aux institutions militaires sur la juste place à donner à cet outil, et sur la primauté de l'*Army* ou de l'*Air Force* dans leur maîtrise. Pour certains, l'USAF doit se servir de ces moyens pour créer une « omniprésence » à même de dissuader les actions insurgées, surtout de nuit. Lire par exemple : Major-général Charles J. DUNLAP jr, « Air-Minded Considerations for Joint Counterinsurgency Doctrine », *Air and Space Power Journal*, Maxwell AFB, Fa : hiver 2007.

population et sur les rebelles grâce aux moyens culturels doivent théoriquement saper les fondements de l'insurrection.

Une évolution ambigüe

Néanmoins, l'usage du concept de culture dans ce cadre mérite d'être posé pour lui-même, et non seulement en référence à ses effets supposés sur les opérations militaires. On constate en effet une tendance à « essentialiser » cette notion à travers la recherche de méthodes adéquates d'intégration et de compréhension de « l'Autre ». En réalité, à ne lire que les analyses et les comptes-rendus américains, on voit bien que la vision culturelle irakienne se fige rapidement, même lorsque l'on veut éviter l'écueil de « l'orientalisme », c'est-à-dire d'une vision fantasmée de l'imaginaire arabo-musulman ancrant ces sociétés dans un passé éternel et prémoderne. Ainsi, les cours prodigués par le Centre Culturel de l'École d'Application du Renseignement de l'*Army* sise à Fort Huachaca mettent en lumière des stéréotypes actualisés sur l'histoire, la religion ou les coutumes irakiennes, lesquelles ne sont d'ailleurs pas toujours bien distinguées en tant que telles par rapport à l'ensemble du monde arabo-musulman⁵². Ainsi, la « culture » est davantage perçue comme une donnée supplémentaire de l'environnement opérationnel que comme un élément susceptible d'évoluer au contact de la présence américaine. Il faut d'ailleurs distinguer ici comme nous le ferons dans la troisième partie la vision « culturelle » issue de l'analyse des documents doctrinaux et celle qui résulte des relations interpersonnelles réelles sur le terrain.

En réalité, il semble bien que l'accentuation portée sur le facteur « culturel » ne ressorte autant, sinon plus, d'un infléchissement de la « culture militaire américaine »⁵³. Pour peu que l'on veuille considérer que les organisations militaires sont dotées d'une culture plus ou moins sédimentée et intériorisée, alors il faut admettre que dans le cas de l'*Army* et des *Marines*, il est possible d'inscrire l'évolution décrite plus haut dans des cadres bien connus. Ainsi, on pourrait parler d'un éloignement tout relatif du pôle « attrition » et d'un rapprochement certain du pôle « manœuvre ». Si le premier est caractérisé par l'usage de la puissance de feu et des moyens cinétiques de manière à obtenir une destruction directe de l'ennemi, le second (plus caractéristique des *Marines*) insiste davantage sur la manœuvre, y compris indirecte, pour obtenir des effets.

L'intégration progressive des actions civilo-militaires

Dès les mois d'avril et mai 2003, les idées reçues concernant la reconstruction de l'Irak se sont effondrées et parmi elles la certitude que les unités militaires

⁵². Collection de cours et de diaporama en possession de l'auteur.

⁵³. Je remercie Christian Olsson d'avoir attiré mon attention sur ce point.

classiques n'auraient aucun rôle à y jouer tandis que les unités militaires spécialisées (actions civilo-militaires et génie) ne seraient là qu'en soutien de l'ORHA ou de l'Autorité Provisoire de la Coalition. De fait, toutes les unités se trouvent engagées dans la reconstruction du pays, que ce soit la délivrance de l'aide humanitaire, la restauration des services essentiels voire l'amélioration des infrastructures existantes, alors même que les spécialistes font largement défaut.

Découplage

Initialement cependant, on assiste à un triple découplage entre les ACM et les missions plus classiques de sécurité. Un découplage géographique et organisationnel d'abord. En effet, la reconstruction sur le plan national (niveau opératif/stratégique) demeure du ressort de l'Autorité Provisoire de la Coalition. Celle-ci supervise donc les gigantesques chantiers irakiens sur lesquels travaillent entreprises américaines, contractants irakiens et unités du Corps du Génie (dans les *Task Forces* « Rebâtir le réseau électrique » et « Rebâtir le réseau de distribution du pétrole »). Néanmoins, l'autorité de la CPA se heurte à trois difficultés concernant la faiblesse des effectifs, l'insécurité grandissante et l'absence de pilotage détaillé de sa part. De fait, le niveau tactique et quotidien devient crucial. Pris en compte par la plupart des unités à travers leurs organes civilo-militaires ou du génie, il devient bientôt la tâche de base de la plupart des soldats et *Marines* déployés en Irak. Le découplage est repris d'ailleurs au sein de ses unités américaines. Ainsi, la 1^{ère} brigade de la 1^{ère} division blindée du colonel Peter Mansoor dispose d'une cellule « non-cinétique » chargée de coordonner les actions civilo-militaires et les opérations sur l'information disjointe de la cellule des « cibles de haute valeur » dont la mission est la capture ou la neutralisation des caciques de l'ancien régime.

Car à ce découplage s'ajoute la distinction et la séparation entre les lignes d'opération en dépit des directives du général Sanchez sur la nécessité d'intégrer cinq lignes parallèles (Information, gouvernance, sécurité, économie, services publics). Les actions civilo-militaires ont pour objectif premier la reconstruction et l'humanitaire et pour effet second de faciliter les relations entre les troupes et leur environnement humain. C'est ainsi qu'agissent les unités de la 1^{ère} division de *Marines* dans le sud chiite entre avril et septembre 2003. Afin de s'intégrer au sein des communautés des villes chiïtes, les commandants de bataillon prennent en charge les besoins matériels des populations et s'arrangent pour reconstituer des conseils municipaux, d'arrondissement ou provinciaux pour en rendre cohérente la gestion. Les missions de sécurité classiques sont ordonnées à la capture des responsables baasistes et à la lutte contre la guérilla. Le lien est donc tenu entre ces actions militaires et civilo-militaires, quand il n'est pas carrément absent comme on peut le déduire des opérations de bouclage et des arrestations en masse observées dans les zones tenues par la 4^{ème} division d'infanterie et par la 82^{ème} aéroportée.

Enfin, ces tâches, décidées au niveau de la division, de la brigade voire du bataillon, manquent d'unité et de coordination. Sans compter que les unités du

général tentent de prendre en compte les vastes zones rurales délaissées par les divisions américaines du fait de la faiblesse de leurs effectifs. Avec la première rotation (printemps 2004), s'ajoute l'absence de continuité temporelle des actions militaires et civilo-militaires menées sur la même zone d'opérations et de responsabilité par des unités différentes.

Vers une intégration tactique

En juin 2003, la mise en place du système de Fonds d'Urgence à la Reconstruction (CERP) alloués aux commandants tactiques permet de combler partiellement ces différents fossés. Pour la première fois, des règles communes sont édictées au niveau du théâtre concernant l'usage, l'allocation et la gestion de ces fonds. Sur le plan tactique, il s'agit de micro-projets destinés à donner des résultats immédiatement perceptibles, permettant de remplir les missions de reconstruction et d'aide humanitaire aussi bien que d'améliorer la situation sécuritaire. À Mossoul, où le général Petraeus a précocement bâti une stratégie holiste intégrant la reconstruction, la gouvernance et la sécurité, les fonds sont utilisés en fonction de l'objectif de légitimation, tandis que les opérations de sécurité (essentiellement les raids ou les bouclages/ratissages) sont précisément calibrées de manière à ne pas en annuler les effets. Car en dépit de la multiplication des projets dans l'ensemble de l'Irak occupé, le CERP n'est pas la solution miracle que certains attendaient. Certes, des améliorations sont observées par les commandants tactiques et transmises aux chercheurs du *Combat Studies Institute*. Cependant, l'épuisement des fonds confisqués, les lenteurs du système américain d'attribution des marchés publics et surtout la fin de l'année fiscale ont conduit à réduire l'efficacité du CERP au moment crucial de l'hiver 2003-2004⁵⁴.

Par ailleurs, l'utilisation des fonds et la mise en place des projets civilo-militaires obéissent dans les zones sunnites à la logique « de la carotte et du bâton ». Ce phénomène souligne le découplage entre actions militaires et actions civilo-militaires. Il s'explique à la fois par des considérations internes aux unités (leur perception de leur mission et de leur environnement) et par des éléments externes (les relations mimétiques avec la population). Si les fonds sont censés aider à gagner l'assentiment des populations, ils sont de plus en plus considérés comme la récompense d'un soutien croissant à la présence américaine ou, au moins, de la diminution des attaques contre la Coalition. Ainsi, rencontrer les *leaders* locaux (et notamment les cheiks) ne revient plus seulement à tenter de réorganiser la gouvernance locale ou de déléguer les tâches de reconstruction aux Irakiens, mais bien à négocier ces projets contre un soutien. La conditionnalité des actions civilo-militaires est un procédé qui concerne surtout les zones sunnites. D'autre part, les actions de ratissage, les feux de contre-batterie ou les raids semblent bien contribuer à davantage aliéner les

⁵⁴. À compter de septembre, l'épuisement des fonds conduit en effet le Président Bush à demander 87 milliards de financement d'urgence au Congrès, argent soumis à la législation américaine.

populations, contredisant la légitimation portée par la reconstruction édilitaire, économique et politique. Les réactions aux attaques et les tensions qu'elles font peser sur les règles d'engagement aboutissent non pas à redéfinir ces dernières mais plutôt à considérer les civils comme des ennemis. La victimisation de la population qui en découle creuse le fossé entre cette dernière et les occupants américains. Le découplage organisationnel et tactique conduit dans ce contexte à la schizophrénie. Celle-ci est particulièrement bien illustrée par l'évolution de l'état d'esprit du lieutenant-colonel Sassaman, commandant de bataillon en charge de la ville de Balad et de ses environs, telle que l'observe le journaliste Dexter Filkins. Audacieux et inventif dans la reconstruction économique et politique de la ville⁵⁵, majoritairement chiite, l'officier se heurte au double-jeu des cheiks de la campagne sunnite. Là, ses actions procèdent de l'assujettissement plutôt que de la pacification. Les projets de reconstruction deviennent un levier supplémentaire pour faire plier les populations. Des actions punitives sont même organisées, certaines aboutissant à des drames. Comme il le dit lui-même : « *avec une bonne dose de peur et de violence, plus un paquet d'argent pour nos programmes, je suis sûr que nous allons convaincre ces gens que nous sommes là pour les aider* »⁵⁶. Cette schizophrénie reflète donc la distinction croissante faite entre les chiites et les sunnites par les militaires américains eux-mêmes, à l'instar des discours politiques contemporains sur l'Irak. Au contraire, le général Petraeus a cherché à Mossoul l'intégration et l'équilibre systémique entre les opérations de sécurité, la gouvernance, le développement et la manœuvre informationnelle.

Intégrer les lignes d'opérations

Les unités déployées au printemps 2004 ont cherché à capitaliser sur les retours d'expérience⁵⁷. Une meilleure préparation dans le domaine de la maîtrise de la violence devait permettre de mieux contrôler la zone d'opérations tandis que les cadres ont été formés à la gestion édilitaire. Ainsi, la 1^{ère} division de Cavalerie du Major-général Chiarelli a-t-elle envoyé son État-major se former à la gestion d'une grande ville au sein des services municipaux de la ville d'Austin, en prévision de son déploiement dans Bagdad. La conception de son commandant tient en une idée simple : la coordination des lignes d'opérations. Elles comprennent la sécurité (lutte contre les insurgés), la formation de l'armée et de la police irakienne, la gouvernance, l'économie et la restauration des services

⁵⁵. Notamment car il l'un des premiers, avec les commandants de bataillon de *Marines* dans le Sud, à organiser des élections véritablement libres au sein du nouvel Irak. Bing West, *The Strongest Tribe*, *op.cit.*, pp.13-15, Christopher Conlin, « What Do You Do for an Encore », *Marine Corps Gazette*, 88 (9), septembre 2004, p. 76.

⁵⁶. Dexter Filkins, *La guerre sans fin*, Paris : Albin Michel, 2009, p.179.

⁵⁷. Pour approfondir la question, lire Stéphane Taillat, « Adaptation et apprentissage : les forces terrestres américaines et la contre-insurrection en Irak », *Revue Française de Sciences Politiques*, vol.58, n°5, Paris : Presses de Sciences Po, octobre 2008, pp.773-793.

essentiels. L'ensemble de ces efforts parallèles et interconnectés est soutenu par une manœuvre globale d'information (actions psychologiques telles que tracts, ouverture d'un réseau radio ou encore d'une chaîne de télévision ; relations avec les médias – *Civil Affairs* – et actions civilo-militaires).⁵⁸ Plus important, les projets financés par le CERP reprennent et sont doublés d'une intégration plus importante des chantiers de grande ampleur dans la manœuvre des divisions, mettant fin au découplage entre autorité civile et militaire. Globalement, l'intégration des lignes d'opération est restée une constante durant les opérations de haute intensité de l'année 2004 : ainsi à Falloujah en novembre 2004, où le CMOG du colonel Ballard a été investi de la coordination des tâches civiles dès la fin des combats majeurs. Bien plus, le CMOG a été doublé dans le courant du mois de décembre par des « centres de traitement » destinés à recenser la population mâle de la ville par la collecte de renseignements démographiques et biométriques⁵⁹. Ainsi, les ACM sont-elles intégrées lors de la reconquête des bastions insurgés soit en soutien, soit en exploitation de l'effort principal (chasser les insurgés et leur dénier toute possibilité de réinfiltration). Il s'agit de réparer les dégâts ou d'améliorer les infrastructures existantes comme l'illustre le projet majeur de reconstruction du système de distribution de l'eau à Falloujah. En d'autres termes, les ACM restent destinées au gain des « esprits et des cœurs » quoique ce lien soit théorisé de manière trop linéaire. Il n'est pas sûr en effet que la reconstruction suffise à effacer les violences de la reconquête, c'est-à-dire à générer « l'amnésie du pouvoir », condition nécessaire à la légitimation de la présence militaire au sein des populations⁶⁰.

Vers l'intégration « interagences »

À compter de 2005, ce « modèle intégrationniste »⁶¹ a été pris en charge au niveau politique par le Secrétaire d'État Condoleeza Rice et par le Conseil National de Sécurité. Sur le modèle des cellules civilo-militaires en Afghanistan a été décidée la mise en place d'équipes de reconstruction provinciales (PRT). Originellement au nombre de 10, leur effectif est porté à 25 par la création de 5 équipes « mobiles » et de 10 équipes intégrées dans chaque brigade. À l'origine de ce fait, le concept d'opérations inter-agences. Celui-ci sous-tend l'utilisation de toutes les composantes de la « puissance nationale » autour des militaires. Ce sont bien ces derniers qui doivent coordonner l'ensemble des actions

⁵⁸. Major-général Peter Chiarelli and Major Patrick Michaelis, « Winning the Peace : The requirement for Full-spectrum Operations », *Military Review*, juillet-août 2005, pp.4-17.

⁵⁹. De plus, lors de la « réouverture » de la ville en décembre 2005, des points de contrôle sont mis en place qui permettent de filtrer la population et compléter le recensement.

⁶⁰. Christian Olsson, « Répression et "radicalisation violente". Une perspective relationnelle sur l'usage de la force dans le contexte des opérations contemporaines de "pacification extérieure" », article non publié.

⁶¹. Georges-Henri Bricet des Vallons, « Guerres urbaines, opérations interagences et privatisation de l'action civilo-militaire américaine : l'Irak et au-delà », *Sécurité Globale*, n°5, pp.105-121.

culturelles, politiques et économiques, mais avec le soutien de personnels du Département d'État ou du Trésor.

Toutefois, c'est d'Afghanistan que provient le modèle synergétique qui est planifié et mis en application par les principaux acteurs américains du « sursaut » en 2007. Ainsi, David Kilcullen, l'un des principaux artisans du plan de campagne du général Petraeus, explique qu'il a bâti le modèle « Kunar » après un travail d'observation de terrain mené dans cette province en 2006 à la demande de l'Ambassadeur Eikenberry.⁶² Dans le domaine de l'intégration des ACM, ce modèle mêle les synergies structurelles et tactiques dans un triple impératif : unité de moyens, unité d'efforts, continuité temporelle.

Sur le plan des moyens, le fonctionnement de la brigade du colonel Nicholson (3^{ème} brigade, 10^{ème} division de Montagne) en 2006-2007 répond en partie au découplage entre les militaires et le Département d'État. En effet, l'Équipe Provinciale de Reconstruction (PRT) assignée à la zone travaille au sein de l'état-major de la Brigade, réalisant les missions confiées par son chef en étroite coopération avec les commandants de groupements tactiques interarmes. C'est le cas notamment dans la vallée du Pech entre le bataillon 1/32 du lieutenant-colonel Cavoli et ses homologues militaires, civils ou réservistes du PRT.

L'unité des moyens est complétée par l'unité d'effort. Il ne s'agit plus ici de détruire ou décapiter la guérilla, mais plutôt de réaliser quatre objectifs successifs : sécuriser la population, la séparer des insurgés, l'aider à désigner ses propres autorités et la relier aux autorités provinciales et nationales⁶³. Pour ce faire, les ACM sont intégrées dans une manœuvre politique globale. L'approche holiste et systémique qui s'en dégage est centrée sur le processus de construction des routes. Celles-ci doivent permettre la présence, l'association des communautés locales à sa construction et à sa défense, une mobilité plus importante, un arbitrage de la part des représentants de Kaboul⁶⁴. En d'autres termes, il s'agit d'opérer simultanément sur la sécurité, la gouvernance et le développement par des opérations cumulatives plus que linéaires. Si l'enchaînement des opérations reprend le modèle séquentiel « conquérir-tenir-construire », les ACM sont présentes sous toutes leurs formes aux différentes phases de l'opération. L'application synergétique des moyens militaires et civilo-militaires permet d'obtenir des effets aussi bien sur le terrain, que sur l'ennemi ou la population. Par ailleurs, on évite ainsi l'écueil rencontré par le général Petraeus à Mossoul en 2003, à savoir le manque d'implication des communautés locales dans le processus. C'est en ce sens que le modèle « Kunar », inscrit dans la prise de conscience progressive de la nécessité pour les militaires d'agréger toutes les tâches de la stabilisation autour d'eux, marque l'aboutissement d'une planification compréhensive et systémique.

⁶². David Kilcullen, *The Accidental Guerrilla*, op. cit., p.94 et suivantes.

⁶³. David Kilcullen, *The Accidental Guerrilla*, p. 93.

⁶⁴. Voir par exemple l'extrait du journal de terrain de Kilcullen, *ibid.* pp.90-91.

Enfin, la synergie fonctionne à travers le temps. Plutôt que de changer de stratégie à chaque relève, les successeurs du colonel Nicholson dans la province de Kunar préfèrent en reprendre les grandes lignes tout en l'adaptant aux conditions nouvelles. Ainsi, non seulement la légitimité de la présence américaine n'est plus liée à un commandant tactique particulier, mais également les effets peuvent se produire sur une durée plus longue. Plus important, cela signifie que les opérations militaires ne sont pas indéterminées ou neutres mais bien que leurs effets sur les populations doivent être considérés comme une clé opérationnelle majeure dans l'évaluation comme dans la planification.

3 - Un changement de stratégie :

La décision du « sursaut » ou l'abaissement des objectifs stratégiques

Le “surge” procède également d'une inflexion présentée comme majeure de la stratégie de l'Exécutif américain en Irak. Il ne s'agit pas seulement de la décision cruciale de l'escalade militaire, réponse aux demandes de l'approche directe, ni même de l'intériorisation par le commandant en chef des principes doctrinaux de la « contre-insurrection populo-centrée » mais surtout d'une refonte des objectifs stratégiques dans le sens d'une plus grande modération et d'une adéquation plus précise aux dynamiques irakiennes.

Une rupture politique ?

Cette décision fortement publicisée du Président américain au soir du 10 janvier 2007 tranche en effet avec les opinions les plus répandues dans les médias classiques à ce moment-là. En effet, les recommandations de la commission bipartisanne *Iraq Study Group* (ou commission Baker-Hamilton) publiées le 6 décembre 2006 s'orientaient vers la poursuite de la désescalade et l'inflexion sur les négociations *tous azimuts* au niveau régional. Par ailleurs, les élections législatives de novembre, largement jouées sur le bilan de la conduite de la guerre en Irak, donnaient une large victoire aux Démocrates critiquant celle-ci. Il est donc nécessaire d'expliquer pourquoi et comment le Président américain en est venu à décider du « sursaut ».

Cette décision est le fruit d'une réflexion politique et stratégique menée bien en amont de la Maison-Blanche, parfois à son initiative, dans le sens d'une inflexion de la stratégie menée en Irak. La chronologie de celle-ci reflète d'ailleurs la lenteur du processus. En effet, il est frappant de constater que la demande d'une telle révision est bien antérieure. Dans le numéro de septembre-octobre 2005 de la revue *Foreign Affairs*, Andrew Krepinevich résume pour la première fois les résultats de la réflexion et des débats engagés au sein de la

communauté des analystes de défense, tant civils que militaires⁶⁵. De la même manière, la refonte doctrinale qui aboutit à la rédaction du FM 3-24 peut avoir été menée dans l'objectif de revoir la stratégie. La planification d'une campagne de contre-insurrection y est en effet un des thèmes majeurs. On ne peut donc pas réduire le mouvement de réflexion doctrinale à ses seuls impératifs fonctionnels ou institutionnels. En réalité, il semble bien que la volonté du général Petraeus, alors commandant de la doctrine et de l'emploi des forces de l'*Army*, soit à l'origine de la rencontre inédite entre les rédacteurs du manuel et des membres influents de la « société civile » intervenue en février 2006 à Fort Leavenworth sous l'égide du *Carr Center for Human Rights* de Harvard. À la publicité du manuel on peut ajouter la volonté de peser dans la décision de revoir la stratégie en Irak, les ajustements tactiques ne pouvant suffire à modifier la situation en profondeur. On note cependant que ni Petraeus, ni les différents rédacteurs du manuel s'exprimant dans les colonnes des revues spécialisées – et notamment la *Military Review* dont Petraeus veut justement faire une tribune pour les évolutions conceptuelles – ne traitent de stratégie⁶⁶.

Une stratégie longuement révisée

Quoiqu'il en soit, on peut s'étonner de la longueur du processus de révision – la moitié d'une année – alors même que l'accélération des dynamiques politiques en Irak démontre la nécessité de freiner au plus tôt la dégradation sécuritaire. Un des éléments de réponse gît peut-être dans la configuration idéale des relations entre civils et militaires aux États-Unis à cette date. En effet, bien que le Congrès et l'Exécutif américain leur ont demandé leur avis autorisé, ni le chef d'État-major des armées (principal conseiller militaire du Président et du Secrétaire à la défense de par la loi Goldwater-Nichols), ni le général Casey ou le général Abizaid ne semblent avoir réclamé un changement dans la stratégie menée depuis 2005. À rebours du « sursaut », le général Casey propose même de poursuivre le calendrier de retrait des troupes dans une entrevue que lui accorde le président en juin 2006. Il faut également attendre septembre pour que le général Pace, chef d'État-major des armées, lance à son tour une révision de la stratégie en Irak. Cette timidité, voire cette pusillanimité, a depuis été reprochée aux généraux de 2003 comme 2006 par le lieutenant-colonel Paul Yingling, un officier artillerie responsable de la cellule « effets de la contre-insurrection » au sein du bureau opérations du 3^{ème} régiment blindé de cavalerie à Tal Afar. Dans un article publié en mai 2007 dans *Armed Forces Journal*, Yingling accuse les généraux d'avoir préféré le conformisme et la soumission aveugle aux directives de Donald Rumsfeld au lieu de présenter des évaluations

⁶⁵. Andrew Krepinevich, « How to Win in Iraq », *Foreign Affairs*, septembre-octobre 2005.

⁶⁶. Elliott Cohen, Lieutenant-colonel Jan Horvath, Conrad Crane et Lieutenant-colonel John Nagl, « Principles, imperatives and Paradoxes of Counterinsurgency », *Military Review*, mars-avril 2006, pp. 49-53; *Military Review Special Edition* « Counterinsurgency Reader », octobre 2006.

et des avis professionnels et courageux⁶⁷. De fait, le modèle idéal typique proposé par Samuel Huntington en 1957 dans un ouvrage fondateur, *The Soldier and the State*, insiste sur cette professionnalisation du corps des officiers, garante de leur apolitisme et de relations correctes avec le pouvoir civil. Dans la réalité cependant, les années écoulées depuis la fin de la guerre froide ont tendu les relations entre les deux parties, d'abord dans le sens d'une mainmise des militaires sur les modalités d'usage du recours à la force incarnée par la doctrine « Powell », puis dans le sens d'une reprise en main du pouvoir civil par Donald Rumsfeld convaincu de la nécessité d'une « Transformation » contre les intérêts bureaucratiques des institutions militaires. Aussi bien en 2003 que dans la suite de la guerre en Irak, cette situation a donné lieu à une pression croissante du Secrétaire à la défense pour limiter l'implication du Département dans la reconstruction et la stabilisation de l'Irak et, par ricochet, à la généralisation de rapports et d'évaluations optimistes sur la situation sécuritaire et politique dans ce pays⁶⁸.

« Guerre interne » à la Maison-Blanche

Il convient de distinguer d'ailleurs dans un réseau complexe d'acteurs aux influences et positions multiples les trois éléments centraux qui ont conduit à la décision de changer de stratégie. Le premier est lié à la volonté du Président de revoir la stratégie menée jusque là et particulièrement délaissée par Donald Rumsfeld comme par lui-même. En juin 2006, George Bush reprend la main sur la définition de la stratégie en Irak en missionnant plusieurs groupes d'experts et d'analystes chargés de l'évaluer et d'en proposer des inflexions, notamment par le biais du Conseil National de Sécurité, qui retrouve ainsi son rôle de « chef d'orchestre » du pluralisme bureaucratique⁶⁹. Parallèlement, les institutions militaires sont agitées par le même impératif, tant à l'échelon du chef d'État-major des Armées, Peter Pace, qu'à celui des réseaux formels et informels focalisés autour de la rédaction et de la promotion du futur FM 3-24. Enfin, un *lobbying* intense est mis en œuvre par divers *think tanks* désireux de ne pas transformer l'Irak en nouveau Viêt-nam. C'est le cas notamment du *Center for Strategic and Budgetary Assessment* (CSBA) de Andrew Krepinevich ou encore de Frederick Kagan de l'*American Enterprise Institute* (AEI). Si le premier insiste sur les leçons historiques liées à la « tâche d'huile »⁷⁰, le second propose en mai

⁶⁷. Paul Yingling, « A Failure in Generalship », *Armed Forces Journal*, mai 2007.

⁶⁸. Cette évolution est parfaitement décrite dans le livre de Bob Woodward, *Mensonges d'Etat*, Paris : Denoël, 2007.

⁶⁹. Notons en effet que la « Stratégie Nationale pour la Victoire en Irak » du Conseil National de Sécurité, reprenant certaines expériences réussies et formulant une approche opérative novatrice, date de novembre 2005, tandis que la recommandation du politologue Philip Zelikow, conseiller du Secrétaire d'État Rice, en faveur d'un accroissement des effectifs, date de septembre!

⁷⁰. Andrew Krepinevich, « The New Counterinsurgency Doctrine and the Baghdad Surge », *Center for Budgetary and Strategic Assessment*, 27 février 2007.

une ébauche de plan de campagne qui met en lumière la nécessité de l'approche directe en lieu et place de la « doctrine de l'anticorps »⁷¹. Analysant les retours d'expérience en provenance d'Irak, ces divers groupes et acteurs profitent à la fois de la disgrâce de Rumsfeld, jugé responsable de l'échec du processus de stabilisation en Irak, de la cristallisation d'un paradigme « contre-insurrectionnel » au sein du monde des experts et des praticiens militaires, et de l'appui personnel donné par le général en retraite Jack Keane, ancien vice-chef d'État-major de l'Army en 2003, aux « innovateurs ». Le 11 décembre, Keane permet la rencontre de plusieurs analystes dont Stephen Biddle et Elliott Cohen avec le Président Bush et lui expose les éléments essentiels à une nouvelle stratégie dans un plan de campagne bâti par Frederick Kagan. Selon Bob Woodward, Keane relaie également les demandes d'augmentation des effectifs de 5 brigades supplémentaires formulées par Raymond Odierno, commandant en chef des forces tactiques de la Coalition depuis le mois de novembre⁷². Court-circuitant la hiérarchie militaire, Keane aurait ainsi permis l'intériorisation par le Président des deux éléments centraux de la décision de janvier 2007, à savoir l'envoi de troupes supplémentaires et la nomination de David Petraeus pour mener une stratégie de contre-insurrection. Convaincu par ailleurs de la gravité de la situation en Irak et de la nécessité de ne plus servir à l'opinion publique la recette d'un optimisme excessif, George Bush aurait alors pris la décision d'une nouvelle stratégie, non sans accorder aux chefs d'État-major des différentes armées de substantielles augmentations dans leurs effectifs de temps de paix, afin d'atténuer leur souci « d'étirement » excessif des troupes.

Une « révolution copernicienne » de la stratégie en Irak ?

La décision de la « nouvelle voie en avant »⁷³ modifie la stratégie menée en Irak en profondeur, et pas seulement en raison de l'usage des forces apparemment novateur présenté par le Président à l'opinion publique américaine. Certes, George Bush annonce le changement tactique de manière claire : « *les troupes additionnelles travailleront au côté des forces irakiennes (...) Cette fois-ci, nous aurons les effectifs suffisants pour tenir les quartiers nettoyés* », notamment dans Bagdad, responsable de 80 % des pertes civiles et militaires du conflit. Outre l'approche directe, la nouvelle stratégie insiste sur la nécessité de mieux définir les objectifs américains en Irak sur le court et le moyen terme : « *aider le gouvernement irakien à briser le cycle de la violence* ». Ce que le général Petraeus traduit par « *donner de l'air au gouvernement et à la population irakienne* ». Cette stratégie directe peut donc hâter le retrait ultérieur des forces américaines si elle fonctionne sur le mode de la

⁷¹. Frederick Kagan, « A Plan for Victory in Iraq », *The Weekly Standard*, 29 mai 2006.

⁷². Bob Woodward, « You're Not Accountable, Jack », *The Washington Post*, 9 septembre 2008.

⁷³. À noter que cette expression de « *New Way Forward* » est justement utilisée par la commission Baker-Hamilton, démontrant si il en était besoin la volonté de George Bush de s'aligner sur l'impératif de changement de stratégie formulé par l'opinion publique.

réconciliation : réconcilier les populations avec le gouvernement, réconcilier les communautés et réconcilier les Américains avec les Irakiens⁷⁴. Il est donc nécessaire d'abandonner la rhétorique exclusiviste visant à discréditer toute opposition au projet américain sur l'Irak sous l'étiquette de « forces anti-irakiennes » aux accents si orwelliens.

Transcrite par les exécutants sur le terrain, cette décision de l'Exécutif renouvelle l'approche des généraux Casey et Abizaid, en ce sens qu'il s'agit de la première stratégie globale (*comprehensive strategy*) depuis l'invasion. Petraeus conçoit sa mission comme « *ralentir l'horloge de Washington et accélérer celle de Bagdad* », c'est-à-dire comme une tâche éminemment politique⁷⁵. Cette stratégie menée de concert avec l'ambassadeur Ryan Crocker nécessite une manœuvre globale d'influence à destination d'audiences multiples. Il s'agit des leaders locaux, des divers groupes partisans et miliciens, du gouvernement irakien (et en premier lieu le premier ministre) contre les « irréconciliables et les extrémistes ». Cette stratégie d'influence consiste donc en un changement rhétorique majeur : abandonner la lecture simpliste de l'insurrection et jouer sur la complexité des dynamiques politiques en Irak⁷⁶. Plus important, l'effort militaire doit permettre de rejoindre et de rallier les populations menacées par la violence, la mauvaise gouvernance et les mauvaises conditions socioéconomiques. L'impératif central de la stratégie devient donc celui de la protection des populations. Ainsi, le paradoxe apparent d'une stratégie de sortie couplée avec une implication directe se résout dans le paradigme de la réconciliation politique, pour laquelle la présence militaire américaine et irakienne au cœur des populations est l'effet majeur⁷⁷. De ce fait, la nouvelle stratégie qui se formule à partir de janvier 2007 est-elle le fruit d'un abaissement sensible des objectifs stratégiques du fait de la guerre civile et de l'impératif de s'adapter aux conditions nouvelles provoquées directement et indirectement par l'occupation.

Socialisation en interne au théâtre

Toutefois, l'essentiel de la nouvelle stratégie, et de la doctrine dont elle est un compagnon de route, ne peut fonctionner sans trois impératifs : celui de l'unité d'effort et d'action à tous les échelons, celui d'un contrôle du commandement

⁷⁴. Conseil National de Sécurité, *Highlights of the Iraq Strategy Review*, janvier 2007, p. 8.

⁷⁵. Le plan de campagne du « sursaut » ne remet pas en cause le processus de retrait entamé par Casey. Il marque plutôt une pause d'une année dans celui-ci. David Kilcullen, « *Dinosaurs vs. Mammals: Insurgents and Counterinsurgents adaptations in Iraq, 2007* », présentation effectuée devant la commission « Insurrection » de la Rand Corporation, 8 mai 2008, diapositive 7.

⁷⁶. Raymond Odierno, *MNCI Inbrief to General Petraeus*, 8 février 2007, diapositive 3.

⁷⁷. *Idem*, diapositive 17.

sans étouffer l'initiative, celui d'une évaluation régulière et réaliste de la situation dans tout l'Irak. Il ne suffit donc pas d'annoncer un changement de stratégie ou de promouvoir des concepts et des procédures nouvelles au cœur institutionnel pour que l'ensemble s'applique linéairement sur le théâtre.

Vers l'unité du commandement :

Antérieurement à la nomination de Petraeus, le général Casey a tenté de résoudre le dilemme posé par la dispersion et l'éclatement tactique des unités américaines en Irak. Alors que Ricardo Sanchez avait les mains liées par un PC beaucoup trop tactique, sa solution avait consisté en de larges recommandations laissant une vaste initiative aux commandants de division et de brigade. Pour George Casey, il s'est agit de définir une stratégie commune (la formation et le soutien aux forces armées irakiennes) tout en recensant les procédures tactiques choisies par les unités (été 2005) afin de dégager un corpus de « bonnes pratiques » que l'on pourrait généraliser. Le problème est en effet bien connu : comment, surtout dans la complexité des guerres dites « irrégulières », promouvoir l'unité d'action et d'effort, c'est-à-dire s'assurer que ce que fait une unité dans sa zone d'opération ne contredira pas, mieux : sera en lien, avec les unités limitrophes ? La doctrine, dans le sens d'une socialisation à des principes, à des prescriptions et à des procédures standardisées, est la solution choisie par les organisations, notamment militaires. Il s'agit d'éviter le « patchwork » crée par la diversité des situations au plan géographique, et dont les insurgés peuvent profiter pour fuir les opérations offensives menées contre eux dans une région et se réfugier dans une autre qui ne sera par l'effort principal de la manœuvre.

Pour Casey, la revue du printemps et de l'été 2005 aboutit à la création du *COIN Center for Excellence* (CFE) à Camp Taji, une base américaine située sur la route de Samarra et de Tikrit. Cette « académie de la contre-insurrection », ouverte en novembre 2005, a pour vocation de former les officiers commandants arrivant en Irak aux spécificités et à l'état d'esprit de la guerre de guérilla. Elle répond à la difficulté posée par la marge de manœuvre des commandants d'unité qui postule que « *lorsqu'un officier a compris [la contre-insurrection], son unité a compris aussi* »⁷⁸. Sur le plan de la pratique du commandement, le général en chef n'hésite pas à venir lui-même parler aux officiers afin de renforcer la socialisation et de l'identifier à une forme d'allégeance personnelle.

Lors de son arrivée, David Petraeus capitalise sur cet élément mais le renforce afin de toucher directement tous les militaires américains déployés en Irak, et non seulement les officiers en début de rotation. C'est ainsi que le commandant de la force multinationale multiplie les déplacements et les discours au contact des unités, martelant les mêmes mots d'ordre et les mêmes principes, explicitant

⁷⁸. Thomas E. Ricks, « *US Counterinsurgency Academy Giving US Officers a New Mindset* », *The Washington Post*, 21 février 2006. Le journaliste cite ici George Casey lui-même.

la mission de chacun à l'aune de sa propre mission et de sa compréhension de la guerre en Irak. Cette socialisation directe est surtout complétée par une série de lettres adressées à tous les militaires, destinées à insister sur des points simples mais qu'il juge fondamentaux et à formuler son intention de commandement ou son idée de manœuvre. Dès le 15 mars 2007, la première de ces encycliques explicite sa nouvelle stratégie. Elle insiste notamment sur trois points : la protection de la population, l'approche directe et le partenariat avec les forces irakiennes. Mais elle inscrit encore plus sa volonté d'influer sur les attitudes et les états d'esprit en déclarant : « *j'attends de chacun de vous qu'il embrasse avec enthousiasme l'esprit du guerrier-diplomate-bâtitseur* », dans une envolée digne de « l'esprit colonial » de Lyautey. Datée du 8 mai 2007, la seconde circulaire est adressée aux membres des équipes de conseillers militaires. En réalité, il s'agit surtout de mettre en valeur leur travail et, selon les observations désormais en vogue au sein de la « Communauté COIN », de montrer qu'il s'agit d'un rôle central et critique dans la nouvelle stratégie, démontrant ainsi une implication réelle de la part de l'institution⁷⁹.

Deux jours plus tard, la lettre sur l'éthique rappelle la nécessité de respecter l'ennemi comme la population dans le combat contre Al-Qaïda en Irak. Faisant référence à une étude menée par l'Équipe de Surveillance de la Santé Mentale des soldats de la Coalition en Irak, un organisme dépendant du service de santé des armées, selon laquelle la majorité des personnels interrogés montrerait de la réticence à dénoncer des actes illégaux dans le traitement des prisonniers, David Petraeus insiste sur l'asymétrie morale qui doit exister entre l'insurgé et le militaire américain. Il s'agit ici de ne pas briser le processus de légitimation par des actions inconsidérées ou indiscriminées tout en clarifiant au mieux les attentes et les attitudes personnelles et collectives nécessaires au succès. Petraeus brise ici un tabou renforcé par l'affaire du massacre de Haditha en novembre 2005, selon lequel la torture et les massacres de civils ne seraient que des actes d'individus isolés, en conséquence de quoi en parler reviendrait à jeter le doute sur l'ensemble des militaires déployés en Irak. Montrant au contraire une certaine empathie psychologique avec la frustration individuelle ou collective de ces derniers, le commandant en chef évite la condamnation unilatérale des personnes et affirme son implication dans la résolution de cette déprime morale.

Enfin, sous son impulsion, le Corps Multinational du général Odierno rend public en juin un guide de la contre-insurrection. En 10 points rapidement expliqués et commentés, le document résume à la fois les apports du FM 3-24 et les retours d'expérience. Il permet donc ainsi d'explicitier et d'appuyer au mieux la stratégie globale de l'équipe Petraeus-Crocker à la veille des offensives

⁷⁹. Pour beaucoup de partisans de la contre-insurrection, il s'agit d'éviter l'écueil de la guerre du Viêt-nam dont une anecdote répétée à l'envie par John Nagl forme le cœur : c'est parce que le commandement américain au Viêt-nam (et les responsables de l'Army) n'ont jamais valorisé le poste de conseiller militaire dans la carrière d'un officier que si peu de personnes compétentes, qualifiées et volontaires ont occupé ce type de poste.

dans les ceintures de Bagdad. Le 7 septembre, quelques jours avant de témoigner devant le Congrès, une circulaire permet de faire le bilan des opérations dans le double objectif de donner du sens à ce que les militaires viennent de vivre durant les mois d'été et d'annoncer déjà les améliorations à l'audience domestique américaine.

Une coordination plus efficace

Le plan d'opération à l'échelle du théâtre que préparent Petraeus et Odierno nécessite également une plus grande efficacité dans le contrôle et le commandement, sans toutefois brider l'initiative locale, ni occulter l'impératif d'adaptation aux conditions particulières de chaque zone d'opération. Si le général Casey consultait régulièrement ses officiers généraux, Petraeus en fait un exercice quotidien avec les « *Battlefield Update Assessment* » qu'il donne dans un amphithéâtre de Camp Victory – l'aéroport de Bagdad – tous les matins, en lien vidéo avec ses principaux officiers. Ce travail est également celui de son chef opérations, à savoir le colonel Peter Mansoor, un des officiers responsables de la création du *COIN Center for Excellence* de l'Army et des *Marines*, dont il est d'ailleurs le premier directeur. Lors de ses réunions, les principaux responsables divisionnaires fournissent les évaluations les plus récentes tandis que le commandant en chef ainsi que le général Odierno rappellent les éléments essentiels de la stratégie à mener pour Bagdad⁸⁰.

Mais l'élément essentiel de ce dispositif de commandement et de contrôle reste l'équipe d'analystes et d'experts qui forment un *think tank* personnel pour Petraeus et qui élaborent progressivement le plan de campagne combiné. Dès son arrivée à la tête de la Force Multinationale, Petraeus rassemble une équipe de 24 experts (la *Joint Strategic Assessment Team* ou JSAT) dirigée conjointement par le colonel Henry McMaster – le vainqueur de Tal Afar – et par David Pearce du Département d'État. Son rôle consiste à élaborer une stratégie globale constamment révisée et présentée à Petraeus et à Crocker. Ses membres forment un panel très varié dont il a été surtout retenu qu'elle se composait de civils ou de militaires titulaires d'un doctorat. En réalité, George Casey avait déjà effectué le même calcul lorsqu'il demande au colonel Hix de rassembler un conseil de docteurs en sciences politiques spécialistes de la guerre irrégulière. Formée à l'automne 2004, ces « Docteurs sans Ordres » comme ils se baptisent eux-mêmes comptent parmi eux Kalev Sepp, ancien officier des Forces Spéciales et professeur d'études stratégiques à la *Naval Postgraduate School*. Néanmoins, au contraire de la JSAT, cette équipe de conseillers est surtout chargée de rechercher les principes à appliquer en Irak à la fois en révisant les exemples historiques d'insurrection⁸¹ et en parcourant les unités américaines et

⁸⁰. Steve Coll, « The General's Dilemma », *The New Yorker*, 8 septembre 2008.

⁸¹. Dont le résultat est un article par Kalev Sepp paru dans *Military Review* en mai-juin 2005. Dr Kalev Sepp, « Best Practices of Counterinsurgency », pp. 8 à 12.

britanniques déployées en Irak. Parmi les membres de la JSAT, on peut noter le rôle particulier de David Kilcullen, un officier australien docteur en anthropologie et conseiller au Département d'État depuis 2005. En effet, il mêle la réflexion sur le plan de campagne avec de fréquentes apparitions sur le terrain durant lesquelles il évalue la situation locale et l'attitude des troupes américaines. Cette double compétence lui permet de mettre au point plusieurs séries de procédures destinées aux brigades et aux Équipes de Reconstruction Provinciales⁸². Conseillant aussi bien les forces américaines que les agences civiles ou bien encore les unités irakiennes, Kilcullen participe à l'élaboration du plan de campagne, ainsi qu'à celle du guide de contre-insurrection du MNCI ou encore aux procédures de recrutement des futurs « Fils de l'Irak ». À partir des observations de terrain et des comptes-rendus réguliers des unités américaines, Kilcullen assiste donc Petraeus en tant que conseiller principal « contre-insurrection » et garantit ainsi aussi bien la généralisation et la standardisation des procédures qu'une connaissance renouvelée et approfondie de la situation. Il est donc, avec ses collègues du JSAT, un agent de l'orthopraxie vitale à la nouvelle stratégie, tout autant qu'il participe à définir celle-ci en fonction des pratiques et des procédures⁸³. Quant au plan de campagne 2007-2008, il est conçu en partant des objectifs stratégiques de réconciliation à partir desquels est mise en place une stratégie d'influence à destination des différents acteurs et réalisée par une approche militaire mêlant développement, gouvernance, sécurité et opérations sur l'information. Ainsi que le souligne Kilcullen, ce processus inverse les habitudes militaires de la planification en mettant les objectifs politiques au centre⁸⁴. Ce fait n'est pas l'un des moindres pour souligner la rupture avec le mandat du général Casey, puisqu'il souligne l'unité d'effort et d'action que tout commandant doit mener au nom d'un but de nature politique, restaurant ainsi la subordination du militaire au politique propre à la théorie occidentale de la guerre.

La publicité de la contre-insurrection aux États-Unis

Ainsi que le formule lui-même George Bush dans un dialogue avec John Abizaid, le « sursaut » aiderait grandement [à améliorer la situation politique du Président] ici car pour beaucoup « la mesure du succès tient dans la réduction de la violence »⁸⁵. Autrement dit, la décision du « sursaut » démontre à quel point le Président américain lie son sort à celui de l'Irak, ce qui a des conséquences

⁸². David Kilcullen, « Dinosaurs vs. Mammals », diapositives 35 à 38.

⁸³. David Kilcullen, *The Accidental Guerrilla. Op. cit.*, pp.134-135.

⁸⁴. *Ibid.* Voir aussi la présentation de Kilcullen devant la RAND de mai 2008, diapositive 7.

⁸⁵. Bob Woodward, « Outmaneuvered and Outranked, Military Chiefs Became Outsiders », *The Washington Post*, 8 septembre 2008.

politiques immédiates (les élections législatives de novembre) ou plus lointaines (quel héritage laisser à la postérité ?).

Mobiliser la Nation

Il va sans dire également que cette réflexion de George Bush est plus profonde. Elle rend compte d'une réalité complexe liée aux conflits « périphériques », c'est-à-dire ne mettant pas en jeu la survie existentielle de la nation ou les intérêts nationaux au sens large. La contestation au sein de l'opinion publique domestique y est d'autant plus facile qu'il n'existe pas de *consensus* sur les raisons de poursuivre le conflit, d'autant plus si les pertes y sont nombreuses ou régulières. L'attrition est donc d'autant moins tolérable que les succès, même tactiques, brillent par leur absence. Plus que le niveau de pertes, le sociologue Peter Feaver insiste sur cette perception du succès pour évaluer le soutien domestique à l'intervention extérieure⁸⁶. Il est donc crucial non seulement de donner cette impression de succès mais encore, dans le cas de l'Irak, de montrer que ce dernier est durable à travers la réduction des mesures de la violence, critère le plus souvent utilisé par les médias comme par les différents protagonistes des débats sur la poursuite ou le retrait de l'intervention. Dans ce cadre, non seulement le « surge » – fortement contesté entre janvier et septembre 2007 du fait d'un accroissement des pertes militaires américaines – mais encore la doctrine de « contre-insurrection » à travers le FM 3-24 – lui aussi violemment critiqué – sont les éléments centraux d'une stratégie de communication menée aux États-Unis tant à destination de l'opinion publique qu'à celle des institutions politiques et militaires. Loin de débusquer ici un complot de la part de l'administration ou des partisans de la « contre-insurrection », c'est l'attitude même du Congrès qui en est la cause, car celui-ci a monnayé le vote des dépenses additionnelles pour la guerre contre une évaluation régulière de la stratégie au 15 juillet de la part du Président et au mois de septembre par Crocker et Petraeus. Par ailleurs, le Sénat vote une loi conditionnant les dépenses de guerre à l'adoption d'un calendrier de retrait des troupes pour avril 2008 au plus tard ; même si le Président y oppose son veto. À peine formulée, la décision du « sursaut » est donc conditionnée à pas moins de 18 critères d'évaluation et doit donc produire des résultats rapides⁸⁷. La perception de ce qui se passe en Irak joue donc un rôle davantage déterminant aux États-Unis que les opérations militaires. Deux éléments sont centraux qui vont bientôt définir l'histoire mythique du « sursaut » : la promotion du FM 3-24 auprès d'une audience profane, et la mise en scène par les médias de l'audition du général Petraeus devant les commissions du Congrès en septembre 2007.

⁸⁶. Christopher Gelpi, Peter D. Feaver et Jason Reifler, « Success Matters. Casualty Sensitivity and the War in Iraq », *International Security*, vol. 30, n°3, hiver 2005-2006, pp.7 à 46.

⁸⁷. Chambre des Représentants, 110^{ème} Congrès, 1^{ère} session, 8 mai 2007, pp. 12-13.

Le FM 3-24, bible de l'engagement américain en Irak

Le FM 3-24 devient l'icône de la nouvelle stratégie en Irak. De manière inédite pour ce type de document doctrinal ordinairement cantonné aux institutions militaires, le manuel de décembre 2006 connaît une publicité très large. Tout d'abord sur Internet où sa version provisoire de juin 2006 est discutée par les réseaux communautaires gravitant autour de la contre-insurrection, puis dans sa version définitive. À peine publié et mis en ligne, il est téléchargé près d'un million de fois. Plus étonnant, les presses de l'Université de Chicago, éditeur du *Learning to Eat Soup with a Knife*, le best-seller de John Nagl recommandé officiellement à la lecture et préfacé par John Schoemaker, chef d'État-major de l'Army, font paraître en septembre une édition grand public justement présentée par Sarah Sewall et le jeune lieutenant-colonel. Par ailleurs, Nagl et Kilcullen sont régulièrement invités dans des émissions télévisées pour expliquer les tenants et les aboutissants de la stratégie Petraeus. C'est le cas en octobre 2007 pour Kilcullen invité à s'exprimer devant le chroniqueur Charlie Rose. Enfin, les controverses naissantes sur le manuel achèvent de construire sa réputation comme représentant une nouvelle stratégie et une rupture dans la planification et la conduite de la guerre en Irak. Ainsi, à l'automne 2007, les informations faisant état de l'intégration d'ethnologues et de spécialistes des sciences sociales au sein des unités déclenchent l'ire de l'Association Américaine d'Anthropologie qui condamne ces pratiques sur le plan déontologique. Des ethnologues comme Roberto Gonzalez et David Price s'en prennent au FM 3-24 qu'ils accusent de plagiat et de ressortir les vieux démons d'une utilisation des sciences sociales à des fins militaires⁸⁸. Par ailleurs, le message véhiculé par le manuel est relayé par des instituts et des *think tank* proches des promoteurs de la nouvelle stratégie. Il faut notamment citer le travail abouti auquel se livre l'historienne Kimberly Kagan, épouse de Frederick Kagan, à travers l'*Institute for the Study of War*. Son organisme se spécialise surtout sur les études de terrain dans une optique d'histoire militaire. L'ensemble de ces travaux contribue fortement à cristalliser les éléments centraux de la narration du « sursaut ». Ainsi, le couple Kagan – mais essentiellement Kimberly – se livre dès l'automne 2007 à un éloge des opérations militaires en Irak à travers plusieurs rapports publiés dans le *Weekly Standard*, anticipant sur le récit victorieux⁸⁹. Parachevant le travail de l'institut, un documentaire diffusé en mars 2010, *Understanding the Surge*, met en scène les principaux acteurs civils et militaires de l'opération et de la nouvelle stratégie, montrant les liens étroits qui unissent les *think tanks*, les

⁸⁸. David Price, "Pilfered Scholarship Destroys General Petraeus' Counterinsurgency Manual", *Counterpunch*, 30 octobre 2007. Roberto J. Gonzalez, "Toward Mercenary Anthropology? The New US Counterinsurgency Manual FM 3-24 and the Military-Anthropology Complex", *Anthropology Today*, vol. 23, n°3, juin 2007, pp.14-19.

⁸⁹. Kimberly Kagan, "How they Did it. Executing the Winning Strategy in Iraq", *The Weekly Standard*, vol.13, n°10, 19 novembre 2007.

principaux stratèges et officiers responsables de la planification et de la conduite des opérations⁹⁰.

Construire le récit du « sursaut »

Mais les auditions de Petraeus et de Ryan Crocker devant la commission des Forces Armées du Sénat et de la Chambre des Représentants les 11 et 12 septembre 2007 achèvent de construire la narration du « sursaut ». En effet, la polémique lancée contre le général Petraeus avant son témoignage par le mouvement Démocrate anti-guerre « *MoveOn* » a contribué à attirer l'attention de l'opinion publique sur les rumeurs des améliorations. D'autant que le général Petraeus a lui aussi laissé entendre ses conclusions dans une lettre rédigée aux soldats de la Coalition en date du 7 septembre. Bien que prudentes, les évaluations de David Petraeus et de Ryan Crocker concluent que le cycle des violences de la guerre civile a été brisé, ce qui achève de discréditer les assertions de juin, lorsque le sénateur Reid, chef de la majorité démocrate au Sénat, avait affirmé que Petraeus était « en guerre avec les faits » en raison de l'accroissement sensible des pertes américaines à ce moment-là. S'appuyant sur des éléments du plan de campagne, sur les critères de sécurité (niveau des pertes et fréquence des attaques) ainsi que sur la situation politique dans Bagdad et dans les zones sunnites, Petraeus démontre que la violence a commencé à refluer. Il montre également que le « nettoyage ethnique » de Bagdad a cessé, même si les diapositives qui servent à cet effet occultent les modifications profondes de la géographie de la capitale irakienne en faveur d'une plus grande homogénéité communautaire. Les partisans et les adversaires de la guerre en Irak ne peuvent s'y tromper : le pari du Président Bush de convaincre l'opinion américaine, et celui du général Petraeus de « faire un arrêt sur image » dans le processus de transition en freinant l'horloge de Washington semblent tous deux en passe d'être atteint. Le 1^{er} novembre, une conférence de presse de Raymond Odierno confirme ces évaluations et montre le recul territorial sensible des emprises d'Al-Qaïda en Irak, achevant de consacrer la narration victorieuse de la rupture proclamée qu'est la stratégie du « sursaut ».

« Ré-enchanter » la guerre

L'intervention médiatisée de Petraeus au Congrès s'inscrit dans une pratique plus largement observée à Bagdad lors des conférences de presse quasi-quotidiennes données par les porte-paroles de la MNF-I. En effet, ces moments sont caractérisés par la forte perméabilité des journalistes présents aux notions, thématiques et évaluations portées par les militaires. Cela s'explique parce que l'augmentation des violences dans Bagdad en 2006 ainsi que les règles strictes encadrant le suivi journalistique des opérations militaires

⁹⁰. Le documentaire est visible sur <http://www.understandingthesurge.org/> (accédé le 15 mars 2010).

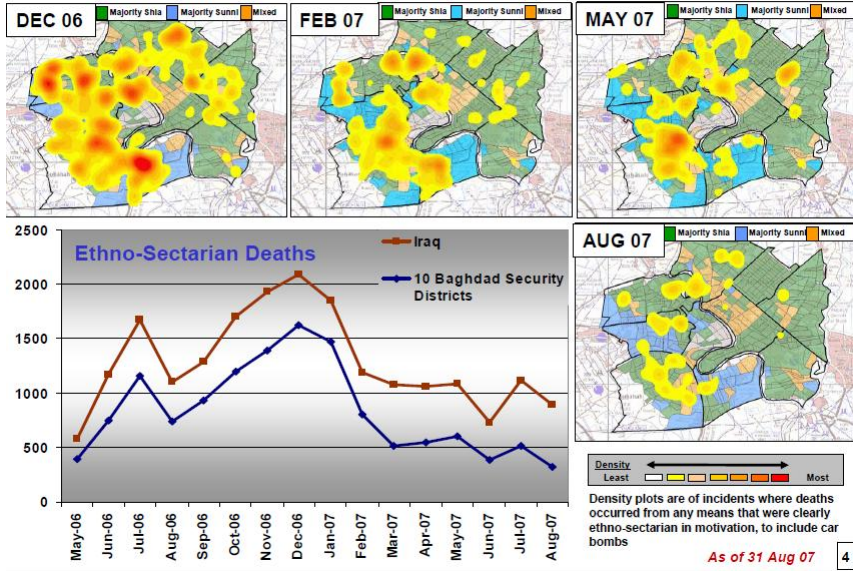
en 2007 accroissent la tendance de la presse à ne se reposer que sur le compte-rendu de la coalition.

Or, ces *briefings* sont mis en scène autour des diaporamas contenant forces graphiques, cartes et données censées rationaliser les opérations militaires⁹¹. Tout comme les diapositives présentées par Petraeus à Washington, ces présentations rendent claires et systématiques les événements marquant de l'espace de bataille. À travers cette présentation de la situation politique et sécuritaire de Bagdad et de ses couronnes émergent deux constats. Le premier tient à la disparition progressive des données concernant les violences ethnoconfessionnelles jusqu'au témoignage donné par Petraeus. Alors que les conférences de presse de 2006 faisaient du *body count* afin de souligner le caractère de « guerre civile », celles de l'année 2007 insistent davantage sur la progression des opérations militaires : construction des COP et JSS, nombre de patrouilles, meneurs insurgés capturés, caches d'armes démantelées, etc. La répugnance à révéler ces données, maintes fois manifestée en mars et en mai 2007, ne le dispute qu'au silence concernant les pertes américaines. L'accent est également mis sur les frappes aériennes « ciblées » et sur les raids afin de souligner le caractère « cinétique » de la « contre-insurrection ».

Le second constat explique le premier : cette construction de « l'espace visible et invisible » répond à la stratégie de communication soulignant le « surge » auprès des audiences domestiques. Il s'agit d'insister au contraire sur les éléments centraux de la nouvelle tactique : l'installation au cœur des populations, le démantèlement progressif d'AQI (cf. les cartes de l'implantation géographique de ce mouvement révélées par Odierno en novembre 2007), la sécurisation de Bagdad. Au contraire, les dynamiques exogènes à l'action militaire responsables de l'amélioration sécuritaire sont tuées. C'est justement le cas des données ethnoconfessionnelles. Comme la controverse concernant la diapositive de Petraeus le souligne, il est possible que l'achèvement du processus d'homogénéisation ethnique de la capitale ait pu jouer un rôle, en amont même des principales opérations de l'été 2007.

⁹¹. Derek Jacoby, "Seeing Red. Baghdad and the Event-ful City", *Political Geography*, n°29, 2010, pp.266-279.

Ethno-Sectarian Violence



Source : Multi-National Force-Iraq (diagramme accompagnant l'audition de Petraeus, 10-11 septembre 2007)

CHAOS RÉVEIL ET SURSAUT
SUCCÈS DU « SURGE » EN IRAK (2007-2009)

CHAPITRE II

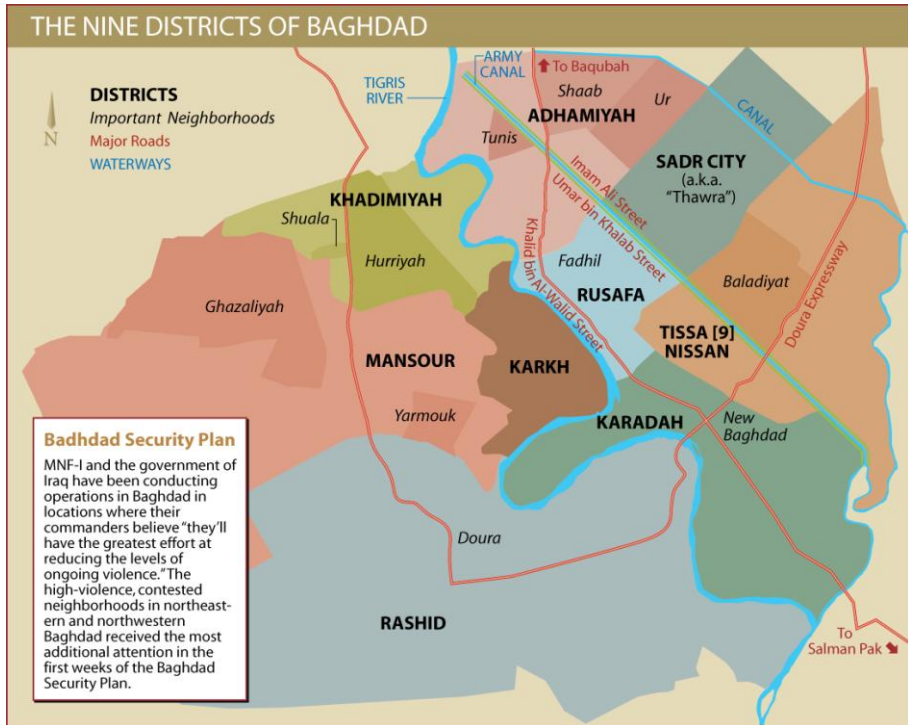
LE « SURSAUT » EN OPÉRATIONS. RISQUES TACTIQUES ET GAINS STRATÉGIQUES

1 - Pourchasser AQI ou protéger les Bagdadis ? La campagne militaire de Raymond Odierno

Le plan de Raymond Odierno, commandant la composante tactique de la Coalition , fortement influencé par son prédécesseur Peter Chiarelli s'articule autour de Bagdad, en lien avec deux constats. Le premier est celui de la centralité de la capitale irakienne dans la stratégie supposée d'Al-Qaïda en Irak. Plus particulièrement, la ville est définie comme le « centre de gravité » du mouvement insurgé dans sa lutte contre l'Armée du Mahdi et son combat pour la constitution d'un Émirat Islamique. C'est ainsi qu'un croquis d'opérations saisi sur un émir qaediste aurait attiré l'attention du général Odierno sur ce fait, divisant la capitale irakienne en cercles concentriques de défense et de contrôle, sur le modèle défini par Saddam Hussein pour les divisions de la Garde Républicaine. En second lieu, la focalisation sur Bagdad répond au recentrage des dynamiques politiques et sécuritaires internes sur la ville, à travers la lutte pour le contrôle des quartiers mixtes et par le fait concomitant qu'elle représente l'essentiel des pertes civiles et militaires. Jusqu'ici, la majorité absolue des tués et blessés américains concernait la province d'Anbar. C'est donc la guerre civile qui recentre l'attention du commandement américain sur Bagdad.

Ainsi, la campagne militaire transcrivant les objectifs politiques du « sursaut » se trouve-t-elle à la confluence de deux impératifs à l'échelon opératif : sécuriser Bagdad et détruire AQI.

Protéger Bagdad : Fardh Al Qanoon



Source : *Institute for the Study of War* (<http://www.understandingwar.org>)

Annoncée le 10 février 2007 et expliquée en détail par le général Fil, commandant la Division Multinationale Bagdad dans une conférence de presse du 16 février, l'opération « faire respecter la loi » (*Enforcing the Law* transcrit par le commandement opérationnel irakien de la capitale en *Fardh Al Qanoon*) consiste à rétablir l'ordre et la sécurité dans la capitale en neutralisant les éléments extrémistes responsables des attentats-suicide (AQI) et du nettoyage ethnique (JAM). Pour cela, il s'agit de quadriller progressivement la ville, de cloisonner les quartiers et de démanteler l'infrastructure politico-militaire des extrémistes. Elle repose ainsi sur un concept opérationnel novateur. En effet, il s'agit, par des opérations simultanées et successives, de sécuriser au plus vite certains quartiers de la capitale. Sur le plan des effectifs, 6 brigades américaines et 5 brigades irakiennes occupent les 5 districts de sécurité : Mansour et Khadimiyah (NO), Karkh (centre), Adhamiyah, Rusafa et Sadr City (NE),

Rashid (SO), 9-Nissan et la péninsule de Karadah (SE). On observe quatre principes dans la mise en œuvre du plan.

Le *continuum* des opérations est illustré par la séquence « nettoyer-contrôler-conserver » qui s'applique dans chaque district, arrondissement et quartier. Comme l'expliquent les généraux Fil et Caldwell – ce dernier étant alors porte-parole de la Coalition –, il s'agit des composantes de la mission de contrôle de zone (*area security*⁹²). En effet, la procédure élaborée consiste à établir des avant-postes et des stations de sécurité, à protéger les marchés, et à modeler les voies de communication par des points de contrôle et la refonte du système de circulation dans les quartiers et dans la ville. Un véritable remodelage de la géographie urbaine en est donc le corollaire. La première phase est cruciale. C'est la raison pour laquelle la brigade « Arrowhead », élément réservé de la Division Multinationale-Bagdad, intervient en renfort de chacune des brigades déployées dans les districts de sécurité afin d'assurer une supériorité numérique localement : il s'agit d'abord de l'opération *Arrowhead Strike 9* (Mansour) en mars 2007, puis de *Arrowhead Strike 10* (Rashid) en mai.

En second lieu, les opérations commencent avant même le déploiement de toutes les brigades additionnelles, prévu entre février et juin. En effet, le déploiement tardif et insuffisant de trois brigades irakiennes à l'été 2006 est considéré comme une des causes de l'échec des opérations *Together Forward*. Dès février, des opérations de contrôle de zone interviennent aux alentours du quartier de Sadr City, situé au Nord Est de la capitale couplées à des actions visant à accentuer la pression sur le mouvement mahdiste qui le contrôle (raids et ratissage). Les districts de Shaab et Ur sont donc les premiers à bénéficier d'avant-postes à partir desquels les patrouilles, la recherche du contact et les points de contrôle de sécurité sont lancées en permanence. L'objectif est double : il s'agit d'interdire le passage des milices vers les autres quartiers de la ville, tout en facilitant l'investissement du quartier qui se prépare à partir du bord Est de ce dernier. C'est la mission confiée à la 2^{ème} brigade de la 2^{ème} division d'infanterie (la brigade « Falcon »), déployée depuis janvier 2007, mais selon le schéma normal de rotation prévu par le Pentagone.

La sécurisation de Bagdad passe également par la pression contre les éléments jugés responsables de l'accélération de la violence. Entre le 16 et le 19 janvier 2007, des arrestations et des raids sont menés contre les « éléments incontrôlés » de l'Armée du Mahdi de Moqtada As-Sadr. Parallèlement, l'interdiction des quartiers adjacents à Sadr City et 9-Nissan permet, sur le modèle de ce que Peter Chiarelli et le général Fil avaient tenté en novembre 2006, de faire drastiquement baisser les meurtres et enlèvements de sunnites dans ces quartiers. Les députés sadristes mettent fin à leur *boycott* du Parlement commencé en novembre, et les milices déposent les armes dans certains

⁹². « une forme d'opération de sécurité destinée à protéger des forces amies, des routes, des installations et des actions dans une zone donnée », *Field Manual 3-90, Tactics*, chapitre 12, partie 7, Washington, DC : Headquarters of the Army, Juillet 2001.

districts. Moqtada As-Sadr quitte l'Irak, officiellement pour poursuivre son *cursum* de théologie en Iran. En réalité, il est fort probable que les actions ciblées soient en partie permises par le jeune cleric afin de « purger » son mouvement des éléments agissant directement sous les ordres des Forces Spéciales iraniennes. D'un autre côté, ces actions militaires, menées avec l'accord du Premier ministre Maliki qui abandonne ainsi sa politique de protection à Sadr, poussent le mouvement à poursuivre la stratégie qui lui a réussi en 2004, à savoir faire profil bas. La suite des opérations dans la capitale va donc consister à démanteler les réseaux d'AQI qui se posent en protecteurs des quartiers sunnites contre la violence sectaire, dès lors que ces zones sont protégées par le dispositif américain. Très rapidement, AQI devient donc l'axe d'effort principal de l'action de sécurisation, étant entendu que la protection de la population ne peut être une action seulement défensive. Le plan « Anaconda » devient l'effet majeur de niveau stratégique : étouffer progressivement les *djihadistes* doit permettre d'accroître la liberté de manœuvre politique des Américains et surtout du gouvernement irakien vers la réconciliation.

Quadrillage

Enfin, il s'agit de s'installer au cœur des populations par un maillage progressivement resserré d'avant-postes et stations de sécurité. Deux de ces bases sont bâties par des compagnies américaines dans l'ouest de la capitale dès le 6 février. Au 10 février, le total est monté à 10 et à 14 le 21 février. En avril, Bagdad est quadrillée par 31 JSS et 22 COP. À partir des JSS, les unités irradient dans de petits avant-postes : dès la fin janvier, deux positions sont établies dans le quartier de Ghazaliyah (à l'ouest), notamment le COP « Casino » établi par le 2^{ème} bataillon du 12^{ème} régiment de cavalerie appartenant à la 2^{ème} brigade de la 1^{ère} division d'infanterie (colonel Burton). Globalement, ces COP (pour *Command Outpost*) maillent essentiellement le Nord et le Nord Est de Bagdad, afin de gêner le nettoyage ethnique et de sécuriser les quartiers sunnites. La brigade « Dagger » (2^{ème} brigade de la 1^{ère} division d'infanterie) opérant dans le Nord Ouest achève son quadrillage du district de Mansour par l'opération *Arrowhead Strike 9* entre la mi-mars et le début du mois de mai 2007. Aidés des unités de la brigade « Strike » qui forme la réserve divisionnaire, les soldats de « Dagger » nettoient Ghazaliyah à partir du JSS « Trasher » établi au cœur du quartier. Dans les zones de Hurriyah et Adhamiyah au Nord Est, la 2^{ème} brigade de la 1^{ère} division d'infanterie opère donc selon le nouveau standard tactique. Après un bouclage et un ratissage de la zone d'installation, JSS et COP sont établis en partenariat avec les forces de sécurité irakiennes. À partir de là, des patrouilles et des raids permettent de collecter du renseignement et de maintenir la pression sur les cellules d'AQI, tandis que la présence policière et militaire permet d'assurer la sécurité des habitants. Les cheiks du Conseil de Quartier sont cooptés pour déterminer les besoins de la population et recueillir les plaintes consécutives aux opérations, tandis que des négociations ont lieu pour obtenir du renseignement. Sur le plan tactique, l'inflexion se remarque

dans la croissance spectaculaire du nombre de patrouilles menées par les forces américaines et irakiennes. Alors que la 1^{ère} semaine de février voyait se dérouler 7 500 patrouilles, on en compte 20 000 dans la seule deuxième semaine du même mois. Toutefois, l'augmentation du nombre des patrouilles ainsi que des avant-postes semble avoir été considérée en tant que telle comme une mesure de l'avancement des progrès opérationnels. L'effet pervers qui en découle produit des situations potentiellement plus risquées pour les militaires américains dont le taux de pertes s'accroît vertigineusement durant les mois de février à mai (de 85 à 131 morts selon l'ONG icasualties.org). Enfin, il faut également dire que si le démantèlement des cellules et des groupes d'AQI dans les quartiers sunnites est un but essentiel de la présence, la protection des populations dans les quartiers chiïtes contre tout attentat-suicide en est le versant positif. De multiples quartiers sécurisés (*gated communities*) ornés de points de contrôle et de murs anti-déflagration brisent la géographie de la capitale et s'érigent sur les lieux publics. Ce contrôle physique des populations, s'il est présenté comme nécessaire, heurte les populations dans leur vie quotidienne, contribuant parfois à accentuer les incertitudes causées par la guerre civile et les violences sectaires. On ne peut exclure non plus qu'il s'agisse de geler les positions respectives et donc d'entériner le « nettoyage ethnique » de la ville.

Ainsi, la phase de nettoyage et de contrôle du nord de la ville est achevée début mars. Selon une logique empruntée à la « tâche d'huile », les bataillons avancent progressivement dans la capitale, en liaison de part et d'autre du Tigre. En mai, le déploiement de la 2^{ème} brigade de la 3^{ème} division d'infanterie dans les abords sud de la capitale permet aux unités déjà présentes de glisser vers le sud. En effet, la tâche de la dernière unité du « sursaut » consiste en premier lieu à interdire la fuite du reliquat d'AQI vers le sud.

La « bataille des ceintures » : Phantom Thunder et l'interdiction des zones de transit

Initier le cordon intérieur

Car l'afflux de troupes supplémentaires au cœur des quartiers de la capitale ne peut suffire à réaliser l'objectif stratégique de sécurisation de Bagdad. Le fait que trois des cinq brigades additionnelles soient déployées aux abords méridionaux et orientaux de la ville ainsi que la création de la Division Multinationale Centre en avril 2006 indiquent où se situe l'effet majeur de niveau opératif. Le renforcement de l'effectif dans cette zone s'explique par la volonté de l'interdire puis de la contrôler car il s'agit des zones de préparation et de transit de l'organisation AQI. Les « ceintures » de Bagdad, cette couronne périurbaine composée des quartiers de banlieue et des villages *sis* le long des voies de communication menant dans la capitale ainsi que sur les rives du Tigre, sont en effet un élément central dans le dispositif des *djihadistes*, du moins selon les militaires américains. Pour le général Odierno, les régions encerclant Bagdad

sont en effet le lieu central où les extrémistes sunnites préparent leurs opérations et préparent les attentats de masse au cœur de la capitale. De fait, deux types d'axes sont cruciaux pour eux : les pénétrantes et les rocades. Les premières permettent d'atteindre le centre-ville et de frapper les places publiques, les marchés et les lieux peuplés de la ville chiïte tout en démontrant l'incapacité du gouvernement et des Américains à assurer la sécurité. Les secondes autorisent une liberté de manœuvre entre les principaux foyers d'AQI dans lesquels le mouvement terroriste s'est transformé en guérilla et exerce le pouvoir effectif, à savoir les abords de Karmah (province d'Anbar), le « triangle de la mort » au Sud-Ouest le long de l'autoroute Ramadi-Bassorah longeant le sud de la capitale, les rives du Tigre à Salman Pak et Arab Jabour, la route menant de Baqubah à la chaîne de Hamrin (au Nord-Est) et le « Triangle Sunnite » au nord.

L'idée de manœuvre consiste ainsi à boucler Bagdad en séparant le cordon intérieur formé par les unités de la capitale et le cordon extérieur interdisant la pénétration d'armes, de voitures piégées ou de militants à partir des sanctuaires extérieurs d'Anbar, de Diyala et de Saladin. Le cordon intérieur est resserré en comblant les trous du dispositif antérieur avec les deux premières brigades du « sursaut » (la 2^{ème} brigade de la 82^{ème} division aéroportée et la 4^{ème} brigade de la 1^{ère} division d'infanterie) qui permettent de joindre les zones Sud (Rashid), Nord-Ouest (Khadimiyah) et Nord-Ouest (Adhamiyah). Reste à établir le cordon extérieur.

Le cordon extérieur

Comme tout effet majeur dont la réalisation doit permettre la réussite de la mission, l'opération de nettoyage et de contrôle des « ceintures » nécessite des actions de modelage et de préparation qui précèdent de plusieurs mois l'assaut proprement dit. Il s'agit de s'installer aux points-clé après reconnaissance des axes, puis d'interdire les accès à la capitale en provenance de l'Est, du Sud et de l'Ouest et enfin de préparer le nettoyage ultérieur. Le dispositif comprend trois brigades de l'US Army, la 13^{ème} Unité Expéditionnaire des Marines (MEU) autour du lac Thar Thar (à 120 kms au nord de Bagdad, entre le Tigre et l'Euphrate) et une brigade d'hélicoptères. Il s'agit dans un premier temps d'interdire les mouvements entre les ceintures et la capitale dans les deux sens, surtout à partir de février lorsque les opérations dans la ville génèrent la fuite des militants radicaux vers leurs sanctuaires. À ce moment, les « ceintures » sont en soutien de l'effort sur Bagdad. En janvier, la province de Diyala est ciblée par une première phase : les sanctuaires de Balad Ruz et de Turki sont nettoyés tandis que les voies de communication entre Baqubah et Muqdadiah sont reconnues. Dans une deuxième phase, des raids et des actions de ratissage sont menés afin de semer l'insécurité dans les zones préparatoires de la vallée de la Diyala entre ces deux dernières villes. Enfin, des unités s'installent au cœur de la vieille ville de Baqubah afin de sécuriser les négociations menées avec les cheiks des deux communautés chiïtes et sunnites.

Le processus de réconciliation entre les communautés et avec les autorités provinciales et nationales est reproduit en mai dans plusieurs points-clés de la province en lien avec la formation de milices tribales et de forces de sécurité locales. La province d'Anbar est également incluse dans la manœuvre de soutien aux opérations au sein de la capitale. Contrairement à la précédente, l'effort porte essentiellement sur la poursuite de la reconquête de Ramadi (opération *Murfreesboro*) et sur celle de la ville de Hit située sur les axes d'infiltration entre la Syrie et Bagdad. Toutefois, la mission principale fixée par la force expéditionnaire des *Marines* en charge de la Force Multinationale Ouest (Anbar) est similaire à celle menée dans les environs de Baqubah : harceler, renseigner et interdire Bagdad, Fallujah (qui fait l'objet d'une première phase de quadrillage en vue d'une reconquête en mai –opération *Alljah*) et Ramadi à partir des rives du lac Thar Thar, principale zone de préparation d'AQI dans la région.

Phantom Thunder

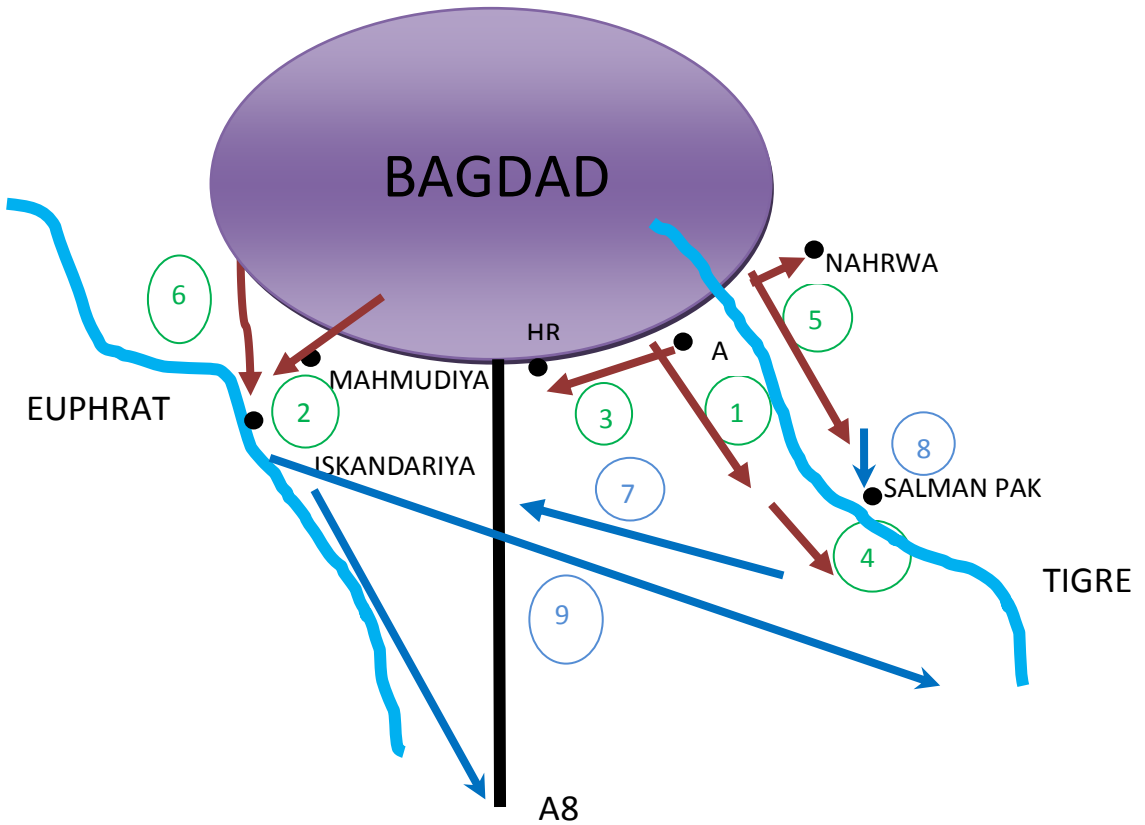
Le 15 juin, l'opération *Phantom Thunder* déclenchée par le Corps Multinational ouvre la phase de nettoyage proprement dite des « ceintures » de Bagdad. Pendant deux mois, trois zones sont particulièrement ciblées en deux temps. Dans un premier temps, les opérations se concentrent sur les carrefours majeurs pour les actions insurgées. *Arrowhead Ripper* cible Baqubah, capitale provinciale de la province de Diyala, au Nord de Bagdad. Il s'agit d'isoler la ville puis de l'investir à partir de ses limites occidentales tout en bloquant les accès en provenance du Nord Ouest (Khalis) et du Sud-Ouest (Khan Bani Sa'ad). *Marne Torch*, menée par la 2^{ème} brigade de la 3^{ème} division du colonel Terry Ferrell, dernière unité déployée dans le cadre de l'escalade des effectifs, vise à nettoyer les deux rives du Tigre au Sud de Bagdad, dans le sens des aiguilles d'une montre et s'y installer. L'infiltration initiale dans la zone à Hawr Rajab et à Arab Jabour ne va pas sans rudes combats. Parallèlement, la 3^{ème} brigade du colonel Grisby rompt les lignes de communication d'AQI sur la rive orientale du fleuve. Enfin, *Alljah* consiste à quadriller Fallujah, 50 kms à l'Ouest de Bagdad, par un maillage de 11 postes de police placés sous la protection des militaires américains et irakiens, qui agissent donc en soutien de la police locale recrutée par les cheiks de la cité.

Dans un deuxième temps, le nettoyage se poursuit de manière à relier les zones d'opérations dans un cordon étanche. La deuxième phase de *Arrowhead Ripper* débute le 17 juillet par des opérations de ratissage et des raids en direction de Khalis, 80 kms au Nord de la capitale. Deux bataillons américains profitent de la montée en puissance des policiers locaux et de milices de quartier pour pousser ensuite simultanément vers Khalis et Khan Bani Sa'ad. L'objectif est d'achever le bouclage de Baqubah et de faire pression sur les insurgés présents dans les deux villes. Parallèlement, un troisième bataillon entame une série d'opérations destinées à tester le dispositif ennemi et à entamer le nettoyage dans la vallée de la Diyala au Nord-Est de la capitale provinciale. Préalablement,

les cavaliers ont mené des actions humanitaires et réconcilié des tribus dans les villages limitrophes. Le mouvement de négociation et de recrutement de milices déborde sur Khalis à partir de la fin juillet dans l'optique de la phase « tenir ».

Au Sud-Est de Bagdad, la 4^{ème} brigade de la 3^{ème} division d'infanterie déclenche *Marne Avalanche*, effort principal de la division durant le mois écoulé entre mi-juillet et mi-août, vise à nettoyer l'autoroute entre Bagdad et les villes chiïtes du Sud dans le « Triangle de la Mort » (Iskandariyah, Mahmudiyah, et Yusufiyah). En parallèle, les actions sur le bord du Tigre se poursuivent en direction de Salman Pak tandis que la 2^{ème} brigade oblique vers l'ouest afin de faire sa jonction avec la 4^{ème} au niveau de l'autoroute A8. Dans la zone de responsabilité de la Division Centre, l'effort vers le Sud et l'Ouest est rendu possible par le recrutement local des premiers « Fils de l'Irak ». C'est le cas en juillet à Hawr Rajab et à Arab Jabour. Pour ce qui concerne Anbar, le *Regimental Combat Team 6* des Marines investit le village de Karmah, situé entre l'Euphrate (Falloujah) et le « Triangle Sunnite ». L'opération *Black Diamond* (juillet-octobre) reprend les fondamentaux mis en œuvre à Ramadi, c'est-à-dire le quadrillage progressif de la cité selon la « tâche d'huile » par l'installation d'un maillage de postes de police où militaires américains, policiers recrutés dans les forces « tribales » et soldats irakiens vivent et travaillent de concert.

À la fin du mois d'août, *Phantom Thunder* a atteint son objectif de bouclage du cordon extérieur de la capitale de l'Irak. Les opérations successives menées simultanément dans l'ensemble de la région des « ceintures » ont permis d'éviter que les insurgés esquivent les coups américains en fuyant les combats. Particulièrement meurtrière et éprouvante, l'opération a également révélé la nécessité de généraliser le recrutement de milices locales et de gardes citoyennes afin de libérer les forces américaines pour d'autres tâches. Par ailleurs, les opérations de nettoyage et de contrôle se sont accompagnées d'actions visant à légitimer la présence américaine auprès des populations locales. Le 13 août, le général Odierno ordonne donc de passer à la phase suivante qu'il baptise *Phantom Strike*.



Les opérations *Phantom Thunder*, *Phantom Strike* et *Phantom Phoenix* dans les ceintures méridionales de Bagdad (Brigades 2/3ID, 3/3ID et

LEGENDE :

HR : Hawr Rajab

AJ : Arab Jabour

1 : Marne Torch (juin-juillet 07)

2 : Marne Avalanche (août-septembre 07)

3 : Marne Husky (août-septembre 07)

4 : Marne Torch II (septembre-octobre 07)

5 : Marne Anvil (octobre-janvier 07-08)

Pourchasser AQI : Phantom Strike et le nettoyage des sanctuaires

Il faut en effet exploiter l'interdiction et la prise de contrôle du cordon extérieur en déniaut aux insurgés toute possibilité de se regrouper. Pour cela, *Phantom Strike* emprunte deux procédés. Il s'agit d'abord de confiner ce qui reste d'AQI aux marges de l'Irak et pour cela de poursuivre le nettoyage des sanctuaires méridionaux et orientaux, tout en assurant le contrôle des régions déjà conquises. Puis, le commandement décide de décapiter l'organisation *djihadiste* et les éléments « incontrôlés » de l'Armée du Mahdi par des raids et une pression continue exercée sur eux.

Décapiter les organisations « extrémistes »

Sur le second point, le détail des raids et des arrestations menés entre août 2007 et janvier 2008 compte moins que le fait que ces actions acquièrent une efficacité jusqu'alors inégalée. Cela tient en effet à deux facteurs. Le premier est la qualité et la quantité croissante d'informations qui parviennent aux militaires de la coalition en raison de la prise de contrôle des zones ciblées par l'insurrection puis de la réorientation de la force vers les populations. Il faut également tenir compte de la fusion des différents organes des Forces Spéciales et de leur intégration au sein du dispositif. À rebours des années précédentes, unités spéciales et unités régulières collaborent dans l'arrestation et le démantèlement des cellules, tandis que la synergie déclenchée par le plan de campagne de Petraeus génère une accélération constante du cycle opérations-renseignements. Les phases de nettoyage et de contrôle consistent ainsi à collecter le renseignement nécessaire aux actions policières, tandis que les raids accroissent la remontée des filières et le démantèlement des réseaux, facilitant l'action militaire ou civilo-militaire. Les « cellules de fusion » (*fusion cells*) qui coordonnent dans chaque brigade la collecte et la dissémination des renseignements en provenance de sources et de supports multiples sont essentielles à ce fait. Connectées à la *Joint Task Force* de la base aérienne de Balad, elles sont la courroie de transmission entre les analystes civils et militaires de toutes les agences de renseignement du gouvernement américain présentes en Irak et les unités régulières ou spéciales, permettant une actualisation des informations en temps réel et une efficacité accrue de la décapitation⁹³.

Confiner AQI

Le premier point est plus important en ce qu'il inscrit les unités américaines dans une logique d'opérations continues et simultanées sur une période de plusieurs mois. Dans la province de Diyala, une série d'opérations de niveau division, brigade ou même bataillon entreprend la conquête de deux bastions

⁹³. Robin Wright et Jobby Warrick, « US Teams Weaken Insurgency in Iraq », *The Washington Post*, 6 septembre 2008.

ruraux de l'insurrection *djihadiste* sunnite. Il s'agit d'abord de nettoyer la vallée de la Diyala et le sanctuaire du « grenier à blé » situé entre la rivière et le Lac Hamrin. En août, la division nettoie la route entre Baqubah et Muqdadiyah (*Lighting Hammer*) tandis que le « grenier à blé » est nettoyé à la fin du mois de novembre (*Iron Reaper*). Parallèlement, la division Nord lance des offensives pour harceler et nettoyer les bastions des provinces du Nord compris entre Mossoul et la rivière Za'ab, un affluent oriental de l'Euphrate. Au Sud de la capitale irakienne, la division Centre achève de nettoyer la vallée du Tigre dans les zones interstitielles entre Arab Jabour et Salman Pak tandis que d'autres unités poursuivent les insurgés sunnites et les extrémistes chiites jusque dans le nord de la province de Babylone. Le « Triangle de la Mort » est sécurisé entre décembre et janvier (*Marne Roundup*). En Anbar, les Marines nettoient les abords du lac Thar Thar entre juin et décembre, tandis que l'opération *Mantini* coordonne le ratissage du nord de la province et aboutit en novembre au transfert de la zone d'opération « Denver » (ouest d'Anbar) aux forces de sécurité irakiennes.

***Phantom Phoenix* : sécuriser les centres urbains**

Phantom Strike se poursuit dans l'opération *Phantom Phoenix* annoncée en janvier 2008 par Raymond Odierno dont l'objectif est de sécuriser les grands centres urbains et de promouvoir le développement économique des zones contrôlées. C'est ainsi que l'opération *Iron Harvest* de la Division Nord investit Mossoul et vise à démanteler les réseaux de fabrication et d'acheminement des voitures piégées autour du « grenier à blé » (*Raider Harvest*) et de Kirkouk (*Warrior Harvest*). La division Centre entame sa transition vers les actions militaires et civilo-militaires de fond à cette occasion : *Marne Fortitude II* cherche à développer la gouvernance, les services essentiels et l'économie dans la région du Tigre alors que *Marne Piledriver* (avril 2008) cible la zone du « Triangle de la Mort ». La division Ouest est entrée dans la phase de reconstruction dès octobre 2007. Dans un ordre d'opération daté de ce mois, le général Gaskin annonce que la division se réoriente vers l'objectif du transfert aux autorités provinciales. L'opération *Next Step* prévoit que les conditions de stabilisation soient réunies pour août 2008 dans la province d'Anbar.

En revanche, le cas des « extrémistes » chiites est plus complexe à traiter du fait du retrait puis de l'annonce d'un cessez-le-feu par Moqtada As-Sadr. En effet, le quartier de Sadr City ou les villes du Sud restent aux mains de groupes « renégats » (ou considérés comme tels par les comptes-rendus officiels américains) dont il est difficile de saisir les liens exacts avec le jeune clerc chiite, tant l'organisation du Martyr Sadr et l'Armée du Mahdi sont traversées par des lignes de fracture complexes. De ce fait, les actions de sécurisation de la population dans les faubourgs de Sadr City ou de 9-Nissan sont d'autant plus meurtrières que les militants gardent leur emprise et que le « nettoyage » n'est pas véritablement entamé, faute de volonté politique et militaire du côté irakien

et, américain⁹⁴. La conquête des bastions de Sadr n'appartient pas aux priorités de Petraeus, au contraire de ceux d'AQI. Cela ne remet cependant pas en cause la volonté d'empêcher les militants extrémistes de poursuivre le nettoyage ethnique de la capitale. Mais cela signifie qu'AQI reste l'axe d'effort américain, les actions contre les éléments chiites étant de l'ordre de la pression continue.

Entré dans la phase III de la séquence « nettoyer-tenir-construire » au début de l'année 2008, le Corps Multinational permet donc au général Petraeus de mener sa stratégie d'influence et d'avancer vers l'objectif politique que celui-ci s'est fixé. Commencées par la protection des populations, les opérations militaires s'achèvent en partie dans les actions cinétiques contre AQI, puisque les forces américaines investissent Mossoul considérée comme son dernier sanctuaire au cours du mois de janvier tandis que les opérations visant à interdire ses abords et à nettoyer les sanctuaires ruraux entre Diyala et Saladin se terminent dans la seconde partie du mois de juillet. À vrai dire, la présentation de sa stratégie par Petraeus *a posteriori* insiste sur la centralité de l'objectif « étouffer » AQI : le plan « Anaconda » est donc devenu l'élément clé du Plan de Campagne. Cela relativise pour le moins la distinction conceptuelle couramment effectuée entre l'approche centrée sur la population et l'approche focalisée sur la neutralisation et la destruction de l'ennemi. Le volet militaire du « sursaut » semble démontrer qu'elles sont complémentaires et s'interpénètrent constamment.

2 - Une action inter-domaines : l'articulation des lignes d'opérations logiques de Anaconda

Si l'action militaire « guerrière » forme l'essentiel des opérations, elle ne suffit pas. Dans le cadre d'une manœuvre politique globale, les succès tactiques doivent être exploités faute d'être sans lendemain. Cette prise de conscience est à l'origine de la stratégie développée par l'équipe Petraeus pour 2007-2008. Sur le plan théorique, il convient donc de s'interroger sur le caractère systémique et cumulatif des actions militaires, à travers la réorientation de la force, la production de la légitimation et la problématique posée par la montée en puissance des forces de sécurité irakiennes.

⁹⁴ . Le livre du reporter David Finkel, *The Good Soldiers*, New-York: Farrar, Strauss and Giroux, septembre 2009, traduction *De bons petits soldats*, Paris : Robert Laffont, février 2010, retrace les opérations d'un bataillon en charge du quartier de 9-Nissan, un faubourg déshérité situé au sud de Sadr City. Cette unité, bien que suivant en théorie les principes définis par Petraeus et le FM 3-24, peine à gagner la confiance des populations. Par ailleurs, le témoignage de l'auteur est capital sur le fait que la zone ne bénéficie pas de l'intérêt des autorités civiles et militaires, américaines comme irakiennes. David Petraeus ne s'y rend en visite que le 22 septembre. Tout se passe comme si la mission réelle du bataillon et de sa brigade, la 4^{ème} de la 1^{ère} division d'infanterie, ne consistait en fait qu'à fixer les éléments, renégats ou non, de l'Armée du Madhi.

S'installer au cœur des populations et réorienter la force

En théorie, l'installation au cœur de la population est l'élément déclencheur d'une série de progrès cumulatifs et non linéaires déniaient à l'ennemi toute emprise sur le terrain ou les populations. Il s'agit de protéger les populations par des actions n'ayant que l'apparence de la défensive de manière à faciliter la collaboration entre celles-ci et les militaires. En d'autres termes, la présence permet de séparer physiquement et psychologiquement les insurgés des locaux.

S'insérer dans le tissu urbain

La force doit donc produire deux effets empiriques aux yeux de la population comme de l'insurgé réputé étranger à cette dernière : elle doit frapper celui-ci tout en protégeant celle-là. Les procédés militaires consistent donc non à rechercher l'ennemi pour le fixer et le détruire, mais à agir en premier lieu pour gagner la confiance des locaux (par la sécurité – c'est la protection –, la restauration des « services essentiels », et une meilleure gouvernance locale). Neutraliser ou détruire les insurgés intervient donc tout au long du processus de légitimation. En amont, défaire les insurgés est un préalable à la restauration de la sécurité des habitants, tandis qu'en aval c'est la présence qui attire les actions ennemies contre les forces américaines ou leurs supplétifs. C'est en cela que les actions tactiques cinétiques peuvent apparaître comme défensives et périphériques : on ne poursuit pas forcément l'ennemi pour lui-même. Cependant, dans un troisième temps, lorsque la force a gagné la confiance de la population, la théorie veut alors que l'ennemi soit de nouveau pourchassé et démantelé. C'est la raison pour laquelle les opérations militaires de 2007-2008 discriminent entre trois zones. Si la première doit être protégée car elle focalise les efforts de la force, une seconde doit être investie de manière à en chasser les groupes insurgés tandis qu'une troisième est le théâtre d'actions de modelage préalable à son investissement, ou alors de raids ou de ratissages visant à maintenir la pression aux marges.

L'exemple des opérations dans les arrondissements de Mansour, de Rachid (ceux-ci étant majoritairement Sunnites) et de 9 – Nissan (Chiïte) permet d'évaluer la pertinence de cette théorie. Plus précisément, le choix de 4 bataillons se justifie à la fois par l'échelon observé – le niveau bataillon ne rendant pas compte quotidiennement aux généraux Odierno et Petraeus et consistant le pion élémentaire de la manœuvre du « sursaut » ainsi que par la diversité de l'environnement local. Le 2-12 CAV opère dans Gazaliyah sur le front du nettoyage ethnique, le 1-5 CAV lutte contre AQI dans Ameriyah, tandis que le 1-4 CAV doit empêcher les infiltrations *djihadistes* sur Douira en provenance des faubourgs méridionaux. Enfin, le 2-16 INF fait pression aux marges de Sadr City.

L'installation au cœur des zones peuplées de la zone 1 est préalable à la réorientation de la force vers la protection des locaux. Dans la zone d'opération dévolue aux unités de la 2^{ème} brigade de la 1^{ère} division d'infanterie (district de

sécurité de Mansour), l'antériorité en revient au 2-12 CAV (COP Casino et Wildcard) avant même le début de l'opération *Fardh Al Qanoon*. Cela s'explique surtout du fait de la position de ligne de front face aux milices chiïtes, celles-ci poursuivant le « nettoyage ethnique » à partir des quartiers de Shula et de Khadamiyah, situés au nord. De ce fait, l'accent est mis sur la sécurisation des populations sunnites au plus près, tandis que des murs barrent l'accès à Ghazaliyah en provenance du nord. Rapidement, le COP Casino – transformé en JSS – et le JSS Trasher deviennent les cœurs d'où rayonnent les opérations de nettoyage en « tâche d'huile » et les missions visant à « engager » les populations. Au contraire, dans la zone de responsabilité du 1-5 CAV (Ameriyah), la prégnance d'AQI est telle que la priorité semble être de harceler celui-ci par des raids et des ratissages (c'est d'ailleurs l'idée de manœuvre du colonel Burton commandant la Brigade « Dagger »). Mais la faiblesse du renseignement consécutive à la rareté des interactions avec les leaders locaux et à la méfiance témoignée par la population envers les policiers et militaires irakiens majoritairement chiïtes rend ces opérations inefficaces. De plus, la localisation du quartier au confluent de la route reliant Bagdad à Falloujah explique les infiltrations nombreuses en provenance de l'ouest. Dans ce contexte, les mesures de contrôle des communications (points de contrôle, barrières pour interdire les sorties des pénétrantes autoroutières en provenance d'Anbar, couvre-feu) s'avèrent plus efficaces mais ne résolvent pas le problème de la confiance. Le choix de bâtir un COP dans le nord ouest de la zone n'intervient qu'en mai. Confronté immédiatement à la réaction des insurgés, le lieutenant-colonel Kuehl comprend alors qu'il lui faut au plus tôt obtenir le soutien des imams ou des cheïks qui doivent être protégés des représailles *djihadistes*. De manière opposée, le 1-4 CAV déployé à Doura met immédiatement en œuvre une présence permanente, 24 heures par jour et 7 jours par semaine, à base de patrouilles constantes (2 sections sont continuellement dans la rue) qui sont l'occasion d'un recensement de la population locale, mais aussi de l'établissement de COP. Le bataillon peut compter sur les renseignements obtenus par l'opération « rencontres rapprochées » mise en place par l'élément antérieurement chargé de la zone, le 2-12 INF. À la fin du premier mois de déploiement, en mai 2007, le 1-4 CAV est capable de développer suffisamment de sources pour identifier les réseaux d'AQI et débiter des négociations avec des *leaders* locaux désireux de chasser les *djihadistes*. En parallèle, les COP servent de point de focalisation pour des actions de reconstruction des infrastructures essentielles financées via le CERP. Pour ce qui concerne le GTIA installé dans le district de 9-Nissan, les circonstances sont différentes. En fait, le 2-16 INF du lieutenant-colonel Kauzlarich ne parvient pas à édifier d'avant-poste avant le mois de mai du fait de l'hostilité des miliciens et de l'impossibilité concrète de protéger les informateurs ou les partisans. Ce déficit de contrôle se manifeste davantage encore dans les patrouilles, puisque la plupart de celles que le bataillon programme sont montées sur Humvee, à la manière de celles qui portaient des

FOB. La mainmise des milices chiïtes sur la population joue certainement un rôle dans l'opposition systématique de la population.

S'appuyer sur les locaux

Le problème de cette première phase de la réorientation de la force est donc double. En premier lieu, l'insuffisance des effectifs et le fait que ces zones aient fait l'objet d'une manœuvre d'économie des forces rend l'abordage complexe et risqué. De ce fait, installer un ou plusieurs avant-postes nécessite une action simultanée de prise de contact avec la population, sous la forme de patrouilles de recensement ou de négociations avec les *leaders*. Parallèlement, cet usage « non-cinétique » de la force est complété par des mesures plus agressives visant à faire pression sur les insurgés. Elles sont complétées par une opération agressive de « nettoyage » une fois les premiers avant-postes sécurisés. En second lieu, l'attitude de la population et envers la population est fondamentale. En effet, il s'agit de gagner la confiance, dans le sens où la répulsion des insurgés ne suffit pas : il faut que les habitants soient sûrs que la force va demeurer pour les protéger des représailles. En sus, les leaders locaux doivent être convaincus de la nécessité et de leur intérêt : là aussi le contrôle effectif de la zone, dans le sens d'une reprise d'initiative par l'installation au cœur des quartiers d'un poste dont le retranchement ne peut être synonyme de pusillanimité mais bien de prudence et de présence, peut susciter la collaboration.

En d'autres termes, la condition *sine qua non* est certainement la mise en place de forces de police ou de sécurité ancrées localement. Cette leçon est tirée par les *Marines* en Anbar puisqu'à Ramadi, Hit, Fallujah ou Haditha, l'installation au sein d'avant-postes dans le cadre d'un maillage en circonscription policières (*precincts*) s'accompagne du partenariat avec la police locale souvent recrutés par les cheiks hostiles à AQI. Au contraire, la sécurité des districts, quartiers et arrondissements de Bagdad est la responsabilité d'unités de la police nationale, corps au recrutement ethnique. Dans ces conditions, les forces chargées de la sécurité et de la police ne peuvent obtenir la confiance des populations.

Dans le quartier d'Ameriyah, cette lacune est comblée lorsque des groupes insurgés nationalistes prennent contact avec l'état-major du 1-5 CAV dans le courant du mois de mai, c'est-à-dire une fois les premiers avant-postes installés. Alliance entre des groupes d'autodéfense, des éléments nationalistes comme ceux commandés par Abu Abed – ancien officier dans l'armée irakienne – et des groupes baasistes (comme la Brigade de la Révolution de 1920), la formation baptisée « Chevaliers des Deux Rivières à Amariyah » affronte AQI. Initialement hostiles à toute coopération formelle avec les unités américaines, les insurgés sunnites acceptent finalement de collaborer à la collecte du renseignement, à la tenue de points de contrôle et à la sécurité rapprochée des résidents en échange de l'appui-feu américain. Une mosquée sert de centre de coordination et de planification. Parachevant l'édifice, le lieutenant-colonel

Kuelh négocie avec la brigade irakienne le blanc-seing du ministère de la défense et la fourniture d'armes et de munitions aux éléments anti-AQI.

On retrouve là une grande similitude avec le phénomène du « Réveil d'Anbar » en ce sens où les sunnites sont à l'initiative d'un accord avec les Américains dès que ceux-ci montrent leur volonté de s'installer au cœur des zones peuplées. Lors de la « bataille des ceintures », les unités américaines prennent donc à leur tour l'initiative de contacter les *leaders* locaux et de négocier avec eux.

Produire les effets de légitimation

Une fois l'ennemi déstabilisé et chassé hors de la zone d'opération, il s'agit de construire la légitimité des « libérateurs » afin d'éviter d'entrer dans le cycle d'aliénation observé au début de l'occupation. En effet, le gain « des esprits et des cœurs », c'est-à-dire l'acceptation locale de la présence militaire, est central en contre-insurrection. Or, cette idée traduit en fait le concept politique de légitimation. Celui-ci peut se comprendre comme la recherche de l'adéquation entre les structures objectives du pouvoir et les croyances des populations locales sur ce qui est acceptable ou non. En d'autres termes, la présence militaire doit se présenter comme souhaitable, et ce processus débute justement par elle.

Mettre en adéquation les actions et les attentes locales

Analytiquement, il s'agit à la fois de modifier l'identité perçue des militaires, pour faire entrer ces derniers dans un rôle qui ne se définit pas seulement par la coercition (acceptée ou non) mais également par la promotion du bien-être social collectif ou individuel, et de mettre en accord les attentes locales (notamment en termes d'infrastructures de service public) avec les réalisations effectives. Comme en 2003, les actions civilo-militaires forment le cœur tactique des opérations de légitimation. Mais la différence essentielle tient dans l'autonomie relative de ces dernières. Si en 2003 il s'agissait d'améliorer les conditions de vie de la population en phase post-conflit, l'intégration des ACM est subordonnée en 2007 à la poursuite d'un but politique et stratégique, à savoir le ralliement des populations au gouvernement irakien. D'autre part, les ACM jouent également un rôle tactique visant à faciliter les opérations militaires en cours par un impact micro-local afin de gagner la « confiance » des populations, version interpersonnelle de la légitimité⁹⁵. À l'intersection de ces deux modalités d'application de la participation militaire à la reconstruction de la gouvernance et au développement économique, gisent les opérations sur l'information. Elles doivent permettre de prendre l'ascendant dans les composantes « immatérielles » de la bataille en contrôlant et orientant les

⁹⁵. Christian Olsson, « Le « civilo-militaire » peut-il concourir à la bataille pour « les cœurs et les esprits » des populations ? », Bulletin du Réseau Francophone des Opérations de Paix, 1^{er} octobre 2009.

allégeances et les représentations politiques de la population. De fait, opérations informationnelles, actions civilo-militaires et négociations avec les responsables communautaires locaux forment un triptyque visant à bâtir un *consensus* d'intérêts entre la population et les militaires américains contre les « extrémistes » mais aussi à faire intérioriser par les locaux la légitimité de la présence et des actions américaines et gouvernementales.

CERP et EPRT

Sur le plan pratique, les unités américaines disposent de deux outils : le microcrédit financé par le Fonds d'Urgence des Commandants d'unité (CERP) et les Équipes de Reconstruction Provinciales intégrées aux brigades. Le premier est davantage orienté vers le gain de la confiance au niveau tactique et sert donc dès les phases de conquête. Tandis que le second concourt à l'objectif politique de réconciliation défini comme la création de liens sociaux horizontaux et verticaux. En effet, contrairement à de simples missions civilo-militaires, les EPRT cherchent à s'appuyer sur les *leaders* locaux pour les amener à « reconnaître les opportunités d'accommodation et de compromis ». En *sus* de la légitimation locale de la présence militaire, le développement forme un deuxième volet de l'action des EPRT mais toujours en lien avec la contre-insurrection⁹⁶. Ainsi, dans les faubourgs méridionaux des « ceintures », les équipes du Département d'État sont-elles intervenues après l'amélioration de la sécurité pour proposer de relancer l'économie essentiellement agricole et rurale des arrondissements de Arab Jabour et Hawr Rajab.

Outre le plan de distribution de semences à haut rendement, l'essentiel a surtout consisté à développer la filière avicole par un soutien technique et financier⁹⁷. Dans Bagdad, le travail des EPRT s'est focalisé sur les infrastructures essentielles notamment pour l'amélioration des voies de communication. En revanche, la réouverture des marchés locaux, l'appui au commerce de proximité ou la remise en état des réseaux d'eau, d'électricité ou de traitement des eaux usées s'est davantage appuyé sur les fonds apportés par les commandants tactiques. De fait, la légitimation a été centrale dans ces actions : après un recensement des besoins des populations (soit directement à partir des JSS, soit indirectement via les conseils de cheiks ou les conseils de quartier), les militaires ont ciblé les communautés et les *leaders* à favoriser (l'aide est donc conditionnelle) et ont fait réaliser les travaux par des contractants et une main d'œuvre issus des quartiers. À noter que la collecte des plaintes liées aux pertes humaines et matérielles et leur réparation est un autre volet central de la légitimation. Enfin, le processus d'encadrement et d'assistance dans les

⁹⁶. Department of Defense Bloggers Roundtable with Philip Reeker, *Counselor for Public Affairs, Department of State*, Bagdad, 3 août 2007, p. 2.

⁹⁷. Kevin Stabinsky, « Provincial Reconstruction Team Helps Farmers' Union Grows », *3rd Infantry Division Public Affairs*, 3 mars 2008.

domaines non-cinétiques est calqué sur celui des forces de sécurité locales : *coach, teach, mentor*. Il s'agit donc aussi de préparer les conditions matérielles de reconstruction post-conflit, notamment à partir de l'entrée de la MNFI dans la phase III.

Encadrement, partenariat, supervision ; la problématique des ISF

Plutôt que de transférer les responsabilités liées à la sécurité aux unités irakiennes sans attendre de ces dernières qu'elles soient prêtes, efficaces, non partisans et non corrompues, le « sursaut » va considérer que la formation d'effectifs suffisants (« la quantité est une qualité en soi » selon David Petraeus et le général James Dubik, commandant la formation des forces de sécurité irakiennes) doit opérer en trois étapes. Dans un premier temps, les Américains opèrent en partenariat avec des unités irakiennes aux plus bas échelons tactiques avant de conseiller les Irakiens dans leurs propres opérations puis de mener une assistance technique et une surveillance aux échelons de commandement dans un troisième temps. De fait, l'encadrement et le partenariat doivent permettre également un transfert plus sûr et plus rapide aux forces irakiennes.

Par ailleurs, l'existence de forces de sécurité irakiennes compétentes est considérée comme cruciale car palliant au manque d'effectifs pour tenir le terrain et capable d'agir en parfaite connaissance de l'environnement opérationnel. Enfin, le but politique escompté reste la formation de forces armées et de sécurité aptes à autonomiser le gouvernement irakien. En ce sens, la nomination d'un général irakien pour superviser *Fardh Al Qanoon* ne relève pas que de la communication diplomatique mais bien d'une volonté d'apprentissage, étant entendu que la coopération et le partenariat en sont les formes les plus efficaces après 4 années de tentatives infructueuses pour faire surgir une nouvelle armée irakienne selon les standards occidentaux.

Bâtir les forces de sécurité irakiennes

Initialement en effet, le projet défendu par le Département de la Défense et l'Autorité Provisoire de la Coalition consistait à former une armée apte à défendre les frontières et à limiter les forces de sécurité internes aux forces de police. L'impératif de contre-guérilla impose rapidement la formation de forces paramilitaires composées d'Irakiens en deux projets concurrents avant que celui de la Garde Nationale Irakienne (projet de la JTF-7) ne soit absorbé dans la création d'un *Iraqi Civil Defense Corps* confié aux militaires à compter de l'automne 2003. La stratégie définie par le général Casey entre l'été 2004 et le printemps 2005 place la création de forces de sécurité locales irakiennes au centre de l'axe d'effort de la Coalition pour des raisons politiques et idéologiques évidentes. Le *Multinational Security and Transition Command-Iraq*

(MNSTC-I) est mis en place sous l'autorité du général Petraeus en juin 2004. Dans un premier temps, la formation initiale des unités irakiennes tout juste créées est confiée à une unité de Réserve spécialisée, la 98^{ème} division d'infanterie. À compter de mars 2005, le concept des Unités Militaires de Transition (MiTT) se développe avec le partenariat que Casey impose à chaque unité américaine. En effet, il s'agit de générer au plus vite les forces pour accélérer la transition et le retrait au fur et à mesure du repli américain dans les bases périphériques et de la montée en puissance supposée du gouvernement irakien. Les MiTT sont composées de conseillers militaires n'ayant reçu aucune formation particulière pour leur nouvelle mission avant la création de l'*Iraq Assistance Group* confié à la 1^{ère} division d'infanterie de Fort Riley. Par ailleurs, les conseillers militaires reçoivent à partir de novembre 2005 une formation dans le cadre de l'Académie créée par Casey à Camp Taji. Les MiTT bénéficient du contact et de la vie quotidienne avec les unités qu'ils conseillent et encadrent, tout en souffrant du recrutement local et partisan des forces de sécurité.

Les insuffisances américaines

En effet, la génération des forces reflète la politique américaine vis-à-vis des partis politiques et des catégories ethnoconfessionnelles en Irak. De ce fait, les divisions irakiennes sont recrutées sur des bases ethniques locales : divisions kurdes, chiïtes ou sunnites. Sans compter que certains amalgament de nouvelles recrues à des milices ou des groupes anciennement formés comme c'est le cas des Peshmergas du Kurdistan. En ce qui concerne la police nationale, force paramilitaire, sa prise en main par le Conseil Suprême de la Révolution Islamique en Irak, qui a phagocyté le ministère de la défense, explique l'intégration d'unités entières de sa milice, le Corps Badr, en son sein. Enfin, il faut noter que la formation de la police locale est presque totalement inefficace car l'organisme compétent est miné par la décentralisation des procédures et les rivalités internes à la société irakienne. De fait, la plupart des académies de police sont infiltrées par les milices partisans chiïtes⁹⁸. Le résultat net de cette politique à la veille du « sursaut » est sans appel : alors que l'année 2006 n'a connu qu'une inflexion légère sur la formation de la police, notamment locale, au profit d'une poursuite de la formation de l'armée et de la police nationale, les partis et milices irakiennes ont infiltré la première et en partie les secondes dès lors qu'il s'agit d'unités du ministère de l'Intérieur et non de celles du ministère de la défense. Celui-là est devenu une proie des factions chiïtes irakiennes et l'intégration de leurs milices au sein des unités paramilitaires ou spéciales en dit long sur l'échec de la formation des forces de sécurité irakiennes (*Iraqi security forces*, ISF). À rebours de cette politique, le « sursaut » présente une double inflexion : au profit des unités de l'armée

⁹⁸. Général James L. Jones (cr), *The Report of the Independent Commission on the Security Forces of Iraq*, 6 septembre 2007.

régulière qu'il faut former à la « contre-insurrection », et dans le sens d'un démantèlement de la mainmise des milices sur le ministère de l'Intérieur. Il s'agit dans le premier cas de refondre le processus de génération des forces en faisant intervenir les Américains aux différentes étapes (formation, partenariat, conseil, supervision). Dans le second cas, cela se manifeste par une implication directe des unités américaines dans la formation de la police, sans l'intermédiaire des partis ou des contractants.

Encadrer-Superviser

En 2007, la plupart des brigades opèrent selon la conception définie par le plan de campagne et selon les instructions du général Odierno. S'inspirant des compagnies ou bataillons combinés créés par les *Marines* et la 1^{ère} brigade de la 1^{ère} division d'infanterie en Anbar, il s'agit de dépasser les obstacles et de mettre en place un contrôle plus étroit du processus. Ainsi, les MiTT demeurent des outils d'apprentissage et de contrôle au niveau des États-majors tandis que les sections, compagnies et bataillons irakiens sont jumelés avec des unités américaines dans le cadre des stations de sécurité (JSS). Cet élément permet un apprentissage par inculturation réciproque sur un mode itératif⁹⁹. Autrement dit, l'imprégnation des procédures, des concepts, mais aussi de l'état d'esprit se fait à travers une existence et des dangers communs. A travers l'amalgame ainsi pratiqué, les unités irakiennes sont censées gagner en professionnalisme, c'est-à-dire en compétence, en expérience et en impartialité. L'efficacité est accrue par le fait que les opérations combinées se succèdent à un rythme soutenu. Dans un deuxième temps, les unités irakiennes doivent progressivement prendre la direction des opérations en gardant des équipes intégrées de conseillers militaires. En 2008, cette transition s'effectue progressivement par un processus de bas en haut. Ainsi, les postes de police combinés établis à Fallujah dans l'été 2007 sont transférés aux compagnies et bataillons irakiens. Au cours de l'hiver 2007-2008, les brigades irakiennes mènent leurs propres opérations pour interdire les infiltrations en provenance de Syrie. Toutefois, ces transitions interviennent en décalage sur le plan géographique en commençant par Anbar. Au printemps 2008, le lancement des opérations sur Bassorah (*Charge des chevaliers*) initialement prévue pour juillet, est le premier test pour ces unités de l'armée irakienne. Les difficultés rencontrées dans les premiers jours de l'assaut conduisent le gouvernement irakien à faire appel à la 1^{ère} division, la plus expérimentée, puis à relever les unités sur place par des divisions encadrées par les MiTT. Au contraire, les opérations menées par les Irakiens dans le début de l'été contre les lignes de communication des « groupes spéciaux » chiites financés par l'Iran et implantés dans le sud du pays, sont plus satisfaisantes. L'opération « Présage de Paix » conduit les Irakiens à occuper Amarah. Dans la région de Mossoul, le gouvernement est capable de mener « Rugissement du

⁹⁹. Lieutenant-Général James M. Dubik (cr), *Building Security Forces and Ministerial Capacity: Iraq as a Primer*, Institute for the Study of War, Best Practices in Counterinsurgency Report 1, Août 2009.

Lion » et « Mère des Deux Printemps » (mai 2008) avec le soutien minimal des Américains. En réalité, la phase III du plan de formation des forces de sécurité irakiennes prévoyant la transition de la posture américaine vers la supervision ne peut intervenir qu'à compter de l'automne 2008, en prévision de l'application de l'Accord de Sécurité (SA) devant entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2009.

3 - Légitimation locale et réconciliation : les dynamiques endogènes aux conflits irakiens

Outre les actions militaires américaines, le « sursaut » se caractérise également par de puissantes dynamiques internes présidant à la recomposition de l'Irak. En ce sens, il faut comprendre que ces dynamiques ont permis de faciliter ou parfois de générer les conditions de possibilité des opérations américaines.

Capitaliser sur le « Réveil » sunnite : un mouvement inattendu « par le bas »

Bénéficiant d'une large publicité en 2007, l'alliance entre les milices sunnites et les militaires américains est un élément majeur du paysage politique et sécuritaire irakien lors du « sursaut ». En effet, ce « retournement », dont il convient d'analyser finement la chronologie, a produit deux effets majeurs. En premier lieu, les milices ont pu tenir lieu de supplétifs dans la lutte contre AQI ou la sécurité locale. En second lieu, la reconstruction d'un tissu sécuritaire et de gouvernance « par le bas » semble avoir permis de réconcilier les réseaux sociaux horizontaux et verticaux.

Le « réveil » avant le « sursaut »

Toutefois, la coïncidence entre la campagne du « sursaut » et le phénomène de ralliement des tribus sunnites au gouvernement irakien est plus que problématique. En effet, la question de l'antériorité du « réveil » sunnite d'une part, et du rôle joué par les Américains dans ce dernier d'autre part, est au cœur de nombreuses polémiques durant les phases d'évaluation de la campagne de l'été 2007 au sein de l'opinion publique américaine. Le phénomène tire ses origines des rapports de pouvoir et des bouleversements sociaux au sein de la société de la province d'Anbar. À la suite de la chute de Saddam Hussein, l'identité tribale semble être devenue l'élément central de négociation de la part des chefs locaux vis-à-vis des Américains et du nouveau pouvoir irakien. Les Sunnites d'Anbar se retrouvent alors dans une structure de pouvoir multipolaire entre les anciens officiers baasistes, les imams liés au Conseil des *Oulémas* et au Parti Islamique Irakien – principale force d'opposition sunnite à Saddam Hussein en exil et héritière des Frères Musulmans – et les *djihadistes* qui

investissent alors la province en provenance de la Syrie et de la Jordanie toute proche.

Dans ce contexte, il a pu sembler opportun à de nombreux cheiks ruraux ou urbains d'insister sur la solidarité tribale (*assabiyah*) pour obtenir des avantages de la part des Américains et du gouvernement intérimaire tout en se servant de la guérilla naissante, de ses fonds et du pouvoir qu'elle accordait afin de protéger les trafics et la contrebande le long des autoroutes liant la Syrie à l'Irak. Cette duplicité, parfois complexe, conduit à approcher les militaires américains désireux de davantage de coopération dans l'automne 2003 afin d'obtenir des contrats dans le cadre de la reconstruction et des armes pour monter des milices. Toutefois, ces approches sont rejetées au niveau du théâtre et ne laissent aux cheiks que l'alliance progressive, parfois forcée mais toujours intéressée, avec AQI naissante.

À compter de 2005, la répression de l'insurrection de Falloujah et l'entrée dans la clandestinité des foyers insurgés alimente un double mouvement. D'une part, certains chefs se présentant comme « tribaux » rejettent la présence d'AQI et le mot d'ordre de *boycott* lancé par cette organisation à l'occasion des élections à l'assemblée constituante en janvier 2005. D'autre part, d'autres leaders communautaires entrent dans une logique de survie tous azimuts, à la fois contre le gouvernement irakien et contre les *djihadistes* étrangers. Au printemps 2005, une deuxième tentative d'approche de la part des cheiks de Falloujah et de la frontière syrienne est rejetée par le commandement américain.

Le tournant a lieu à l'automne 2005. Coïncidant avec une opération destinée à rompre les lignes de communications d'AQI en provenance de Syrie, les combats entre les membres de la tribu Mahal et les *djihadistes* étrangers attirent l'attention des responsables américains. Le lieutenant-colonel Julian Dale Alford préfère une approche directe en soutien et en coordination avec les milices locales plutôt que de les laisser mener un combat d'autant plus ardu que AQI pratique des campagnes continues de meurtres et d'intimidation contre les détenteurs locaux du pouvoir et de l'influence.

Capitaliser sur le « réveil »

Le « réveil », qui se formalise avec le rassemblement de cheiks anbarites autour du cheik Sattar à Ramadi en septembre 2006, résulte donc de la rencontre entre les intérêts locaux et l'impératif tactique exprimé par les Américains de contrôler effectivement le terrain par une approche directe nécessitant des effectifs suffisants. Mais il s'agit aussi d'une approche pragmatique destinée à identifier et à s'appuyer sur des *leaders* locaux capables de rallier à leur tour la population. De la même manière, les circuits et mécanismes coutumiers en usage au sein du système tribal irakien sont mis à contribution dans la réconciliation. En effet, l'une des conditions préalables à l'alliance d'intérêts entre les milices locales, éventuellement insurgées, et les unités américaines repose sur la résolution des conflits entre eux.

Dans ce cadre, deux procédés ont été mis en œuvre. Le premier consiste à indemniser les populations quant aux dommages matériels et aux préjudices physiques qu'elles auraient eu à subir du fait des opérations militaires. Au sein des Centres d'Actions Civilo-Militaires et des JSS, des bureaux d'indemnisation sont mis en place pour recevoir les plaintes. Au départ très bureaucratique (la pratique des *solatia* est institutionnalisée par les forces armées américaines), la procédure se centre progressivement sur la recherche d'individus capables de jouer les intermédiaires entre les familles lésées – et tenues de ce fait à la vengeance – et les militaires américains. Plus tardivement dans la guerre, l'identification de personnages titulaires d'une dignité cheftaine et tenant des rôles « interhiérarchiques » (cheik tribal, homme d'affaire, responsable religieux, officier des forces de sécurité, fonctionnaire provincial ou gouvernemental) permet d'atténuer davantage les tensions entre les parties en présence. Le jeu « gagnant-gagnant » qui en émerge permet l'apparition ou la consolidation de réseaux locaux de pouvoir et de gouvernance aptes non seulement à rallier les populations à la présence américaine mais également à recruter des combattants supplémentifs.

Ainsi, le phénomène de ralliement des unités américaines à la révolte tribale sunnite, parti d'Anbar et gagnant les quartiers de Bagdad, est progressivement intégré à la stratégie globale de lutte contre AQI (Anaconda) et de réconciliation politique (Plan de Campagne). À compter de l'été 2007, le général Petraeus et ses conseillers décident de généraliser le mouvement de prise de contact avec les responsables de districts ou de tribus, notamment – mais pas seulement – sunnites, afin de restaurer une structure informelle de gouvernance et de sécurité en lien avec les autorités irakiennes. Pour David Kilcullen, la création des « Citoyens Locaux Inquiets/Concernés » (CLC) et le recrutement progressif de 100 000 miliciens des « Fils de l'Irak » (mars 2008) doit permettre de produire trois effets de niveau stratégique : la recomposition de la société sunnite irakienne après tant d'années de fragmentation, l'émergence d'un pôle sunnite capable de dissuader les chiites extrémistes, la marginalisation du discours d'AQI comme « protecteur des sunnites ». Dans l'ensemble des zones d'opération de niveau bataillon à division, les unités entreprennent de négocier avec les responsables locaux en préalable à la phase de « nettoyage ». Outre l'isolement progressif des insurgés, l'idée de manœuvre consiste à identifier les réseaux sociaux et familiaux afin de recruter des milices d'autodéfense sur une base tribale. Chargées de monter les points de contrôle, de patrouiller contre les IED ou de surveiller les allées et venues au sein des quartiers et villages contre un salaire mensuel de 300 \$ payé par le contribuable américain et distribué aux cheiks et *leaders*, les unités de « Fils de l'Irak » permettent également de lutter contre le chômage et de s'intégrer dans un processus de Désarmement, Démobilisation et Réintégration. Enfin, les accords pris avec le gouvernement irakien promettent l'intégration d'un quart des miliciens au sein des forces de sécurité nationales ou locales et la mise en place d'un programme de

reconversion et d'apprentissage professionnel animé par les personnels des Équipes Provinciales de Reconstruction.

Presser le gouvernement irakien

La réconciliation politique au cœur de la stratégie du « sursaut » peut apparaître comme ambiguë. D'un côté en effet, la réconciliation demande de réintégrer les sunnites et d'abaisser le dilemme de sécurité entre les différentes communautés. En ce sens, il s'agit d'agir « par le bas » afin de marginaliser les extrémistes, de reconstituer un tissu sociopolitique formel ou informel et de lier le tout aux institutions officielles de l'Irak. C'est la tâche dévolue aux commandants tactiques américains et, dans une moindre mesure irakiens, dès les phases initiales de l'installation au cœur des populations.

Soutenir et influencer As-Maliki

Pour le général Petraeus et l'ambassadeur Crocker, il s'agit également d'agir « par le haut ». L'effet majeur ici est l'établissement d'un compromis politique au sommet de l'État, notamment entre les principales formations politiques présentes au Parlement ou non. En effet, il ne faut pas seulement peser sur les relations entre les partis chiites de l'Alliance Nationale Irakienne mais également préparer l'intégration des forces sunnites issues du « réveil tribal » contre le Parti Islamique Irakien. L'action principale des deux hommes consiste ainsi à cibler deux objectifs : le Premier ministre Nouri As-Maliki, et Moqtada As-Sadr. Le premier est dans une position politique délicate. En effet, il a succédé péniblement à Ibrahim As-Jaafari, lui aussi membre de l'Alliance Nationale Irakienne, après plusieurs mois de négociations serrées entre les partis. En avril 2006, le parti islamique *dawa* (de la « prédication ») ne possède en tout que 13 sièges face à ses partenaires du Conseil National de la Révolution Islamique (36 sièges) et du Parti du Martyr Sadr (29 sièges). De plus, Maliki a accédé à la tête du gouvernement en raison de l'opposition des alliances Kurdes et Sunnites au maintien de As-Jaafari, candidat de l'Alliance Nationale. Enfin, la pratique du « système des dépouilles » entre les partis chiites revenus d'exil a conduit depuis 2005 à faire des différents ministères la chasse gardée des grandes formations, diminuant l'importance et la capacité réelle du premier ministre à contrôler « son » gouvernement. Le parti *Dawa* et son chef sont donc des acteurs mineurs tant institutionnellement que dans la capacité à mobiliser les ressources du pouvoir (le parti n'a pas de milices contrairement au Conseil Suprême et aux Sadristes).

Il s'ensuit que le nouveau Premier ministre mène une action complexe afin d'accroître la base sociale et politique de son pouvoir. Vis-à-vis des Américains, il oscille entre la pression qu'exerce l'Administration Bush en faveur d'une série de mesures en faveur de la réconciliation intercommunautaire et les discours nationalistes de ses alliés sadristes. L'action des Américains se focalise donc sur le détachement progressif de ses derniers. En janvier 2007, l'opération *Fardh Al*

Qanoon prévoit donc que les forces américaines et irakiennes pourront pénétrer au sein de Sadr City et arrêter les *leaders* de l'Armée du Mahdi. En renforçant le rôle du Premier ministre dans la planification et la conduite de la stratégie contre AQI et les milices mahdistes, les Américains offrent également à Nouri As-Maliki la possibilité de se passer de ses alliés. Plus particulièrement, le fait que l'officier commandant les opérations combinées sur Bagdad dépende directement du Premier ministre est le premier pas vers une intrusion croissante de ce dernier dans les affaires de sécurité. Profitant d'une lacune dans la constitution provisoire de 2005 quant aux compétences en matière de sécurité entre les assemblées provinciales et le gouvernement central, Nouri As-Maliki intervient directement dans les opérations en cours et au sein des états-majors de l'Armée irakienne. Certaines unités formées par les Américains passent même progressivement sous son contrôle direct et échappent au ministère de la défense. En 2008, le Premier ministre prend de court le général Petraeus dans le projet de sécuriser Bassorah. Initialement prévue en juillet, l'opération *charge des cavaliers* est directement décidée par le Premier ministre le 25 mars. De la même manière, le Premier ministre se déplace en personne pour superviser les opérations contre AQI à Mossoul, allant jusqu'à proclamer un cessez-le-feu dans l'ensemble des provinces de Ninive et de Saladin au début du mois de mai. En dépit de l'accroissement de son efficacité et de ses succès dans la rupture des lignes de communication des « groupes spéciaux » pro-iraniens, l'Armée irakienne se trouve dans en phase de politisation accrue au bénéfice du Premier ministre.

Une approche irakienne de la « réconciliation »

En mars 2007, celui-ci se rend à Ramadi pour rencontrer le cheik Sattar et les membres du Conseil du Salut d'Anbar. Plus globalement, la tentative d'insérer le gouvernement irakien dans le processus de réintégration des élites locales du pays sunnite réussit largement. Dès l'été 2006, Nouri As-Maliki a tenu à montrer sa bonne volonté dans différents domaines liés à la réconciliation. Ces différentes mesures et actions (telles que la mise en place d'un Conseil pour la Réconciliation et le Dialogue National en juillet) ont surtout démontré le peu de soutien rencontré par cette politique. Notamment, la promesse d'intégrer les milices d'autodéfense, majoritairement sunnite, au sein de l'appareil de sécurité irakien alimente les critiques des entrepreneurs politiques attachés à souligner les oppositions interethniques et interconfessionnelles. À partir de l'été et de l'automne 2007, Nouri As-Maliki met donc en place des structures devant lui permettre de capitaliser à son tour sur le « réveil » sunnite. Un Conseil de Soutien Tribal est créé dans la province d'Anbar et un autre dans la province de Diyala. Intégrant initialement les efforts américains en ce sens, cette initiative du Premier ministre entend structurer les relations entre lui-même et les chefs tribaux sur le mode du clientélisme. À l'approche des élections provinciales de février 2009, ces Conseils Tribaux lui permettent de mobiliser des voix dans le sud chiïte et y compris dans Anbar, soulignant ainsi la dualité de son discours :

nationaliste contre l'omniprésence et l'influence américaine, « sectaire » au sein du bloc chiïte. Le 13 février enfin, cette politique porte ses fruits dans le sens demandé par l'administration américaine. Une loi d'amnistie visant à annuler les exclusions et poursuites accomplies dans le cadre de la « débaasification » est votée par le Parlement.

Toutefois, les efforts de Petraeus et de Crocker semblent plus vains dans le domaine de l'intégration des milices sunnites au sein des forces irakiennes. Outre la persistance de tensions entre les unités régulières et les miliciens une fois la phase critique de l'automne 2007 passée, il faut souligner les arrestations de cheïks, de responsables de district ou encore d'anciens *leaders* insurgés durant l'année 2008. Plusieurs membres des « Fils de l'Irak » restent victimes d'intimidation et de procédure visant à les assimiler aux insurgés extrémistes. L'intégration elle-même semble stagner puisque moins de 2 % des miliciens sunnites de Bagdad ont obtenu leur place dans la police ou l'armée. Enfin, le transfert de la responsabilité opérationnelle et de la gestion financière des milices entre les unités américaines et le gouvernement de l'Irak à compter d'octobre 2009, si elle n'a pas conduit aux excès policiers prophétisés par les miliciens, a surtout contribué à marginaliser les irréguliers dans les opérations.

Marginaliser Sadr

En ce qui concerne Moqtada As-Sadr, la manœuvre américaine est double. Il s'agit tout d'abord d'entamer des négociations avec le jeune clerc *via* les députés sadristes. L'idée proposée par le général Fastabend, membre du Groupe d'Initiative du Commandement – le *think tank* de Petraeus –, consiste à atténuer le discours sadriste en annonçant officieusement puis officiellement un calendrier de retrait des unités américaines. D'autre part, les militaires américains profitent de la fragmentation progressive du mouvement du Martyr Sadr à compter de son échec de l'été 2004. En effet, bien qu'ayant obtenu alors des Américains de pouvoir retirer sans encombre ses troupes des sanctuaires de Karbala et de Najaf, Moqtada As-Sadr a vu son influence politique diminuer au sein de son mouvement. Les Forces Spéciales iraniennes décident de financer, de former et d'armer des groupes dissidents qui entament une répression contre les populations sunnites. L'accord trouvé entre les Américains et Sadr permet aux premiers de cibler les éléments renégats (baptisés « groupes spéciaux pro-iraniens » dans les communiqués de presse américains) et au second de purger son mouvement.

Parallèlement, les Américains obtiennent de Nouri As-Maliki la promesse de ne pas protéger les sanctuaires de l'Armée du Mahdi. En effet, le retrait des ministres sadristes de son gouvernement en novembre 2006 n'a pas affaibli ce dernier. Il semblerait que le premier ministre entame alors une stratégie visant à isoler Sadr en se servant du Conseil Suprême de la Révolution Islamique. Ce dernier est en effet de plus en plus hostile à la rhétorique anti-iranienne de Sadr. Sans compter qu'une rivalité les oppose pour le contrôle du pouvoir au sein des ministères-clés irakiens et pour la ville de Bassorah. Dans l'été 2007, la

combinaison de ces éléments conduit Sadr à annoncer un cessez-le-feu après un affrontement entre ses milices et des unités de police composées d'éléments du Corps Badr, aile armée du Conseil Suprême de la Révolution Islamique en Irak. Reconduit en février 2008, et bien que mis à mal par les arrestations de *leaders* de l'Armée du Mahdi et surtout par les assauts sur Bassorah et Sadr City (mars-avril), le cessez-le-feu est un élément central de la réussite du « sursaut ». En effet, Sadr est provisoirement marginalisé sur le plan politique et sécuritaire. De même que les groupes insurgés « tribaux », le jeune cleric chiite choisit la voie de l'action politique par les urnes.

« L'irakisation par le bas » : la conquête des élites locales

Néanmoins, la capitalisation ou l'insertion dans les dynamiques propres à l'Irak doit répondre à leurs spécificités. Notamment, la théorie doctrinale du « gain des esprits et des cœurs » de la population pour la séparer des insurgés et la rallier au gouvernement reste indéterminée. De fait, la nature moins individualiste et davantage segmentaire de la société irakienne a conduit à manipuler les réseaux sociaux. En d'autres termes, rien ne sert de gagner la population si on ne gagne pas d'abord les chefs communautaires. Les principes de l'anthropologie politique, visant à identifier les hiérarchies réelles des détenteurs du pouvoir au-delà des structures formelles et institutionnelles, ont donc été mobilisés, consciemment ou non, par les unités américaines au sein des populations.

Conquérir les cheiks

La reconstruction et la sécurisation « par le bas » que suggère l'expérience du « sursaut » américain en Irak passe donc par un effet majeur : la conquête des élites locales. Celles-ci sont souvent présentées comme de nature tribale. En réalité, le mot lui-même, ainsi que la représentation que s'en font la plupart des officiers et analystes américains, reflète un phénomène plus complexe : celui de la segmentation de la société en groupes communautaires prenant la forme de familles élargies, de clans, de lignage ou de tribus. Ce dernier terme est ambigu pour ce qui concerne la société irakienne, puisque les pouvoirs fonciers et politiques des cheiks – instaurés par les Britanniques au lendemain de la conquête sur les Ottomans – ont été abolis en 1958. Néanmoins, l'autorité exercée sur des groupes se définissant selon des critères généalogiques (souvent fictifs ou idéalisés) par des individus à la réputation charismatique reste prégnante en Irak. Dans la société rurale, le facteur tribal reste un marqueur identitaire face aux autres irakiens. Dépassant ou s'ajoutant aux identités confessionnelles ou ethniques, la tribu ou la confédération tribale forment donc des structures informelles de pouvoir au sein desquelles la résolution des disputes et des conflits, l'attribution des emplois et des places, la distribution de

l'aide publique et même la sécurité dépendent des cheiks. Dans la société urbaine, la structure segmentaire – parfois calquée sur le fonctionnement tribal – est également présente à travers les conseils de districts, d'arrondissement ou de quartiers. Sans compter que la plupart des habitants de Bagdad, à rebours de ceux de Bassorah, sont issus de l'exode rural des années 1980 et revendiquent encore une appartenance tribale. D'autre part, les cheiks sont des individus capables de mobiliser des ressources de pouvoir dans d'autres structures hiérarchiques, notamment économiques, politiques ou administratives. Leur rôle de « haut justicier » s'explique également par la tendance des groupes segmentaires à intégrer la résolution des conflits interpersonnels en leur sein au lieu de la déléguer à des professionnels ou à des fonctionnaires. Enfin, il faut noter que l'identité tribale est une identité « contingente » : c'est-à-dire qu'elle peut ou non être activée par l'individu en fonction des circonstances et des interlocuteurs. La tendance de certains officiers ou analystes américains à réduire la tribu irakienne au concept occidental figé correspondant explique donc pourquoi, avant l'intégration des données issues du HTS, les malentendus ou les incompréhensions pouvaient être légion.

Dans ce cadre, les commandants d'unité américains ont mené une politique du « *chai* » (une forme locale de thé) consistant à identifier les cheiks « statutaires » et à gagner leur confiance. Outre la collecte des doléances et d'éventuels renseignements, la pertinence de la manœuvre repose sur l'intégration des cheiks dans les processus de planification des opérations civilo-militaires et parfois militaires aussi. Un autre élément de cette politique est l'intégration des cheiks dans le processus de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR). C'est le cas dans le fait que les miliciens doivent être approuvés par des cheiks pour le recrutement au sein des « Fils de l'Irak », pour la réintégration au sein de la société ou même pour le désarmement et l'amnistie accordée aux troupiers de l'insurrection. Les cheiks tiennent aussi un rôle majeur dans le cas des détenus. Ils tiennent souvent la place traditionnelle d'intermédiaires dans les négociations préalables à la résolution des griefs de l'État irakien ou des Américains contre les insurgés, facilitant ainsi la réintégration des détenus libérés.

La contre-insurrection « derrière les barreaux »

La « contre-insurrection derrière les barreaux » que mène le général des *Marines* Stone à la tête de la TF 134 depuis mars 2007 consiste en effet à faire levier sur les motivations des insurgés. Ayant découvert en effet que la plupart des combattants agissent pour des motifs d'exclusion politique ou sociale, Jim Stone propose des programmes de réinsertion professionnelle. Ayant facilité antérieurement la radicalisation des détenus, le système pénitentiaire américain en Irak décide également de séparer les modérés des « radicaux », offrant à ceux-là des cours de *disputatio* coranique avec des imams modérés. Cette « bataille des idées » dont le général Stone se fait le promoteur inclut la participation des cheiks dans le processus de résolution des *vendettas*

personnelles (le *sull*). En mars 2008, le taux de récidive, de 6 à 8 % en janvier 2007, est passé à moins de 2 % des détenus.

La conquête des élites locales est également présente à travers les multiples cérémonies officielles communautaires organisées par les Américains. Que cela soit à l'occasion de la libération de membres de la tribu capturés par les forces contre-insurgées, de la réouverture d'un pont ou d'une unité de production, ces événements concourent à affirmer le pouvoir des « donateurs » américains et des cheiks suffisamment sages et influents pour attirer la prospérité. L'influence (*wasta*) devient le maître-mot de nombreux officiers américains en tant qu'attribut traditionnel des « cheiks ».

Le « retrait » comme effet majeur politique du « sursaut »

Toutefois, il est loisible de se demander si toutes les actions soulignées plus haut ne risquent pas de masquer à l'analyste une vérité plus triviale, qui en est comme l'effet majeur du niveau politique. En effet, le « sursaut » peut être interprété comme un rééquilibrage des conflits irakiens autour de l'Irak post-occupation. En ce sens, l'annonce de l'escalade militaire ainsi que la réorientation de la force vers les populations se conjuguent avec un déplacement de la manœuvre politique à destination des audiences irakiennes multiples. L'abaissement des objectifs politiques et la mise en cohérence de la stratégie d'influence avec la stratégie militaire a pu servir de signal aux entités et organisations irakiennes. De fait, les opposants à l'escalade n'ont pas saisi cet élément lorsqu'ils prétendent que celui-ci est un signal envoyé aux Irakiens pour ne pas prendre en main leur destin. De manière apparemment contre-intuitive, la montée en puissance américaine et l'approche directe ont été compatibles avec l'annonce d'un retrait. Par ce jeu de bascule, les luttes politiques irakiennes ont donc tendu à se recentrer sur les gains et les pertes de l'après-occupation, libérant par là-même un espace de neutralité proclamée pour les troupes américaines. Ce fait, consciemment voulu par Petraeus et le JSAT si l'on en croit Kilcullen et Ricks, explique les manœuvres complexes visant à soutenir le local ou le périphérique au détriment du gouvernement irakien et du centre, en violation manifeste de l'orthodoxie doctrinale de la contre-insurrection pour laquelle le contre-insurgé « extérieur » doit soutenir le gouvernement légitime contre l'insurrection.

CHAOS RÉVEIL ET SURSAUT
SUCCÈS DU « SURGE » EN IRAK (2007-2009)

CHAPITRE III

ÉVALUER LE « SURSAUT ». STABILISATION ET RECOMPOSITIONS

L'évaluation de la campagne de 2007-2008, assimilée à la fois à un changement de stratégie présidentielle et à l'implémentation d'une nouvelle doctrine de « contre-insurrection », a plutôt été prudente de la part des stratèges américains. Les généraux Petraeus et Odierno d'une part, et l'ambassadeur Ryan Crocker d'autre part, ont essentiellement insisté sur l'évolution positive des variables sécuritaires (chute des attaques contre la Coalition, les forces irakiennes et la population civile, diminution corollaire des pertes, décapitation d'AQI et des « Groupes Spéciaux » pro-iraniens) et moins sur les évolutions politiques (mesures d'amnistie et de réconciliation, participation électorale, désarmement et réintégration des combattants).

En revanche, elle a donné lieu à de nombreux débats au sein de la communauté d'analystes, d'experts ou de passionnés de la question militaire en Irak. Notamment, la majorité des acteurs influents, liés aux *Think tanks* ou à l'équipe Petraeus, a fait sienne l'idée que le « sursaut » était un succès militaire imputable au nouvel usage des forces et au Plan de Campagne combiné. Dans le cadre de débats plus larges sur les capacités et les missions des forces armées américaines, d'autres ont souligné le rôle joué par des facteurs internes, tels que la volonté de coopération de la part des insurgés nationalistes sunnites ou que la convergence d'intérêts entre Sadr désireux de reprendre en main son mouvement et les Américains.

Il est donc fondamental de comprendre correctement la nature des succès réellement accomplis par la campagne politique et militaire de 2007-2008 et

d'analyser les facteurs qui en sont la cause. Il semble plus pertinent d'insister sur une combinaison hiérarchique de facteurs plutôt que de mettre en avant un seul d'entre eux.

Parallèlement, les années 2009-2010 ont vu se produire deux inflexions sensibles par rapport aux années du « sursaut ». En premier lieu, la donne sécuritaire a changé par rapport aux modes d'actions d'AQI. Faisant preuve d'une résilience inattendue, l'organisation *djihadiste* semble avoir mis en échec la stratégie d'inspiration américaine poursuivie par le gouvernement irakien à Mossoul. De la même manière, ses actions terroristes – rares mais plus spectaculaires – fragilisent le bilan politique que le premier ministre croyait pouvoir tirer des succès de 2007-2008. En second lieu, la recomposition de la donne politique en Irak, résultat de la combinaison entre les dynamiques internes aux acteurs irakiens et la stratégie d'influence mise en œuvre par les Américains, produit de nouvelles incertitudes tout en prolongeant de plus anciennes. La vision ethnoconfessionnelle des rapports politiques, un temps mise en sommeil par les succès électoraux de Nouri As-Maliki en février 2009, est revenue sur le devant de la scène à l'occasion des élections législatives de 2010. Par ailleurs, les compétitions pour le contrôle des forces armées et pour la définition des compétences sécuritaires entre les organes institutionnels se sont accentuées. À bien des égards, il s'agit de se demander ici si ces évolutions, apparemment contradictoires par rapport aux succès du « sursaut », ne sont pas le produit direct ou indirect du volontarisme américain. Car en effet, l'objectif « *d'accélérer l'horloge de Bagdad tout en ralentissant celle de Washington* » relève d'une prise en main des acteurs irakiens selon la logique américaine, en lien avec la demande institutionnelle et politique pour le retrait aux États-Unis. Ceci en contradiction avec les dynamiques locales et les calendriers et agendas des acteurs locaux. Enfin, ceci remet au cœur de la problématique la question de l'utilité stratégique de la force, c'est-à-dire de la légitimité de son recours, condition *sine qua non* de son efficacité.

1 - Une stratégie qui s'insère et modèle les dynamiques propres aux conflits irakiens

Nier que la montée en puissance et la stratégie intensive de « contre-insurrection » aient eu un effet sur la trajectoire de l'Irak n'est pas tenable. Non seulement en raison de la stabilisation sécuritaire et des succès politiques contre les « extrémistes », mais aussi du fait de la mutation de l'action politique vers un pôle institutionnel en lieu et place de l'omniprésente violence. Néanmoins, il reste à expliquer la manière dont la stratégie américaine a pu produire ces effets, notamment au regard des trajectoires internes des différents protagonistes.

Les succès politiques vis-à-vis des « extrémistes » et la stabilisation sécuritaire

La campagne combinée de 2007-2008 peut sans conteste être créditée de trois inflexions majeures du paysage politique irakien de l'après-Saddam Hussein.

Marginaliser les extrémistes

En premier lieu, les opérations militaires américaines ont contribué à marginaliser les éléments « extrémistes » dans ce qui est alors perçu comme « guerre civile ». Selon un schéma théorique institutionnalisé dans la doctrine, il s'agit en effet d'inverser le processus de radicalisation des individus et des communautés en réduisant l'emprise des mouvements terroristes ou miliciens sur les populations. À cet effet, il s'agit de combiner raids ciblés, prise de contrôle des zones peuplées, transfert aux autorités irakiennes et cooptation des acteurs locaux ou nationaux. Avec une différence entre les protagonistes : AQI forme l'effort principal de la manœuvre militaire et politique là où les sadristes « respectables » sont amenés à négocier tandis que les éléments « renégats » sont pourchassés. Selon le Corps-Multinational, AQI aurait perdu le contrôle de 80 % de ses zones de préparation et de sanctuaires entre décembre 2006 et décembre 2007. L'organisation *djihadiste* est confinée aux marges des provinces de Diyala et de Saladin et semble alors complètement éliminée de ses bastions traditionnels du Triangle Sunnite, des « ceintures » et de la province d'Anbar. Au printemps 2009, le bastion de Mossoul paraît également neutralisé.

Reconstruire le tissu social

En second lieu, le « sursaut » accompagne et modèle un processus de réintégration post-conflit de composantes majeures de la société irakienne. Il s'agit notamment des tribus rurales dans les gouvernorats occidentaux, méridionaux et orientaux, c'est-à-dire dans les régions ayant échappé à tout contrôle central depuis la chute de la dictature et dont certaines forment des enjeux majeurs pour les acteurs irakiens (c'est le cas de Bassorah pour les partis chiïtes). La politique de réconciliation et de cooptation entamée par les militaires américains à partir du bas, puis poursuivie par le Premier ministre Nouri As-Maliki, est confortée par la constitution de partis et de ligues « tribales » à l'occasion des élections provinciales de février 2009. Les *leaders* tribaux semblent même connaître un retour aux fastes d'antan pour ce qui concerne leur mainmise sur la gouvernance, la sécurité et l'économie locales, du moins si l'on en croit les témoignages et comptes-rendus américains.

Plus important, le phénomène de marginalisation ou d'anomie que semblait entraîner la fragmentation ethnoconfessionnelle de la société irakienne pour la composante « sunnite » est enrayé. En effet, le choix de l'alliance américaine – puis avec le Premier ministre – compense largement les coûts induits par l'abstention de 2005. La contestation croissante, essentiellement par les urnes,

de la mainmise du Parti Islamique Irakien, semble alors ouvrir une fenêtre d'opportunité pour une redéfinition identitaire au sein du groupe sunnite. Plus particulièrement, le rapprochement entre le Conseil du Réveil et le Premier ministre laisse penser à un réalignement politique excluant les catégories ethnoconfessionnelles. En effet, le discours modernisateur (contre les partis islamiques) et nationaliste (contre les milices chiïtes) permet un temps à Nouri As Maliki de se rapprocher des *leaders* anbarites.

L'amélioration de la situation sécuritaire globale

Troisièmement, la campagne de 2007-2008 a durablement mis fin aux dynamiques de la violence intercommunautaire, au moins dans sa forme de masse. La reprise en main de Bagdad, objectif militaire prioritaire dans la lutte contre « l'extrémisme », s'est traduite par une baisse spectaculaire des victimes civiles de la violence sectaire. Les attentats de masse se sont raréfiés, au point de quasiment cesser pour l'année 2008, tandis que les enlèvements et les assassinats de civils sunnites ont diminué de façon conséquente. Certes, ce résultat ne vient pas seulement de la réconciliation politique ou de la neutralisation des groupes radicaux, mais également de la stratégie de cloisonnement et d'enfermement mise en œuvre par le plan de *Fardh Al-Qanoon*. En quelque sorte, celle-ci a comme figé la géographie « identitaire » de la capitale irakienne, instaurant un clivage potentiellement durable entre les groupes communautaires. On peut donc grossièrement opposer un Bagdad-Est « chiïte » à un Bagdad-Ouest plutôt « sunnite ». La réouverture plutôt lente des ponts traversant le Tigre à la circulation civile manifeste cette séparation, tandis que les murs de sécurité redessinent les contours des quartiers et des arrondissements autrefois multiethniques au profit d'une géographie fragmentée et polarisée, riche de nouveaux dangers.

Le "surge" entre corrélation et causalité

Ainsi, ces trois inflexions majeures du paysage sécuritaire irakien sont-elles issues du « sursaut ». Toutefois, il s'agit davantage d'une corrélation entre les dynamiques observées plutôt que d'une causalité directe. Ainsi, les opérations militaires se sont articulées à une stratégie globale d'influence pensée comme systémique, c'est-à-dire comme agissant dans un ensemble complexe de facteurs, d'acteurs et de dynamiques en interactions réciproques. De ce fait, il faut prendre en compte le rôle des facteurs politiques propres aux conflits irakiens pour expliquer ces succès. C'est le cas bien entendu au niveau stratégique par le cessez-le-feu proclamé par Sadr en août 2007 et prolongé en février puis mai 2008. Il est nécessaire également de tenir compte de l'altérité croissante entre les mouvements *djihadistes* et les composantes nationalistes plus classiques au sein de l'insurrection. Enfin, le choix de Nouri As-Maliki

d'instrumentaliser le soutien américain en vue d'accroître sa propre position au sein de l'appareil institutionnel irakien reste un élément majeur. En d'autres termes, voir dans les opérations militaires américains contre AQI la cause directe et linéaire de ces succès est abusif.

D'un autre côté, il convient de ne pas les considérer comme un facteur parmi tant d'autres. En effet, ces opérations militaires – et notamment parce qu'elles participent d'une stratégie de pacification – ont largement contribué à façonner ces résultats. Ainsi, la pression mise sur les « éléments renégats » de l'Armée du Mahdi a joué un rôle essentiel pour amener Moqtada As-Sadr à la table des négociations. De la même manière, la reprise en main de pans entiers de « l'Irak utile » a permis la transition vers des formes plus démocratiques ou plus civiles dans les compétitions politiques inter ou intracommunautaires. Mais il y a plus : non seulement la décision du « sursaut » et l'usage stratégique qui en a été fait par l'équipe Petraeus ont modelé le résultat par une stratégie d'influence, mais encore on peut les regarder comme les véritables causes efficientes des changements intervenus depuis 2007. Cela pour deux raisons : d'abord parce que l'impact des actions américaines sur le paysage sociopolitique irakien est crucial depuis 2003. D'une certaine manière, la stratégie indirecte et de retrait qui marque les opérations militaires entre 2005 et 2007 explique la progressive perte de contrôle sur les événements et la fragmentation des allégeances politiques en Irak dans un glissement sans fin vers une situation quasi-féodale. Ensuite, parce que cette stratégie a justement consisté à influencer sur les acteurs des conflits, quelle qu'en soit l'échelle. La reconquête de Bagdad et des ceintures sur le plan militaire, la montée en puissance des forces de sécurité régulières, irrégulières ou supplétives sur le plan sécuritaire, la gestion des compétitions intra-chiïtes et intra-sunnites sur le plan politique ont donc cherché sciemment à produire des effets politiques et pas seulement tactiques.

Ainsi, le « sursaut », que ce soit sur le plan discursif, militaire ou politique (voire économique, culturel et social sur certains points), a servi de catalyseur à tous les acteurs du conflit, irakiens ou américains. On doit donc éviter deux écueils : considérer le « sursaut » comme une cause directe (et donc reproductible) des succès évoqués, l'écarter au profit d'autres facteurs qu'il a en fait profondément modelés. En effet, il ne faut pas confondre la stratégie mise en œuvre au niveau du théâtre d'une part, sa réalisation effective par les unités tactiques d'autre part, et les résultats réels de la stratégie d'influence enfin.

2 - Les limites du « sursaut »

Comme toute stratégie, par essence contrainte par la friction, le « sursaut » n'a pas forcément donné tous les effets escomptés et a même pu produire des résultats indésirables, selon la loi des conséquences inattendues. En plus de la friction résultant des interactions entre les acteurs en présence, d'autant plus importantes dans le contexte systémique du conflit irakien, il faut noter que

certaines des limites de la stratégie américaine lui sont inhérentes. En effet, la trajectoire des stratégies de la coalition en Irak depuis 2003 semble se résumer à réagir aux surprises stratégiques plutôt qu'à envisager de résoudre les problèmes politiques de fond induits par l'intervention initiale. En ce sens, le « sursaut » a effectivement réduit le risque ou l'intensité de la guerre civile, notamment dans son volet de « purification ethnique » à Bagdad. Néanmoins, il est loisible de se demander si il n'a pas pour cela engendré de nouveaux effets dont il faudra peut-être combattre les conséquences négatives.

Au vrai, les forces américaines forment désormais la clé de voute de l'appareil sécuritaire et l'on peut se demander dans quelle mesure le retrait annoncé par le statut des forces occupantes (*Security Agreement*, SA) et confirmé par le Président Obama n'est pas précipité. Par ailleurs, la fragmentation politique et ethnoconfessionnelle perdue en dépit de la réduction de la violence quotidienne, comme l'ont illustré les oscillations du Premier ministre entre une posture de rassemblement et une attitude de repli identitaire. La division du gouvernement qui en résulte est aggravée par la projection des catégories américaines sur la société et l'État irakien. Plus particulièrement, le programme porté par le vice-président Joseph Biden pour la tenue de négociations entre les représentants de chaque communauté porte en germe la poursuite de cette fragmentation de la scène politique irakienne.

Enfin, ce processus politique modelé de nouveau par les pratiques et les discours américains semble devoir permettre la survie des acteurs radicaux qui s'en nourrissent. Bien qu'affaibli par les opérations de 2007 et par le nettoyage de Mossoul au printemps 2008, AQI a progressivement repris ses opérations. Initialement, les attentats et la campagne de meurtres et d'intimidation ont ciblé les milices des « Fils de l'Irak ». Toutefois, dès l'été 2008, et encore davantage l'année suivante, des attentats de masse ont eu de nouveau lieu. Notamment, les doubles attentats ayant touché le cœur administratif de la « zone verte » d'abord au début puis à la fin du mois d'août ont montré combien AQI bénéficiait à la fois des difficultés d'intégration des « Fils de l'Irak » dans l'appareil politico-sécuritaire irakien, des contestations visant le premier ministre et des failles entre forces armées et unités du ministère de l'Intérieur.

On peut donc en conclure que le problème de fond soulevé par David Kilcullen, c'est-à-dire la difficile intégration nationale et étatique, n'est pas véritablement traité. Tandis que le rôle joué par la « contre-insurrection », en bien ou en mal, serait plutôt marginal. Tant les adaptations que les applications en resteraient finalement limitées. Une analyse des échelons tactiques, opératifs et stratégiques permet d'éclairer ces différents points.

Nettoyer-tenir... mais pas construire

Le problème essentiel est celui de tactiques qui ne permettent pas une légitimation de la force. Le but de la stratégie de « contre-insurrection » consiste en effet à rallier les populations à la fois en séparant ces dernières des insurgés

et en gagnant leur allégeances. La légitimité nécessaire n'est cependant pas une donnée qui changerait de camp selon les circonstances et les actions, mais plutôt un processus complexe qui engage aussi bien les insurgés et les contre-insurgés que les acteurs locaux eux-mêmes.

C'est pourquoi le « sursaut » a insisté sur deux modes tactiques visant à infléchir les dynamiques locales dans le sens d'un gain de légitimité des unités américaines et, au-delà, du gouvernement irakien. Il s'agit de la sécurisation des populations d'une part et des actions civilo-militaires visant à la reconstruction des services essentiels et à la reconstitution de la gouvernance. L'élément central réside donc dans la manière dont l'usage de la force s'articule avec les conditions locales.

L'ambiguïté du contrôle de la population

Une première limite à la légitimation se trouve justement dans l'usage de la force militaire, de la coercition et de la contrainte armée durant la campagne. Et d'abord essentiellement à cause de l'ambiguïté du contrôle des populations en « contre-insurrection ». On le voit à Bagdad ou à Anbar lorsque les mesures mises en place (biométrie, recensement, murs de sécurité, points de contrôle, comité de surveillance des quartiers) aboutissent certes à accroître la sécurité globale mais aussi à gêner la population dans sa vie quotidienne, voire à redéfinir les géographies urbaines et démographiques locales. Cette ambivalence entre la protection – présentée comme nécessaire et positive – et le contrôle apparenté à un « totalitarisme tactique » est une limite majeure à la légitimation de la présence, surtout si elle devient permanente. Il est certes plus aisé de gagner la confiance des populations au niveau interpersonnel, mais il est également plus ardu de construire une légitimité durable qui irait au-delà de la présence d'une unité ou d'un individu particulier. En revanche, il ne faut négliger pour autant le rôle que le contrôle va jouer dans la détermination des allégeances locales. Étudiant les sociétés locales européennes sous l'occupation allemande ou les inflexions politiques des villages du sud-Viêt-nam, Stathis Kalyvas insiste justement sur cette variable pour expliquer la collaboration plus ou moins active des populations avec les unités occupantes. Pour le dire autrement, la présence et le contrôle assurent l'initiative du contact et des actions et permettent de tenir le « terrain humain ».

En second lieu toutefois, l'usage de la force en Irak durant la campagne de 2007-2008 est resté souvent excessif, en dépit des déclarations d'intentions et des procédures prônant une « force minimale » inspirée de la doctrine britannique. En effet, on note que, tant durant les combats que dans les phases de modelage préalables à la reconquête, la force létale et le feu indirect terrestre ou aérien sont utilisés sans précaution. Ainsi, le recours à l'appui-feu aérien se généralise dans l'été 2007 dans les ceintures – ce qui peut se justifier dans une phase de combats de haute intensité – mais reste élevé à Mossoul dans l'hiver et le début du printemps 2008, alors que les unités américaines et irakiennes sont engagées dans une phase de contrôle de zone et de raids soi-disant « ciblés ».

Plus grave, l'usage de l'artillerie dans un but d'intimidation des communautés locales est revendiqué comme tel par des officiers opérant dans la province de Diyala à l'automne 2007. Il ne s'agit plus de harceler des groupes insurgés ou d'interdire des axes, mais bien de faire sentir la puissance de feu dans un contexte culturel que l'on croit marqué par la sensibilité à cette dernière.

La persistance de cet usage indiscriminé de la force attire l'attention sur la variable culturelle propre aux forces armées américaines. Car en dépit des discours, des débats internes et des adaptations locales, il faut noter une pénétration inégale et incomplète de la doctrine de « contre-insurrection ». Cela s'explique en premier lieu par la contrainte liée à l'action décentralisée des 80 bataillons américains postés en Irak au plus fort du « sursaut ». Malgré une indéniable unité d'effort et d'action, la vision portée sur la mission et ses composantes – voire son effet majeur – est tributaire du commandant du bataillon, de son expérience personnelle, de sa vision propre et de l'interaction entre ces éléments et la mémoire institutionnelle propre à son unité. Dans ce contexte, un élément semble crucial : l'attitude face aux populations et aux forces de sécurité irakiennes, tant il est vrai que, depuis 2003, cette variable a grandement contribué à l'acceptation ou au rejet des Américains au niveau tactique. Les circonstances entourant les premières pertes de l'unité sont capitales à cet égard, car elles déterminent l'écart entre le discours sur l'aide à apporter aux populations et la réalité locale forcément plus complexe. David Finkel montre ainsi comment le bataillon 2/16 va dès lors évoluer dans une méfiance croissante envers les civils et les policiers irakiens du fait de ce qui est perçu comme de l'hypocrisie ou de l'ingratitude.

Une attitude en contradiction avec les discours

Plus profondément cependant, la contrainte culturelle se voit dans la manière dont les Américains adoptent la doctrine classique de « contre-insurrection ». En réalité, il semble qu'il s'agisse d'une vision « centrée sur l'ennemi » dans laquelle la population est instrumentalisée plutôt que considérée comme une fin. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre par exemple le recours proclamé à David Galula plutôt qu'à Roger Trinquier. Outre la volonté de rejeter toute complaisance envers la torture, la pratique de la « contre-terreur » ou bien encore des « hiérarchies parallèles », il s'explique par l'asymétrie entre les objectifs des insurgés et des contre-insurgés. Chez David Galula, comme d'ailleurs dans le discours américain sur la « mission » en Irak, le contre-insurgé doit protéger ce que l'insurgé veut détruire et reconstruire ce que l'insurgé a démantelé. Cet appel à l'inégalité « morale » entre les deux camps place la population en position de « prix » à gagner. Sa stabilité à long terme n'imprègne donc pas les choix tactiques, au contraire d'un usage souvent massif de la force contre l'ennemi, une fois celui-ci vigoureusement distingué des civils qui l'entourent. Ce procédé visant à « vider le bocal de son eau », visible dans l'évacuation de Nadjaf ou de Falloujah en 2004 prend ici un aspect

psychologique, mais reste centré sur l'idée que la force maximale pourra être appliquée sur l'insurgé « isolé ».

La conséquence en est donc un *hiatus* parfois impossible à concilier entre l'attitude proclamée vis-à-vis des populations et la réalité des dommages collatéraux matériels, physiques ou psychologiques. Sans compter que la « culture de contre-insurrection », loin de s'opposer à la « culture de la puissance de feu », participe à une déréalisation croissante de la violence exercée contre les civils ou les insurgés. En effet, l'appel à la « force minimale » ne prend pas en compte l'usage effectif de la puissance militaire tel qu'il est vécu par les populations. Il ressemble davantage à une pétition de principe dans la lignée des discours sur la « guerre zéro-mort » dans les années 1990. *A contrario*, l'impact psychologique produit par les Engins Explosifs Improvisés sur les militaires américains est masqué dans la prise en compte de la violence exercée contre les civils ou les insurgés.

« Toute contre-insurrection est locale » ?

Car une seconde limite se trouve dans l'articulation entre l'action tactique et les conditions locales. La première est souvent considérée comme cause efficiente des changements sécuritaires et politiques mais c'est oublier que le militaire agit au sein d'un espace social complexe qu'il peut certes modeler dans certaines conditions, mais dont il est surtout un élément. Plusieurs facteurs sont à prendre en compte pour souligner cela. En premier lieu, les actions militaires visant à légitimer la présence de la force ne sont pas toujours adéquates. Issues d'une réflexion opérationnelle et tactique filtrée par des éléments culturels institutionnels ou personnels, elles sont plus souvent marquées au coin d'une vision occidentale et managériale qu'adaptées aux conditions locales. Il en est ainsi essentiellement dans la distinction entre légitimation et *consensus* que souligne Christian Olsson. Si la première consiste à ajuster les croyances politiques locales à la réalité de la présence de la force, le second est davantage centré sur la recherche d'une communauté d'intérêts. La part du calcul « rationnel » et du marchandage y est plus prégnante tandis que la débauche relative de moyens mise en branle par les militaires américains (notamment dans le cadre d'une doctrine qui recommande de voir l'argent comme une arme) peuvent inciter à incliner vers des solutions monnayables, en lieu et place d'une empathie culturelle plus longue à créer. Ainsi, les forces armées américaines seraient davantage amenées à choisir des projets et des procédures civilo-militaires visant un *consensus*. Un premier problème tient dans le fait que la communauté d'intérêts n'est pas durable et que le *consensus* doit par conséquent être recherché en permanence. Outre cela, le consensus est défini dans le cadre d'une culture démocratique libérale, c'est-à-dire fondée sur les droits, les libertés et les intérêts individuels. Dans cette vision, la population est vue comme une collection d'individus, et le bien collectif s'inscrit donc dans une démarche numérique : obtenir le plus grand nombre de soutien ou de déclaration d'allégeances.

Dans une société communautaire, il est au contraire nécessaire de cibler les individus influents ou placés à des positions clés dans une ou plusieurs hiérarchies. Il faut aussi penser en termes de groupe plutôt que d'individu. Certes, les unités américaines ont effectivement cherché à légitimer les *leaders* locaux en en faisant des interlocuteurs privilégiés ou bien encore en les utilisant comme canaux de leur aide. Mais une vision trop systémique, ainsi que l'urgence, ont conduit à se tromper d'interlocuteur ou pire, à créer des « hommes nouveaux », bouleversant encore davantage les structures locales de pouvoir. L'impact de « l'ingénierie sociale » menée par les Américains en Irak reste encore à évaluer, mais il y a peu de doute qu'il ait limité considérablement la légitimation de la présence américaine.

L'ambivalence de la menace

En second lieu, le discours sur la doctrine de « contre-insurrection » a masqué les difficultés réelles au niveau local. Ainsi en est-il surtout de la prétention à protéger les populations, si centrale dans l'environnement discursif du « sursaut ». Or, il semble bien que cette prétention achoppe sur une variable majeure qui explique en grande partie les résultats différenciés de la campagne sur les zones sunnites et chiïtes. De fait, la projection des catégories américaines sur l'Irak, incriminées dans le rejet croissant des unités américaines et dans la montée en puissance de l'insurrection sunnite en 2003-2004, n'est pas la seule en cause. Car la prétention d'assurer la protection des civils, de nature morale, vise autant à créer la menace qu'à l'écarter. Plus particulièrement dans le cas de la doctrine de « contre-insurrection » inspirée par Galula, il s'agit de démontrer que l'insurgé est une menace pour la population, ce qui nécessite la protection de cette dernière par le contre-insurgé. Toutefois, les unités américaines sont longtemps apparues comme la menace majeure (voire parfois la seule comme dans les quartiers chiïtes de 2004) pour les locaux. Ainsi, il a été plus facile de se détacher de cette image dans le contexte de la « guerre civile » et/ou dans celui du rejet d'AQI par les *leaders* locaux. Car l'organisation *djihadiste* a usé de ces mêmes circonstances pour accroître son rôle de « protecteur » auprès des habitants sunnites de Bagdad, mais avec un gain de légitimité plus important chez les individus isolés ou déclassés que chez les cheiks (pour lesquels l'alliance avec Zarqouaoui et ses successeurs s'apparente davantage à une communauté d'intérêts). En revanche, cette prétention américaine a totalement échoué dans un quartier comme celui de Sadr City. Cela pour deux raisons. Tout d'abord parce que l'environnement stratégique est défavorable jusqu'au printemps 2008. L'organisation de Moqtada As-Sadr n'est pas une cible militaire dans le cadre de la stratégie d'influence, au contraire des « éléments renégats ». Il en résulte que non seulement les militaires américains ne sont pas parvenus à créer un contact durable avec les populations, mais que les quelques raids ou actions menés dans la zone ont renforcé l'antagonisme avec les locaux. En second lieu, la structure du pouvoir unipolaire ne permet pas de trouver des *leaders* locaux en nombre

suffisant pour vouloir coopérer avec les unités américaines. Ainsi, la partie essentielle au succès de la mission, à savoir le gain de légitimité, semble avoir été laissée de côté par de nombreuses unités préférant les résultats concrets et immédiats.

Un choix opératif qui ne répond pas au problème de l'intégration nationale

Au niveau du théâtre irakien, la campagne du « sursaut » n'a pas enrayer la dynamique de fragmentation et de polarisation de la société et des structures du pouvoir. Cela s'explique essentiellement par deux limites inhérentes à la stratégie américaine. La première tient dans son moyen.

L'échec de la réconciliation sur le long terme ?

Au fond, le succès a reposé sur le renforcement des catégories ethniques et confessionnelles, même quand il s'est agi de réconcilier. Mais il est à noter que le paradoxe n'est que discursif, puisque la réconciliation est davantage une fin – placée dans un horizon lointain – plutôt qu'un moyen – sauf dans le cadre des manipulations des réseaux locaux de pouvoir au niveau tactique. Certes, le vote de lois d'amnistie ou de « rebaasification » a pu être placé à un haut niveau de priorité par les Américains dans le cadre de leurs critères de succès politique. Mais en réalité, la réconciliation n'a pas été atteinte car elle aurait demandé davantage de temps et surtout parce que sa composante tactique, notamment en pays sunnite, a consisté à marginaliser plutôt qu'à rassembler.

La seconde limite est liée au caractère propre de la politique étrangère américaine en Irak et des conceptions qui la sous-tendent. Notamment, on peut observer une confiance trop importante placée dans les catégories socioculturelles définies par les Américains, à l'origine de la persistance et de la réactivation des rivalités et compétitions politiques. Il s'agit surtout de l'insistance quasi-obsessionnelle sur le fait tribal, sur la lecture systématique de l'intégration nationale en terme de rivalités ethniques (Arabes/Kurdes comme pour Kirkouk par exemple) ou confessionnelles (chiïtes/sunnites). Plusieurs éléments doivent être mobilisés pour saisir en quoi la campagne de 2007-2008 a aggravé plus que résolu le problème de la construction nationale irakienne.

Le *leitmotiv* de la « contre-insurrection » concernant le rôle que doivent y jouer les Irakiens, « *plutôt laisser faire un Arabe de manière tolérable plutôt que d'agir parfaitement soi-même* », s'est révélé un vœu pieux, d'autant plus qu'il contient en germe le paternalisme contre lequel il est censé immuniser. En effet, il sous-entend que les locaux manquent de professionnalisme, mais également que la norme en matière d'efficacité est américaine. Il n'est donc pas abusif de parler d'une implication paternaliste excessive de leur part, en dépit de la cooptation des Irakiens. Cette attitude se traduit sur le plan sécuritaire par le soutien à des individus ou des groupes ayant montré suffisamment de loyauté ou de proximité culturelle, notamment pour la gestion des forces de sécurité,

régulières ou supplétives. Loin de contribuer à leur professionnalisme ou à leur efficacité, cette approche renforce le patronage au sein des ISF, lequel accompagne souvent un clivage ethnoconfessionnel. Par ailleurs, on observe une accentuation du phénomène de fragmentation de la sécurité du fait de l'appui sur des forces locales. La sécurité devient donc un enjeu politique, tant entre le premier ministre et ses rivaux qu'entre les différents acteurs locaux. Phénomène aggravé par l'intégration trop lente des « Fils de l'Irak » aux forces de sécurité car les ministères sont trop partisans ou sectaires. Au niveau politique, on retrouve le tropisme déjà observé à l'été 2003 lorsqu'il avait fallu composer un conseil provisoire de gouvernement en faisant appel à des partis ou à des personnalités exilés sous Saddam Hussein. De plus, l'insistance portée sur les élections comme critère de succès de la stabilisation de l'Irak dénote une approche ethnocentrique. Plus grave surtout, cela a conduit à accompagner puis superviser un gouvernement non légitimé au niveau local, renforçant donc la fragmentation du pouvoir et de la gouvernance sécuritaire. On peut donc douter de l'efficacité d'un retrait américain trop rapide qui aurait le potentiel pour disloquer le fragile équilibre politique et sécuritaire de l'Irak.

Vers une recomposition anarchique du paysage politique ?

Plus important, la recette opérative que certains officiers et officiels américains ont cru devoir tirer de l'expérience du « sursaut » pour l'appliquer en Afghanistan est en réalité un obstacle majeur à tout succès politique durable sur ces deux théâtres. L'insistance sur le « fait tribal » révèle en effet davantage les présupposés américains qu'il n'éclaire sur la situation politico-stratégique en Irak. La mobilisation des tribus est perçue comme une des causes essentielles du succès non seulement en raison du multiplicateur de force que constituent des unités recrutées localement mais également parce qu'elle serait un moyen pour recréer la gouvernance « par le bas ». De fait, cette vision a essentiellement abouti à polariser la scène irakienne entre les tenants d'un gouvernement central fort (Nouri As-Maliki contre ses « alliés » fédéralistes du Conseil Suprême de la Révolution Islamique en Irak ou des partis kurdes) et les cheiks (notamment en Anbar). Surtout, elle a permis une concentration importante de pouvoirs entre quelques mains influentes au niveau provincial ou local, sur le mode du patronage. La question n'est pas seulement celle des milices des « Fils de l'Irak », dont la responsabilité a été transmise aux autorités irakiennes à l'automne 2009 et qui ont connu des purges nombreuses. Mais elle concerne surtout les unités régulières ou irrégulières des forces armées, dont les composantes d'élites restent au service d'un parti (quand elles n'en sont pas l'ancienne milice comme pour le Conseil Suprême Islamique) ou même d'un homme souvent selon des lignes tribales. C'est ainsi qu'au niveau national, les unités des forces spéciales dédiées à l'intervention et au contre-terrorisme obéissent directement au Premier ministre, au mépris de la chaîne de commandement. Sans compter non plus la subordination étroite du ministère de l'Intérieur à des intérêts particuliers au sein d'une institution de plus en plus

puissante. En décembre 2008, plusieurs dizaines de fonctionnaires civils et militaires du ministère ont d'ailleurs été arrêtés pour « tentative de coup d'État ».

Enfin, les organisations extrémistes profitent de cette fragmentation sécuritaire et des nombreuses interstices qu'elle crée pour se reconstruire et prospérer. Ainsi, AQI semble avoir été capable de s'appuyer sur d'anciens responsables des « Fils de l'Irak » des quartiers suburbains du sud-ouest de Bagdad, d'ailleurs anciens insurgés nationalistes, pour perpétrer plusieurs attentats dans l'année 2009. Dans ce cadre, le vocabulaire « tribal » est mobilisé pour créer des alliances de circonstances ou renforcer une solidarité souvent fictive contre un ennemi commun.

Toutefois, cette lecture « tribale » de la société irakienne produit encore d'autres limites. Présentée comme naturelle à l'Irak, la composition tribale de la société conduit à négliger les facteurs séculiers ou modernistes présents depuis l'indépendance dans les années 1930. Elle remet en cause les dynamiques de construction et d'intégration nationales tentées depuis lors et partiellement déconstruites dans la dernière décennie du règne de Saddam Hussein. Plus précisément, elle ne peut envisager une entité irakienne unitaire comme l'illustre l'insistance de l'exécutif américain pour une négociation au sommet entre les différentes communautés. Enfin, elle manifeste un aveuglement à la limite du déni pour ce qui concerne le rôle joué par les Américains eux-mêmes dans le renforcement des identités ethniques, confessionnelles ou même tribales. Dans ce jeu complexe, tant sur le plan tactique qu'opératif, les militaires américains font figure autant d'apprentis-sorciers, établissant le règne par la division de manière à assurer un contrôle indirect de l'Irak, que d'interlocuteurs naïfs qu'il suffit de manipuler au profit des intérêts locaux contre des rivaux ou même contre l'État lui-même. En réalité, outre qu'elle met en lumière la manière dont l'ethnocentrisme américain tour à tour modernise ou « démodernise » la société irakienne, cette conception montre l'importance et les dangers d'une manipulation des identités dans le cadre de conflits complexes. Pour ce qui concerne le « sursaut », le bilan politique est donc clairement négatif, ses actions ayant, au mieux, à peine égratigné les dynamiques de fond, au pire, aggravé la spirale de fragmentation et d'instabilité politique propre à une situation « révolutionnaire ».

Le problème stratégique de l'utilité de la force

Ce qui conduit finalement à s'interroger sur ce que cette campagne nous enseigne sur l'utilité de la force. Cette question stratégique ne revient pas seulement à prendre acte du fait que la force militaire ne peut emporter la décision seule mais doit plutôt modeler cette dernière. Elle consiste surtout à s'interroger sur le lien entre les échelons tactiques et opératifs d'une part et les

considérations de grande stratégie, voire de politique étrangère, d'autre part. Trois éléments semblent pouvoir être pris en compte à ce stade de l'analyse.

Le grand écart entre le politique et le militaire :

Sur le lien entre la stratégie militaire d'une part et la « grande stratégie » d'autre part, il faut signaler l'inadéquation entre la stabilisation de l'Irak et la volonté politique de retrait. En effet, l'ensemble du « sursaut » – pour ce qui concerne son volet décisionnel – a été conçu par les autorités politiques et militaires comme une stratégie devant mener au retrait des troupes américaines après l'établissement d'une situation politique et sécuritaire favorable. Cette conception du succès est cependant biaisée car elle cherche à atteindre un objectif de moyen ou court terme par un moyen de long terme. « L'arrêt sur image » que suggère le « sursaut » illustre ce caractère volontariste de la stratégie américaine : il s'agit de modeler au plus vite les conditions qui permettront de reprendre la stratégie initiale. Mais le temps n'est pas le seul obstacle à la réduction de ce *hiatus*. Il faut également prendre en compte le fait que, afin d'obtenir ces conditions favorables, les Américains ont dû s'impliquer directement de manière globale. Ils sont donc devenus la clé de voûte systémique de la situation irakienne. Dans ce cadre, tout retrait risque de menacer d'écroulement l'ensemble de l'édifice. Car, que ce soit pour les combattre ou les soutenir, l'ensemble des acteurs irakiens est orienté par l'action américaine et y trouve la justification de ses propres stratégies. D'autre part, comme tout modelage de l'environnement irakien ne peut se faire sur le court terme par les seules forces américaines, celles-ci se sont appuyées sur certains acteurs cooptés contre d'autres. Là encore se profile le spectre de la division lors du retrait définitif. Enfin, il faut compter sur le fait que cette stratégie est transparente, voire qu'elle a été conçue dans ce dessein d'être rendue publique. De ce fait, la plupart des acteurs marginalisés par la campagne de 2007-2008 ne peuvent s'être rendus inoffensifs que dans l'attente d'un retrait. Tout ceci démontre l'inanité d'une tactique transformée en stratégie, d'autant plus lorsqu'elle n'est pas couronnée par une « grande stratégie » au niveau des décideurs politiques.

En second lieu, il est loisible de considérer que le « sursaut » n'a pas véritablement résolu le problème stratégique irakien qui s'apparente à un complexe mélange entre une construction nationale/étatique – trop souvent perçue sur le mode occidental –, une lutte globale entre Américains et *djihadistes* – trop souvent considérée comme menaçant l'existence des uns ou des autres –, et un « grand jeu » entre l'Iran et l'Arabie Saoudite. Ce dernier point sort du cadre de cette étude, mais il est intéressant de mettre en relation les deux premiers. Au final, le problème stratégique irakien apparaît bien comme la difficulté de contrer des menaces sécuritaires tout en construisant la paix, des structures étatiques ou encore une intégration nationale. En effet, les premières sont liées aux secondes en ce sens qu'elles sont le symptôme de leur absence. Tandis que leur résolution ou leur éradication est nécessaire au processus de

construction. Dans cette optique, le « sursaut » a ciblé prioritairement les problèmes sécuritaires. Cela s'explique par la vision d'une sécurité préalable – ou au moins parallèle- à toute entreprise visant à construire le développement, la gouvernance ou la prospérité économique. La conception sous-tendant le « sursaut » a bien tenté d'intégrer la construction étatique et la stabilisation de l'Irak mais pas celle de l'intégration nationale (ou alors sur le mode des moyens pas celui des fins). Par ailleurs, les actions menées en 2007-2008 ont produit des effets potentiellement négatifs sur ces processus du fait de leur visée à court terme. Plus important, le “surge” pose la question de l'ensemble de l'interventionnisme occidental en gestion de crise, tant sur le plan de sa légitimité (puisque ce sont des puissances « étrangères » qui s'ingèrent dans les affaires d'un État souverain) que sur celle de son efficacité, laquelle est fortement liée à la première par le degré d'acceptation des populations.

La résilience d'Al-Qaïda en Irak

Enfin, on peut s'interroger sur l'efficacité de cette campagne contre AQI, de loin le principal ennemi stratégique des États-Unis en Irak. L'organisation extrémiste a fait preuve d'une grande capacité de résilience qui remet en question la pertinence de la stratégie menée pour l'éradiquer. Une des clés git peut-être dans la conception américaine de la « contre-insurrection », marquée au coin de la doctrine « classique » héritée des guerres de « libération nationale ». En effet, celle-ci, inspirée par la conception maoïste, suggère l'appui de l'insurgé sur la population comme base politique de son pouvoir. En quelque sorte, il s'agit d'accumuler cette ressource avant le passage à la phase III de la prise de contrôle des structures politiques nationales. Le contre-insurgé devrait donc saper cette base politique, essentiellement territoriale. Or, les aspects pris par AQI en Irak diffèrent largement de cette vision, notamment parce que les caractéristiques populaires ne sont plus aussi nécessaires. Si les combattants et le ravitaillement sont bien liés au terrain local (parfois dans le phénomène de *consensus* qu'observe David Kilcullen dans les « guérillas accidentelles »), il faut compter sur un fort soutien étranger et sur une « déterritorialisation » partielle des centres de ressource de l'insurrection. La base politique constituée par la population locale jouerait donc un rôle moins crucial de ce fait. Dans *War 2.0*, Marc Hecker et Thomas Rid utilisent l'expression « *d'effet longue queue* » pour montrer comment les nouvelles technologies de l'information et de la communication permettent à des mouvements extrémistes et marginaux de survivre hors des conditions classiques d'un soutien populaire¹⁰⁰. En ce sens, le « sursaut » pourrait même avoir rendu service à l'organisation en l'obligeant à se prémunir contre une trop grande assise populaire, même quand celle-ci serait acquise par l'intimidation ou l'alliance d'intérêts, car celle-ci s'est révélée comme une grande vulnérabilité à partir de l'année 2005/2006.

¹⁰⁰ Marc Hecker et Thomas Rid, *War 2.0*, Westport, CT et Londres: Praeger, 2009.

L'autre gît dans le processus politique à l'œuvre en Irak, nourrissant mécontentement et peur de l'exclusion politique et économique. Le succès d'AQI repose sur sa capacité à mobiliser ces facteurs dans le sens d'une radicalisation des individus (pas toujours) ou des groupes (plus souvent). La situation révolutionnaire que connaît l'Irak depuis 2003, et que le « sursaut » a modelé mais nullement supprimé, est une occasion supplémentaire de résilience. Alors que les troupes américaines sont à l'aube d'une nouvelle vague de retrait (passant d'environ 100 000 personnels à moins de 50 000 hommes), il semble que le mouvement *djihadiste* puisse à nouveau agir non seulement de manière spectaculaire, mais encore en toute impunité comme l'illustrent tout à la fois l'échec des forces coalisées et irakiennes à Mossoul, les actions d'éclat commises à Bagdad contre la Banque Centrale et la Banque du Commerce, ainsi que par la violence persistante contre les cheiks ralliés au « réveil ».

CONCLUSION

Au terme de cette étude, il convient de s'interroger brièvement sur deux de ses implications. La première porte sur l'aspect de la stratégie et de la guerre en tant que « sciences » : est-il possible de reproduire les éléments du « sursaut » en Afghanistan, comme le laissent penser les décisions stratégiques du Président Obama en mars et en décembre 2009 ? Au-delà de la différence évidente des contextes, une réponse plus nuancée peut être apportée en lien avec les dynamiques propres à chaque conflit.

La seconde est plus globale et concerne la « contre-insurrection » en tant que paradigme stratégique des forces armées américaines dont le « sursaut » a semblé marqué la consécration : doit-elle devenir un concept stratégique normal (au sens kuhmien du terme¹⁰¹) des armées occidentales ? Au-delà de la question des capacités et de la structure des forces, il est nécessaire de s'interroger sur les implications politiques de ce choix d'une part, ainsi que sur l'impact qu'il peut avoir sur le déploiement de la violence.

Le « sursaut » est-il reproductible en Afghanistan ?

En mars comme en décembre 2009, le Président Obama a ouvertement provoqué au rapprochement entre la stratégie du « sursaut » et celle qu'il entendait mener (ou faire mener) en Afghanistan. Les partisans de cette dernière ont également insisté sur le modèle d'une montée en puissance concentrée sur quelques points stratégiques (le sud notamment) afin de mener des actions sur la base d'une présence permanente et de reconquérir les bastions talibans. Plus largement, la stratégie explicitée par le général McChrystal, commandant de l'Isaf entre mars 2009 et juin 2010, s'appuie sur la vision globale empruntée aux promoteurs de la « contre-insurrection » : développer la gouvernance, restaurer les services essentiels, lancer le développement économique et surtout assurer la sécurité. Par ailleurs, le débat

¹⁰¹. C'est-à-dire le plus communément admis comme « naturel ». Voir Thomas K(uhn, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris : Flammarion, 1962.

« afghan », essentiellement – mais pas seulement – en interne au monde sécuritaire américain, a suscité des réminiscences du « sursaut ». C'est le cas pour ce qui concerne une éventuelle stratégie « tribale » ou de négociation avec certains groupes « taliban ». Le modèle des « guérillas accidentelles » mis en avant par David Kilcullen pèse largement sur cette conception en conjonction avec l'exemple irakien.

Sans rentrer dans les détails, il est évident que la réponse au problème de la reproduction du « sursaut » irakien en Afghanistan ne peut se limiter aux considérations sur la différence contextuelle. Certes, il faut admettre que le concept de « tribus » a tendance à en essentialiser la réalité, bien différente dans les sociétés irakienne et afghane. Par ailleurs, tant la géopolitique interne des deux pays que leurs infrastructures politiques et économiques diffèrent largement. Enfin, leur histoire et leur insertion dans la globalisation s'opposent en de nombreux points. À l'inverse, insister sur ces différences pour conclure à l'impossibilité de reproduire le « sursaut » – et partant à l'impossibilité de toute stratégie de « contre-insurrection » un tant soit peu efficace – revient à tomber dans le piège de l'an historicisme comme dans le jugement sur le « tombeau des empires » depuis Alexandre le Grand voire les Perses.

Il semble bien qu'il faille étudier la question sous l'angle stratégique, c'est-à-dire à travers la capacité de l'action militaire à modeler un environnement ou tant étant conditionnée par ce dernier. Tout en évitant l'écueil d'une action stratégique isolée et toute-puissante, il est ainsi possible d'envisager une stratégie d'influence inspirée de principes généraux et capable pour autant de s'adapter aux réalités locales. Marier une approche stratégique contingente avec des buts politiques généraux peut sembler une gageure, mais il faut rappeler que c'est justement dans cette direction que les concepts américains s'orientent depuis une vingtaine d'années. Peser sur « l'espace de bataille » tout en reconnaissant les limites dans l'utilité de la force n'est pourtant pas une évidence intellectuelle. Ce paradoxe apparent doit être résolu pour saisir les conditions dans lesquelles une stratégie *similaire* (mais nullement identique) à celle menée en Irak en 2007-2008 pourrait influencer sur les ressorts politiques et sociaux de la « révolution afghane ». Sur le plan tactique, la notion de « présence » est une clé essentielle, à condition de la coupler avec une stratégie d'influence qui accepte les incertitudes d'une action potentiellement capable d'aggraver la situation au lieu de l'améliorer. Cela nécessite une posture réflexive de la part des stratèges civils ou militaires autant que des analystes ou des soldats en ligne de front. Il n'est pas possible non plus de faire l'économie d'une réflexion sur les conditions de possibilité d'une légitimation de la force.

Cette conception relativiste de la stratégie a cependant ses limites : celles que lui imposent la politique d'une part et les considérations sur la violence de guerre d'autre part.

La contre-insurrection, un paradigme stratégique ?

Il est devenu évident que le concept et la doctrine de « contre-insurrection » posent problème aux institutions militaires américaines. Cette réticence de nombreux officiers et *top brass* de l'Army, des Marines, voire de l'US Air Force est souvent interprétée en termes de culture organisationnelle et d'histoire propre à chaque *service*. Une explication alternative porte plutôt sur les intérêts bureaucratiques ou encore sur le souci de préserver une force patiemment construite. Quoiqu'il en soit, cette interprétation donne surtout le loisir à ses promoteurs de construire la contre-insurrection comme modèle stratégique pour le futur, non seulement sur le plan tactique, mais aussi sur le plan d'une stratégie globale de lutte contre le « *Djihad* » et ses alliés de circonstance. Cette posture met à mal la distinction chère aux Américains entre le pouvoir politique, seul maître dans la décision d'utiliser ou non la force armée, et les décideurs militaires, conseillers techniques du Prince et par là même inaptes à peser dans le choix final. On constate en effet que le paradigme de « contre-insurrection », qui se répand par ailleurs en tant que solution technique et tactique au sein des armées alliées, fait courir le risque d'une politisation accrue des militaires. À rebours de l'empiètement des civils sur la sphère militaire, le « sursaut » démontrerait ainsi la nécessité de laisser la main aux commandants en chef. L'attitude du général McChrystal en Afghanistan, critiquant ouvertement les choix politiques du Vice-Président Biden, illustre cette plasticité des rôles liée à l'hybridation des genres. Certes, on peut arguer que la guerre est avant tout politique et que la distinction entre les sphères ne saurait être assimilée à une conception dualiste stricte dans laquelle la séparation serait la norme. On ne peut s'empêcher toutefois de penser que « sursaut » – et la « contre-insurrection » ou la doctrine de stabilisation tout autant – tendent à infléchir les décisions de l'exécutif en fonction des priorités définies par les militaires. Il n'est pas sûr que le désintérêt montré par le Président Bush durant son premier mandat pour la conduite et la planification de la guerre, ni *a contrario* que l'activisme et l'intrusion forcenée de Donald Rumsfeld dans la définition de la structure et de la mission des forces n'aient pas induit cette logique apparemment inversée.

Quoi qu'il en soit, la place et le rôle des forces armées dans les interventions militaires extérieures, et notamment dans les missions de « stabilisation », semblent solidement définis par le nouveau paradigme, et ce, dans une grande partie des armées occidentales. La résistance s'organise mais elle ne saurait masquer le désintérêt croissant de nombreux décideurs politiques pour la conduite et la planification de telles missions.

Car ce phénomène s'inscrit dans un contexte culturel favorable, celui du déni de la violence de guerre et de la « déréalisation » partielle du combat. La « contre-insurrection » peut également être interprétée comme un discours visant à légitimer des interventions armées au nom d'une moindre létalité et d'un plus grand intérêt pour les civils, la population étant le « centre de gravité » des

opérations. Dans ce cadre, le « sursaut » montre au contraire la persistance d'une intensité élevée de l'usage de la force militaire, et pas seulement dans les phases de « nettoyage » ou de conquête des bastions insurgés. Plus important, le déploiement de la violence qui s'est joué dans cette année 2007-2008 ne doit pas occulter la vulnérabilité croissante des combattants occidentaux. Non pas une vulnérabilité physique – le temps de l'occupation américaine en Irak a donné lieu à de constantes adaptations à tous les niveaux institutionnels pour contrer les procédés insurgés – mais plutôt une vulnérabilité psychologique. Le stress induit par les formes de contact avec l'ennemi (essentiellement par Engins Explosifs Improvisés ou *snipers*), la violence particulière de la mort combattante et le traumatisme subi par les témoins et les survivants, la paranoïa envers les civils et les comportements de victimisation qu'elle provoque avec son lot de « bavures » et de maltraitance, tout montre le danger psychique auquel se confrontent les militaires américains. Celui-ci est d'autant plus grand que le déni de la violence au niveau sociétal – bien que contredit par les images souvent crues de la mort combattante dans les fictions sur les guerres en Irak – se conjugue avec un phénomène croissant de mise à distance de la mort d'autrui par le biais technologique. Entre consentement à la violence et contrainte, le soldat professionnel américain en Irak est donc lui aussi prisonnier du « sursaut », de ses succès comme de ses échecs.

CHRONOLOGIE :

2 mai 2003 : le diplomate Paul Bremer prend la tête de l'Autorité Provisoire de la Coalition (CPA) qui remplace le Bureau de Reconstruction et d'Assistance Humanitaire (ORHA) du général Jay Garner (en charge depuis le 21 avril).

16 et 23 mai 2003 : l'Autorité Provisoire de la Coalition annonce la débaasification et débände les forces armées.

22 mai 2003 : résolution 1483 des Nations Unies institutionnalisant la présence américaine comme « puissance occupante ».

Juin 2003 : opérations *Peninsula Strike* et *Desert Scorpion* contre Balad, Samarra et Tikrit.

14 juin 2003 : le général Ricardo Sanchez prend la tête de la CJTF-7, commandement tactique des forces de la coalition en Irak.

13 juillet 2003 : création du Conseil Intérimaire de Gouvernement (IGC)

19 août 2003 : attentat-suicide contre le siège de l'ONU à Bagdad

29 août 2003 : assassinat de *l'ayatollah* Hakim à Nadjaf

27 octobre 2003 : attentat à la voiture piégée contre le siège de la Croix Rouge.

15 novembre 2003 : calendrier de transfert de souveraineté annoncé par les Américains.

13 décembre 2003 : arrestation de Saddam Hussein.

Le soulèvement :

1^{er} mars 2004 : le Conseil Intérimaire de Gouvernement adopte la constitution provisoire.

31 mars 2004 : lynchage et mutilation de 4 *contractors* de *Blackwater* à Fallujah.

4 avril 2004 : premier soulèvement de Moqtada As-Sadr à Sadr City et dans les villes du sud chiïte.

5 avril 2004 : première opération sur Fallujah (*Vigilant Justice* puis *Vigilant Resolve*).

28 avril 2004 : révélation du scandale d'Abou Ghraïb.

30 avril 2004 : la 1^{ère} division de *Marines* abandonne le siège de Fallujah et transfère la responsabilité de la sécurité à la « Brigade de Fallujah » formée d'anciens baasistes.

15 juin 2004 : le général George Casey succède au général Sanchez. Création de la Force-Multinationale-Irak.

28 juin 2004 : transfert de souveraineté au gouvernement intérimaire irakien de Iyad Allaoui.

5 août 2004 : le général Casey signe son plan de campagne. Celui-ci recommande un retrait progressif des troupes au sein de super-bases à la périphérie des villes.

5-26 août 2004 : deuxième soulèvement de Moqtada As-Sadr qui occupe le sanctuaire de Nadjaf.

2-3 octobre 2004 : reconquête de Samarra.

Durant l'Automne : le général Casey ajuste sa stratégie pour permettre aux troupes américaines de sortir de leurs bases afin de sécuriser les futures élections. Parallèlement, il assemble son « *brain trust* », les « Docteurs sans Ordres ».

8-18 novembre 2004 : Opération *Phantom Fury* sur Fallujah.

10 novembre 2004 : attaques de la rébellion sunnite sur les bâtiments de la police et des unités irakiennes. Début de la reconquête de Mossoul (jusqu'en janvier 2005).

Un fragile équilibre :

30 janvier 2005 : élections générales en Irak (Assemblée Constituante, Conseils Provinciaux).

Mars 2005 : la stratégie du général Casey porte désormais l'effort sur la formation et la transition aux Forces de Sécurité Irakiennes (ISF). Le 28 juin 2005, le Président Bush l'approuve dans un discours télévisé.

CHAOS RÉVEIL ET SURSAUT
SUCCÈS DU « SURGE » EN IRAK (2007-2009)

7 avril 2005 : Ibrahim Al-Jaafari est Premier ministre. Son gouvernement n'est réuni au complet qu'un mois plus tard.

Juillet 2005 : le général Casey demande une revue des procédures tactiques de contre-insurrection au sein de ses unités.

22 août 2005 : adoption du texte de la constitution par l'Assemblée constituante.

Septembre 2005 : opération *Steel Curtain* sur la frontière syrienne. Le bataillon Alford à Al Qaim.

Septembre 2005-janvier 2006 : reconquête progressive de Tal Afar par le régiment du colonel Mc Master. Ce succès est présenté comme un modèle par Philip Zelikow, assistant de Condoleeza Rice au Conseil National de Sécurité.

15 octobre 2005 : référendum constitutionnel

19 octobre 2005 : Condoleeza Rice défend le modèle « Clear-Hold-Build » devant la Commission des Affaires Etrangères du Sénat. Cela donne lieu à une « Stratégie Nationale pour la Victoire en Irak » en novembre.

Novembre 2005 : le général Casey crée la *Counterinsurgency Academy* à Camp Taji.

15 décembre 2005 : élections législatives

La guerre civile :

22 février 2006 : attentat contre la mosquée d'or à Samarra.

22 avril 2006 : nomination du Premier ministre Nouri As-Maliki après plus de 5 mois

Mai 2006 : Frederick Kagan publie un « plan pour la victoire en Irak » dans les colonnes du *Weekly Standard*, annonçant un *lobbying* intense pour le « surge ».

13-14 juin 2006 : réunion des principaux conseillers du Président Bush à Camp David afin de réviser la stratégie en Irak.

9 juillet-début août 2006 : opération *Together Forward I*

Août 2006-novembre 2006 : opération *Together Forward II*

Septembre 2006 : montée en puissance du « réveil » d'Anbar.

Septembre 2006 : révision de la stratégie en Irak par le « Conseil des Colonels » convoqué par le CEMA Peter Pace.

15 septembre 2006 : le général Jack Keane, ex-chef d'État-major adjoint de l'Army et farouche partisan du plan de Kagan, rencontre Rumsfeld.

11 octobre 2006 : adoption d'une loi créant un État fédéral Irakien.

Novembre 2006 : élections de mi-mandat aux États-Unis. Défaite des Républicains et limogeage de Donald Rumsfeld.

6 décembre 2006 : remise du rapport Baker-Hamilton au Président Bush.

11 décembre 2006 : le général Keane, Stephen Biddle et Eliot Cohen rencontrent le Président Bush. Keane défend le plan de Kagan pour le « surge ».

Le “surge” :

10 janvier 2007 : annonce du “surge” par le président George W. Bush.

Janvier 2007 : déploiement de la première brigade (2BCT, 82 Abn), Bagdad.

Février 2007 : déploiement de la deuxième brigade (4BCT, 1ID), Bagdad.

14 février 2007 : lancement du Plan de Sécurité de Bagdad, *Enforcing the Law/Fardh al-Qanoon*.

Mars 2007 : déploiement de la troisième brigade (3BCT, 3ID), couronnes méridionales de Bagdad.

Avril 2007 : déploiement de la quatrième brigade (4BCT, 2ID), province de Diyala.

6 avril : décret du gouvernement irakien ordonnant la réintégration dans l'armée des militaires exclus en 2003.

16 avril : démission de 6 ministres sadristes protestant contre le refus de l'Administration Bush de publier un calendrier de retrait.

Mai 2007 : déploiement de la cinquième et dernière brigade (2BCT, 3ID), couronne sud-est de Bagdad.

15 juin 2007 : Opération *Phantom Thunder* ciblant Arab Jabour (SE), Baqubah (Diyala) et la zone Fallujah, Karmah, Lac Tharthar (Anbar)

13 août 2007 : Opération *Phantom Strike* pour compléter la prise de contrôle des couronnes et détruire les sanctuaires d'AQI tout en ciblant les leaders de milices chiïtes.

10-11 septembre 2007 : audition du général David Petraeus et de l'Ambassadeur Ryan Croker devant le Congrès des États-Unis.

Janvier 2008 : lancement de *Phantom Phoenix* (jusqu'en avril). Destruction des derniers sanctuaires dans les couronnes méridionales, dans la province de Saladin et celle de Diyala. Début de la phase « Build » à Bagdad. Offensive sur Mossoul.

12 janvier 2008 : l'Assemblée adopte une loi de réhabilitation des anciens membres du Baas.

13 février 2008 : l'Assemblée irakienne adopte une loi d'amnistie, le budget 2008 ainsi que la loi sur les pouvoirs des provinces.

25 mars 2008 : lancement de l'opération *charge des cavaliers* sur Bassorah.

Mars-mai 2008 : affrontements sporadiques entre la coalition, les Forces de Sécurité Irakiennes et les membres de l'Armée du Mahdi à Sadr City.

10 mai 2008 : opération *Lion's Roar* lancée par le gouvernement irakien contre AQI à Mossoul. Elle est poursuivie par *Mother of Two Springs* enclenchée le 29 mai pour démanteler les « réseaux criminels » dans la capitale de la province de Ninive.

Fin juin : opération « Présage de la Paix » menée par les ISF dans la province d'Amarra, à laquelle succède « Présage de la Prospérité » dans celle de Diyala 29 juillet.

Juillet 2008 : la dernière brigade du «surge» quitte l'Irak.

1^{er} septembre 2008 : initialement prévu au 1^{er} juillet mais retardé par une série d'attentats à Ramadi, le transfert de la sécurité de la province d'Anbar aux ISF marque le tournant de la guerre américaine dans cette province symbole de la résistance sunnite.

1^{er} octobre 2008 : transfert de la responsabilité des milices des « Fils de l'Irak » au gouvernement irakien.

31 décembre 2008 : entrée en vigueur du *Security Agreement*.

L'Irak post-COIN ?

22 janvier 2009 : Barack Obama parle de « retrait responsable » des troupes américaines dans les 16 mois.

31 janvier 2009 : élections aux Assemblées provinciales.

27 février 2009 : annonce par Barack Obama du retrait progressif des forces américaines, lequel doit se terminer au 31 décembre 2011.

30 juin 2009 : retrait des forces américaines des villes irakiennes. Transfert aux ISF.

13 juillet 2009 : report du référendum sur la question de Kirkouk.

Août-octobre : plusieurs attentats spectaculaires visent les ministères irakiens.

6 décembre 2009 : adoption de la loi électorale organisant les élections législatives.

7 mars 2010 : élections législatives.

1^{er} août : retrait des « troupes de combat » américaines. Fin de la transformation des Brigades modulaires en Brigades d'Assistance et de Conseil.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

Sur le « sursaut » :

- David Kilcullen, *The Accidental Guerrilla. Fighting Small Wars in the Midst of a Big One*, Oxford: Oxford University Press, 2009.
- Bing West, *The Strongest Tribe. War, Politics and the Endgame in Iraq*, New-York: Random House, 2008.
- Thomas E. Ricks, *The Gamble. General David Petraeus and the American Military Adventure in Iraq. 2006-2008*, Londres et New-York: Penguin Press, 2009.
- Bob Woodward, *The War Within. A Secret White House History*, New-York: Simon and Schuster, 2008.
- Kimberly Kagan, *The Surge: A Military History*, New-York: Encounters Books, 2009.
- David Finkel, *De Bons Petits Soldats*, Paris : Robert Laffont, 2010.
- Jim Michaels, *A Chance in Hell: The Men Who Triumphed over Iraq's Deadliest City and Turned the Tide of War*, New-York: St Martin's Press, 2010
- Lieutenant-colonel Jim Crider, *Inside the Surge. One Commander's Lesson in Counterinsurgency*, Washington, DC: Center for A New American Security, juin 2009.
- Major Thomas J. Sills, « Counterinsurgency Operations in Baghdad. The Actions of 1-4 Cavalry in the East Rashid District », *Military Review*, mai-juin 2009, pp. 97-105.
- Lieutenant-colonel Dale Kuelh, « Testing Galula in Ameriyah. The people are the Key », *Military Review*, mars-avril 2009, pp. 72-80.
- Lieutenant-colonel David G. Fivegoat, « Revisiting *Modern Warfare*. Counterinsurgency in the Mada'in Qada », *Military Review*, novembre-décembre 2008, pp. 77-87.
- Mohammed El Shibiny, *Iraq, the lost war*, Londres: Palgrave and MacMillan, juillet 2010
- Thomas R. Mockaitis, *the Iraq War: A Documentary and Reference Guide*, Heinemann Educational Books, octobre 2010.

-Jim Frederick, *Black Hearts: One Platoon's Descent into Madness in Iraq's Triangle of Death*, Londres: MacMillan, août 2010.

-Le site de l'*Institute for the Study of War* (www.understandingwar.org) comprend de nombreuses cartes, analyses et informations sur la période 2007-2009.

Opérations militaires préalable au « sursaut » :

-Peter Mansoor, *Baghdad At Sunrise. A Brigade Commander's War in Iraq. 2003-2004*, New Haven, CT: Yale University Press, 2008.

-Dexter Filkins, *La guerre sans fin*, Paris : Albin Michel, 2008.

-Lieutenant-colonel Natanael Sassaman, *Warrior King. The Triumph and Betrayal of an American Commander in Iraq*, New-York: St Martin's Press, 2008.

-Thomas E. Ricks, *Fiasco. The American Military Adventure in Iraq*, New-York et Londres: Penguin Press, 2006.

-Bing West, *No True Glory. A Frontline Account of the Battle for Fallujah*, New-York: Bantam Books, 2005.

-Donald P. Wigth and Colonel Timothy O. Reese, *On Point II : Transition to the New Campaign*, Fort Leavenworth, Ka. : Combat Studies Institute Press, juin 2008.

-Michel Goya, *Irak : les Armées du chaos*, Paris : Economica, 2^{nde} édition, 2009.

Sur l'Irak de l'occupation

-David Baran (dir.), *Vivre la tyrannie et lui survivre. L'Irak en transition*, Paris : édition des milles et unes nuits, 2004.

-Amatzia Baram, « Irak. Le registre Tribal », *Outre-Terre*, 2006 1, pp. 159-168.

-Mohammed Said Sahib, « Fédéralisme(s) Irakien(s) », *Outre-Terre*, 2006 1, pp. 124-131.

-Hamit Bozarslan, « L'Irak en perspective », *Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée*, n°117-188, juillet 2007.

-Pierre-Jean Luizard, *La question Irakienne*, Paris : Fayard, 2004.

CHAOS RÉVEIL ET SURSAUT
SUCCÈS DU « SURGE » EN IRAK (2007-2009)

Le site **historiae.org** de l'universitaire norvégien Reidar Visser (étude de la vie politique irakienne depuis 2003).

CHAOS, RÉVEIL ET SURSAUT

SUCCÈS ET LIMITES DE LA STRATÉGIE DU « SURGE » EN IRAK (2007-2009)

Alors que l'Irak était au bord du chaos au début de 2006, la mise en œuvre de la stratégie dite du « sursaut (« surge ») a permis un retournement spectaculaire de la situation. C'est à ce jour le seul succès véritable en matière de contre-insurrection au XXI^e siècle.

Comment expliquer, comment interpréter un tel revirement ?

Trouvant son origine dans la problématique de sa thèse en cours et en conjuguant approche historique et sociologique, l'étude proposée par Stéphane Taillat revient sur la genèse et les effets militaires du « surge » entre 2006 et 2008 et entend ouvrir des pistes de réflexion.



IRSEM
Ecole Militaire
21, place Joffre – 75007 Paris
www.irsem.defense.gouv.fr